

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 7 mai 2015**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 7 mai 2015

18h00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Urbanisme, aménagement durable

- 1 Quartier Mosson (Paillade – Hauts de Massane) – Projet de rénovation urbaine –
Avenant n°8 – Approbation
- 2 ZAC des Grisettes (6^{ème} tranche) – Agrément de candidature – Icade Promotion (Lot
n°6a)
- 3 ZAC Port Marianne – République – Gestion intégrée des eaux pluviales – Autorisation
de demande de subvention
- 4 Foncier – Ensemble immobilier Château Levat – Instauration d'une servitude de
passage public
- 5 Foncier – Avenue Etienne-Méhul - Acquisition emprise projet immobilier « West
Park »
- 6 Foncier – Rue de la Croix-des-Rosiers - Acquisition parcelle PS 18, propriété « SARL
Rose Garden »
- 7 Foncier – Elargissement rue de l'Aiguelongue, propriété « Epoux GUIDON »
- 8 Foncier – Elargissement avenue Etienne-Méhul, propriété « SAS SOGEPROM SUD
REALISATIONS – So Free »
- 9 Foncier avenue du Petit-Train - Acquisition emprise, résidence Le Renaissance
- 10 Foncier – Rue de Claret - Acquisition emprise, résidence Edouard VII
- 11 Foncier – Elargissement rue de Montasinos, propriété M. et Mme CAZORLA
- 12 Foncier – Rue de Casseyrols, projet Alba Las Rébès - Acquisition des espaces libres
auprès d'ACM

- 13 Foncier – Vente à SNCF Réseau des terrains de la Ville concernés par la réalisation de la gare nouvelle Montpellier Sud de France
- 14 Projet d'internat avenue Nina-Simone - Echange de terrains entre la Ville de Montpellier et la région Languedoc-Roussillon - Autorisation de réaliser la voirie de desserte sur la parcelle cadastrée SE 114
- 15 Foncier – Immeuble 18, rue du Bassin, vente à la SCI Goodimmob.fr (M. et Mme MALET)
- 16 Foncier – Vente de deux parcelles cadastrées CH 48 et CH 52 à la société URBAT Ilot Saint-Lazare, avenue de Castelnau / avenue de Saint-Lazare
- 17 Mise en vente de l'hôtel Richer de Belleval - Détermination des critères de la 2^{ème} phase de sélection et détermination du prix
- 18 AFFAIRE RETIREE
- 19 Montpellier Grand Cœur – Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
- 20 Mission Grand Cœur – Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités 2015-2019

Montpellier au quotidien

- 21 Aménagement de la première ZAC du projet urbain dit « ZAC OZ 1 » - Avis de la Ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
- 22 Restauration des capacités d'écoulement des cours d'eau suite aux crues du 29 septembre et du 6 octobre 2014 - Autorisation de demande de subvention

Tranquillité publique, hygiène et santé

- 23 Convention entre la Ville de Montpellier et l'Ecole supérieure des métiers artistiques dans le cadre de la réalisation d'expositions.
- 24 Convention entre la Ville de Montpellier et la Croix-Rouge française relative à l'occupation temporaire pour l'installation d'une antenne relais radioélectrique sur la toiture de l'Hôtel de Ville
- 25 Adhésion de la Ville de Montpellier à la déclaration d'Athènes

Réussite éducative

- 26 Convention de dons alimentaires entre la Ville de Montpellier et la Société Saint-Vincent-de-Paul
- 27 Attribution de subventions – Projets d'activités périscolaires – Exercice 2015
- 28 Réalisation d'une nouvelle école primaire à proximité du quartier Malbosc, quartier Croix de Lavit - Approbation de l'opération – Autorisation de déposer un permis de construire – Demandes de subventions

- 29 Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires – Ecoles élémentaire Rabelais et primaire Olympe-de-Gouges
- 30 Ecole élémentaire Jules-Verne – Protocole d'accord suite à des dégâts des eaux provenant des menuiseries extérieures de la façade

Démocratie de proximité et Maisons pour tous

- 31 Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Jeunesse et Sports

- 32 Convention d'objectifs entre la Ville de Montpellier et le groupement de coopération sociale et médicosociale Maison des adolescents de l'Hérault (MDA 34)
- 33 Expérimentation du service civique au sein des services municipaux de la Ville de Montpellier
- 34 Intervention stagiaires en formation BPJEPSAPT – Renouvellement convention de partenariat Ville de Montpellier – CREPS Montpellier
- 35 « Montpellier Beach Masters » - Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2015 du Montpellier Beach Masters à Odysseum - Attribution d'une subvention – Exercice 2015
- 36 Festival international des sports extrêmes (FISE) du 13 mai 2015 au 17 mai 2015 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges-Frêche - Attribution d'une subvention – Exercice 2015
- 37 Partenariat sportif Ville de Montpellier – Associations - Approbation de l'appel à projets pour l'année 2016

Culture

- 38 Attribution de subventions à des associations culturelles – Exercice 2015
- 39 Culture et Patrimoine - Exercice 2015 - Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Centre communautaire et culturel juif (CCCJ)
- 40 Culture et Patrimoine - Exercice 2015 - Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association culturelle des Berbères de Kabylie
- 41 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat avec le rectorat de Montpellier et l'association Cœur de livres
- 42 30^{ème} Comédie du livre – Contrat de partenariat avec ARTE
- 43 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat avec la SNCF
- 44 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat avec l'ENSAM
- 45 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat avec Air France
- 46 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup

- 47 30^{ème} Comédie du livre – Partenariat entre la Ville et l'université Paul-Valéry
- 48 Approbation d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / La Panacée et le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) de Genève pour la production de l'exposition Scène de l'imaginaire automate du 20 novembre 2015 au 28 février 2016
- 49 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / La Panacée et Les Presses du réel pour l'accueil et l'organisation de la librairie itinérante dans le cadre de l'exposition Global Snapshot du 15 au 24 mai 2015

Relations internationales

- 50 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Ressources humaines de la collectivité

- 51 Convention de mise à disposition contre remboursement d'agents municipaux auprès de TAM
- 52 Convention de service « Cafpro » entre la CAF et la Ville - Autorisation pour l'accès professionnel aux données des CAF
- 53 Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Finances, patrimoine de la collectivité

- 54 Avenant financier – Attribution de compensation Ville / Métropole
- 55 Tarification et réservation de la restauration scolaire et des accueils périscolaires
- 56 Attributions de subventions – Exercice 2015
- 57 Parking Nouveau Saint-Roch – Délégation de Service Public – Avenant n°1 : transfert à la société dédiée Saint-Roch Stationnement
- 58 Cotisations à l'ordre des architectes – Exercice 2015
- 59 Cotisation pour l'année 2015 à l'association « Immeubles en fête »
- 60 Convention de mise à disposition et d'exploitation de plans anciens du musée Languedocien
- 61 Acquisition et livraison de fournitures administratives, d'environnement de bureau et scolaires – Appel d'Offres – Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Communes de Jacou, Saint-Brès, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Saint-Georges-d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez
- 62 Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier

- 63 Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault-Energies pour la fourniture et l'acheminement d'électricité passé sur le fondement d'accords-cadres et de marchés subséquents – Autorisation de signer les marchés subséquents

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 7 mai 2015

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 30 avril 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, salle du Conseil municipal, le jeudi 7 mai 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Jacques DOMERGUE.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Informations :

M. le Maire : Après l'appel nominal, j'aurais quelques informations. D'abord, je voudrais remercier pour

sa présence à la tribune M. Patrick MALAVIEILLE, maire de la Grand-Combe, président de la Communauté de communes de la Grand-Combe et vice-président du Conseil départemental du Gard. Merci Patrick d'être là.

Je voudrais également faire un petit rectificatif concernant un article du *Midi Libre* qui a paru ce matin concernant la ville de Grabels. Le texte stipule que M. Abdi EL KANDOUSSI, nouveau Conseiller départemental, aurait dit que concernant le LIEN, j'aurais confirmé le fait de faire pression sur M. MESQUIDA, dicit le président de l'Association des riverains du LIEN. En aucune façon je ne souhaite faire pression sur M. MESQUIDA. En aucune façon je n'ai demandé à M. Abdi EL KANDOUSSI de le faire. Je ne tiens pas le micro au Conseil départemental des conseillers départementaux de la majorité municipale. Si je l'avais fait, je leur aurais dit de s'abstenir sur l'augmentation de salaire, ce qui prouve qu'ils votent en conscience et sans me demander mon avis.

[Intervention hors micro]

M. le Maire : M. DUMONT, le groupe UMP l'a votée également. Un partout, balle au centre... Néanmoins, je ne suis pas là pour arbitrer quoi que ce soit.

Le troisième point concerne l'exposition VASCONCELOS au Carré Sainte-Anne. J'ai été informé de son annulation il y a deux jours. Les Amis du musée Fabre qui en avaient la charge n'ont pas eu la possibilité de faire venir Mme VASCONCELOS pour cette belle œuvre d'art contemporain, en raison de relations techniques entre services qui m'ont échappé et qui nous ont échappé. Nous en prenons acte. Nous allons faire à la place une superbe exposition de *Street art*. Cependant, je déplore cela. Ce n'est pas de notre fait, en tout cas pas du mien puisque j'avais proposé cette exposition en son temps.

Dans le quatrième point, le groupe UMP m'a transmis un courrier me demandant la permission de consulter les associations qui œuvrent dans le cadre des temps scolaires suite à la délibération de ce soir qui attribue un certain nombre de subventions. Vous aurez la possibilité de consulter l'ensemble des dossiers à la Mairie.

Le dernier point d'information concerne le Collectif du 10 mai qui, ce matin, s'est plaint de ne pas avoir de salle. Il y a eu des demandes de faites concernant des salles, une subvention et un tas de choses peu de jours avant l'évènement. Nous avons fait savoir que nous ne pouvions pas répondre à cela. D'ailleurs, l'an dernier, la marche n'avait pas demandé de salle. Il s'agit d'une marche avec une manifestation en Ville à laquelle je participe depuis le début. Je n'ai pas de leçons à recevoir sur ce sujet. S'il y en a bien un qui s'est bougé sur la reconnaissance de l'esclavage en France, depuis 2008, je n'ai pas attendu d'être sollicité, j'avais écrit à Nicolas SARKOZY pour que cet évènement soit transcrit dans les livres d'histoire. Il a refusé. D'ailleurs, les présidents et l'ensemble des membres du Collectif du 10 mai sont au courant de cela. Nous allons faire une prochaine manifestation. Les directives du ministère nous proposent de célébrer cela entre le 10 et le 31 mai. Nous le ferons au titre de la Ville de Montpellier le 12 mai à 17h30. J'ai fait faire une stèle en l'honneur de l'abbé Grégoire, curé, franc-maçon et député. Cette stèle sera provisoire parce que le FISE se tient sur l'une des travées de la place Georges-Frêche. Tous les élus y sont conviés. L'abbé Grégoire symbolise le premier acte d'abolition, celui de la Révolution française en 1794. Entre l'abbé Grégoire et SCHOELCHER, il y a eu la restauration de l'esclavage en 1802 par Joséphine DE BEAUHARNAIS, fille de Béké, et NAPOLEON. Nous honorerons le premier acte d'abolition qui est le fruit de la Révolution française. Vous êtes tous conviés.

Voilà les quelques informations que je souhaitais vous soumettre.

Je voulais quand même vous parler de ce que j'entends dans les travées, et à quoi je souhaite tendre le cou d'emblée, concernant l'histoire de Dieudonné. J'ai fait interdire le spectacle de Dieudonné. L'arrêté a été cassé par le tribunal en l'absence de motivation légale. Je le rappelle. Cela a déjà été dit dans la presse. Toutefois, comme il y en a qui sont amnésiques, je me permets de le leur redire une fois de plus. Nous sommes démunis.

Le prochain Conseil municipal aura lieu le 18 juin. Je vous propose d'adopter l'ordre du jour qui comporte

63 affaires, l'affaire 18 étant retirée. Je mets aux voix l'ordre du jour ainsi modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité.

Vous avez pris connaissance de l'ensemble des décisions du Maire depuis la dernière séance. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Nous passons donc à l'ordre du jour.

1. QUARTIER MOSSON (Paillade – Hauts de Massane) Projet de rénovation urbaine Avenant n°8 Approbation

La Ville de Montpellier a signé le 8 janvier 2007 avec l'ANRU, l'Etat, les collectivités locales, les bailleurs publics et la Caisse des dépôts et consignations, une convention territoriale de rénovation urbaine sur le quartier de la Mosson. Cette dernière a pris fin le 8 janvier 2012.

Les principaux objectifs visés dans cette convention consistaient à :

- améliorer les conditions de logement des habitants et développer la mixité sociale ;
- ouvrir le quartier sur la ville ;
- améliorer le cadre de vie (espaces publics, équipements publics) ;
- maintenir et renforcer l'attractivité économique du quartier (entreprises et commerces).

Le projet de rénovation urbaine Mosson aura permis une action globale sur l'ensemble du quartier, en intervenant principalement :

- sur l'habitat avec la transformation engagée sur le site des Tritons (Hauts de Massane), la démolition de la tour Catalogne et la reconstruction de 330 logements sociaux ;
- sur les liens à conforter avec les quartiers voisins, notamment ceux de Malbosc et de Pierres Vives ;
- sur la réhabilitation et le réaménagement des abords de certains groupes scolaires, améliorant l'accueil des élèves.

Les délais fixés contractuellement ont ainsi été respectés. La démolition de 330 logements sociaux débutée en 2008 s'est achevée en 2013. Sur les 330 logements sociaux à reconstruire, 303 sont déjà livrés et les 27 derniers le seront prochainement sur la ZAC des Grisettes.

Concernant le reste de la programmation inscrite dans la convention, les opérations de résidentialisation, de réhabilitation d'équipements commerciaux, d'équipements publics et locaux associatifs sont réalisées à 100 %. Les opérations relatives à l'aménagement des espaces publics sont réalisées à 85 %, les dernières devant être livrées au premier trimestre 2016 (espace public des Tritons, espaces publics en bordure de la ZAC Pierres Vives).

Bien que l'avenant de clôture à la convention territoriale ait été signé le 11 février 2013, un nouvel avenant doit être pris pour :

- Acter du désengagement de la Foncière Logement sur le site des Tritons (Hauts de Massane). En effet, la convention initiale prévoyait des contreparties à la Foncière Logement, pour réaliser des logements locatifs libres. Cependant, la loi du 25 mars 2009 ayant modifié le régime de la participation des employeurs à l'effort de construction, la Foncière Logement s'est retrouvée dans l'incapacité économique d'intervenir sur un certain nombre de sites dont celui des Tritons. Cependant, afin de poursuivre la transformation de ce secteur sur cette parcelle, il est proposé qu'ACM réalise un programme de logements d'une densité similaire aux programmes de la première tranche du Comté de Nice, répartis à parité entre les logements

avec des financements PLS (locatif intermédiaire) et les logements avec des financements PSLA (accession sociale à la propriété). Cette opération s'inscrira dans un projet plus global porté par la collectivité, pour achever la transformation du secteur des Tritons dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain ; le quartier de la Mosson étant reconnu d'intérêt national depuis le 16 décembre 2014.

- Acter le report de la date limite de présentation du solde des dernières opérations au 30 juin 2017 (initialement au 30 juin 2015), pour conserver les subventions de l'ANRU.

Cette disposition concerne :

- les programmes de logements sociaux, sous maîtrise d'ouvrage ACM, situées sur les Hauts de Massane pour la résidence « Clos des Garrigues » et la ZAC des Grisettes pour la résidence « Les Acacias »,
- l'aménagement des espaces publics aux Tritons, sous maîtrise d'ouvrage Ville, et dans la ZAC Pierres Vives aux abords du Rieutor, sous maîtrise d'ouvrage de la SPLA Territoire 34.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°8 à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier de la Mosson joint à la présente délibération ;
- d'approuver l'annexe financière de l'avenant n°8 à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier de la Mosson jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame la 1^{ère} Adjointe déléguée, à signer l'avenant et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je vais donner la parole à Mme JANNIN et je dirai un petit mot ensuite. Mme JANNIN, vous avez la parole.

S. JANNIN : M. le Maire, chers collègues, l'avenant de clôture du programme de renouvellement urbain de la Mosson a été signé le 11 février 2013. Suite au désengagement de l'AFL en 2013 puis d'Action Logement en 2014, il a été convenu avec la DDTM de prendre acte du retrait de l'AFL dans un avenant, en proposant la réalisation d'un nouveau programme de logement en financement PLS, c'est-à-dire locatif intermédiaire, et PSLA par le bailleur public ACM.

Par ailleurs, compte tenu de l'avancement des dernières opérations, l'ANRU a accepté, sur proposition de la Ville, d'intégrer dans cet avenant le report de la date limite de demande de solde des dernières opérations. Cela permettra aux différents maîtres d'ouvrage (Ville, ACM, Territoire 34) de ne pas perdre les subventions de l'ANRU. Il s'agit donc de réajuster pour pouvoir finir dans de bonnes conditions ce travail.

Les principaux objets des demandes de ce report sont :

- la reconstruction de logements sociaux sur la ZAC des Grisettes de la résidence Les Acacias ;
- la reconstruction de 53 logements sociaux, résidence Clos des Garrigues ;
- l'aménagement du parc paysager du Rieutor dans Pierres Vives ;
- l'aménagement de l'espace public des Tritons.

M. le Maire : Merci Mme JANNIN. Je vais ouvrir le débat en disant que le programme ANRU 2 qui contient le quartier de la Mosson a été retenu par le ministère de la Ville, par Mme EL-KHOMRI et M. VALLS, Premier ministre. Je les remercie tous les deux. D'ailleurs, Mme EL-KHOMRI sera présente à mes côtés pour signer le contrat de ville les tous derniers jours de juin ou les tous premiers jours de juillet, tel que me l'a confirmé son cabinet. Pour rendre le quartier de la Mosson éligible au projet ANRU 2, de même que pour signer l'avenant de clôture de l'ANRU Petit Bard, il fallait que nous finissions la cité Gély sur laquelle nous avons encore la démolition de l'Arche en chantier. Nous voterons dans un prochain Conseil municipal le permis de démolition de l'Arche, comme je m'en suis accordé avec les services de l'ANRU, avec le ministère ainsi qu'avec le préfet. Ainsi, nous pourrions être entendus par le ministère pour les prochains dossiers ANRU qui sont importants pour les deux quartiers cités.

Qui demande la parole ? Je mets voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.*

2. ZAC DES GRISETTES (6^{ème} tranche) Agrément de candidature Icade Promotion (Lot n°6a)

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au Sud-Ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « Nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 700 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ICADE Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 73 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :	ICADE PROMOTION Immeuble « le Belem » 335, rue Vendémiaire 34000 MONTPELLIER
Localisation :	ZAC des Grisettes (6 ^{ème} tranche) Lot n°6 a
Parcelle cadastrée :	Section DZ n°117p, 131p et 143p
Surface du lot :	3 105 m ²
Nature du projet :	73 logements collectifs
SDP envisagée :	4 800 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	4 800 m ² SDP

La SERM précise que la candidature prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ICADE Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 6 a de la 6^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

3. ZAC PORT MARIANNE – REPUBLIQUE

Gestion intégrée des eaux pluviales

Autorisation de demande de subvention

La ZAC Port Marianne – République est un projet ambitieux mené par la Ville de Montpellier en partenariat avec le groupement Agence Nicolas Michelin & Associés / Boudier Nicolas Architecte – Atelier A5, titulaire du contrat d'urbaniste – architecte coordonnateur de la ZAC.

Ce projet de quartier nouveau au sud de Port Marianne vient compléter l'extension urbaine déjà entreprise avec les quartiers de Jacques Cœur, Parc Marianne et Rive gauche.

Il s'appuie – suivant sa conception par l'agence Nicolas Michelin & Associés – sur un projet paysager autour du ruisseau la Lironde, constitué d'îlots denses et gradinés, ouverts vers le sud et le grand paysage. De nombreux espaces, dont le lit du ruisseau largement dimensionné et le bassin de la transparence Lez – Lironde, ont été pensés par l'urbaniste pour constituer, outre leur fonction de protection hydraulique, les futurs espaces verts collectifs du quartier.

L'opération s'étend sur environ 21 hectares, dont le site principal de 20 hectares situé entre les avenues Raymond-Dugrand et Nina-Simone, l'autoroute A9 et la rue du Mas-Rouge.

Ce quartier se situe dans la partie centrale du bassin versant de la Lironde particulièrement exposé aux phénomènes de concentration et de rétention des eaux pluviales, dans les contextes de fortes crues. Outre le bassin de la transparence Lez – Lironde évoqué ci-dessus, le secteur est également concerné par divers dispositifs de rétention qui ont fait preuve encore récemment de leur efficacité, notamment le bassin de rétention du parc Georges-Charpak, situé immédiatement au nord du quartier République.

Néanmoins, l'augmentation du débit de référence de la crue centennale de la Lironde a conduit l'Etat à produire une nouvelle carte d'aléas hydraulique impactant le secteur République. La Communauté d'agglomération de Montpellier, en partenariat avec la Ville de Montpellier, a alors engagé à l'époque une étude hydraulique globale à l'échelle du bassin versant de la Lironde, dont les conclusions consistent à renforcer les dispositifs hydrauliques en présence.

Dans ce contexte de renforcement de la contrainte hydraulique sur le secteur Port Marianne Sud, l'équipe Michelin / Boudier, consciente des enjeux de protection pour le futur quartier République, propose dans son projet d'améliorer encore les performances hydrauliques en limitant notamment le ruissellement et les rejets directs des futurs zones imperméabilisées vers les bassins et dispositifs de protection hydraulique.

Cette proposition d'aménagement urbain représente ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre une démarche de gestion alternative des eaux pluviales et un traitement particulier du bassin de la transparence Lez – Lironde autour duquel le quartier République va s'organiser.

Le projet d'aménagement du quartier comportant cette démarche de protection hydraulique renforcée est porté par la Ville de Montpellier. Celle-ci s'est adjoint le 7 avril 2015 les services de la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), en signant avec cette dernière une convention d'aménagement concédant à l'aménageur la réalisation effective du projet.

La Ville sera avec son aménageur, maître d'ouvrage pour la réalisation des dispositifs de gestion pluviale suivants :

- matériaux drainants sous voiries ;
- équipement pluvial des voiries ;
- noues en accotement ;
- gestion eaux pluviales des voies douces ;
- aménagement des abords de la Lironde ;
- modelage des espaces verts du bassin de rétention ;
- plantations dans l'espace de protection hydraulique ;

pour un coût prévisionnel de travaux de 6 270 184 € HT, le coût global d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République étant estimé à 15 026 220 € HT.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse pour la « lutte contre la pollution pluviale », les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives peuvent être subventionnées à hauteur de 50 %, dans la limite de 1 M€ HT par projet.

Sous réserve de l'obtention de cette aide, la répartition du financement de l'opération serait la suivante :

- agence de l'Eau : 1 000 000 € HT
- Ville de Montpellier et son aménageur : 5 270 184 € HT

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de solliciter l'aide financière auprès de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

4. Foncier

Ensemble immobilier CHATEAU LEVAT Instauration d'une servitude de passage public

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Société CHATEAU LEVAT a déposé un permis de construire pour réaliser un ensemble immobilier sur une partie de la propriété de la Chambre de métiers et de la copropriété Château-Levat située au 44, avenue Saint-Lazare.

Ce projet est composé de plusieurs lots comprenant notamment une résidence service pour seniors, un bâtiment à usage mixte de logements sociaux et de commerce, le château et le parc attenant.

Afin d'assurer un maillage efficace des déplacements doux sur le quartier et une bonne insertion de l'opération dans son environnement immédiat, il est proposé de réaliser une liaison piétonne ouverte au public entre l'avenue Saint-Lazare et l'avenue François-Delmas au travers de cet ensemble immobilier. Cette liaison sera créée au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la convention

approuvée par le Conseil municipal le 17 décembre 2014 portant sur la gestion provisoire par la commune des compétences transférées à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2015.

Pour mettre en œuvre la liaison piétonne souhaitée, une restriction au droit de disposer doit être constituée sous forme de servitude de passage public correspondant au cheminement piéton prévu dans les pièces graphiques du permis de construire valant division.

Cette servitude publique instaurée sur l'ensemble immobilier, propriété de la Société CHATEAU LEVAT, est consentie à l'euro symbolique. Maître BONNARY, notaire à Montpellier désigné par la société propriétaire, sera chargé de rédiger l'acte nécessaire à la publication de la servitude à la conservation des hypothèques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter la restriction au droit de disposer sous la forme d'une servitude de passage public piéton et cycle instaurée sur l'ensemble immobilier, propriété de la Société CHATEAU LEVAT, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique ;
- de saisir Maître BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié permettant la publication de cette servitude à la conservation des hypothèques, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

5. Foncier

Avenue Etienne-Méhul

Acquisition emprise projet immobilier « West Park »

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société Kaufman & Broad a réalisé une opération immobilière rue Etienne-Méhul, résidence West Park, sur les parcelles OE 1 et OE 2.

A l'occasion de ce programme immobilier, il est apparu nécessaire de réaliser des cheminements piétons afin de favoriser les déplacements doux sur ce secteur. Quatre parcelles cadastrées OE 208, OE 210, OE 211 et OE 212 d'une superficie totale de 490 m², ont été détachées de l'assiette foncière de la copropriété afin de permettre l'élargissement d'une partie de l'avenue Etienne-Méhul, ainsi que la création d'un cheminement piéton en bordure de l'opération.

La société Kaufman & Broad a donné son accord pour la cession de ces emprises au prix de 30 €/m², soit un montant total de 14 700 € (quatorze mille sept cents euros) pour 490 m².

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 - opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître DAUDET, notaire à Montpellier, a été désigné par la Société Kaufman & Broad pour représenter les intérêts de la résidence West Park. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter l'acquisition d'une emprise de 490 m² avenue Etienne-Méhul auprès de la société Kaufman & Broad, afin d'élargir une partie du trottoir et réaliser un cheminement piéton, pour un prix total de 14 700 € ;
- de saisir Maître DAUDET, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

6. Foncier

Rue de la Croix-des-Rosiers

Acquisition parcelle PS 18

Propriété « SARL Rose Garden »

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La SARL Rose Garden a déposé et obtenu un permis de construire sur les parcelles PS 17, PS 18 et PS 21, d'une contenance totale de 2 729 m², situées rue de la Croix-des-Rosiers afin de réaliser une résidence de 48 logements.

La parcelle cadastrée PS 18 d'une superficie de 395 m² est concernée par l'emplacement réservé C 125 du plan local d'urbanisme (PLU), qui marque la volonté de la collectivité d'élargir la rue de la Croix-des-Rosiers. Cette parcelle a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de la voie au droit de l'opération.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 15 €/m², soit 5 925 € (cinq mille neuf cent vingt-cinq euros) pour 395 m².

Par courrier du 2 mars 2015, la SARL Rose Garden a donné son accord sur les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 - opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître Fabienne GOUJON VANSUYT, notaire à Juvignac chargé des intérêts de la SARL Rose Garden, sera saisie pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle cadastrée PS 18 au prix de 15 €/m², soit un total de 5 925 € pour 395 m² afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de la Croix-des-Rosiers au titre de l'emplacement réservé C 125 du PLU ;

- de saisir Maître Fabienne GOUJON VANSUYT, notaire à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

7. Foncier

Elargissement rue de l'Aiguelongue

Propriété « Epoux GUIDON »

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les époux GUIDON, propriétaires de la parcelle cadastrée BE 712 d'une superficie de 1 167 m² située 1096, rue de l'Aiguelongue, souhaitent vendre leur maison. Cette parcelle est concernée par un plan d'alignement annexé au plan local d'urbanisme qui prévoit l'élargissement de la voie. Afin de libérer les futurs acquéreurs de cette contrainte, les époux Guidon ont proposé à la Ville de régulariser cette cession avant la vente de leur bien.

Il s'agit d'une emprise de 51 m² nouvellement cadastrée BE 734.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60 €/m², soit 3 060 € (trois mille soixante euros) pour 51 m².

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 – opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître Henri LENOUEVEL, notaire à Marseille, a en charge les intérêts des époux GUIDON.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée BE 734 (51 m²) au prix de 60 €/m², soit un total de 3 060 € (trois mille soixante euros) pour 51 m² afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de cette partie de la rue de l'Aiguelongue, voie annexée au PLU ;
- de saisir Maître Henri LENOUVEL, notaire à Marseille, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

8. Foncier

Elargissement avenue Etienne-Méhul

Propriété « SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS – So Free »

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, toutes certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle O E14, d'une contenance de 2 590 m², située rue Etienne-Méhul, afin de réaliser un bâtiment de 46 logements.

A cette occasion, la cession d'une emprise permettant l'amélioration du cheminement piéton a été négociée au droit de l'opération SO FREE et une parcelle nouvellement cadastrée OE 214, d'une contenance de 156 m², a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété pour permettre la réalisation d'un trottoir.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60 €/m², soit 9 360 € (neuf mille trois cent soixante euros) pour 156 m².

Par courrier du 2 avril 2014, la société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS a accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 – opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, en charge des intérêts de la société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée OE 214 d'une superficie de 156 m² au prix de 60 €/m², soit un montant total de 9 360 € (neuf mille trois cent soixante euros), afin de contribuer à la réalisation d'un cheminement piéton sécurisé sous forme de trottoir ;
- de saisir Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

9. Foncier

Avenue du Petit-Train

Acquisition emprise Résidence Le Renaissance

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société « L'Orangerie » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle EY 163 (résidence « Le Renaissance »), située 250, avenue du Petit-Train.

Lors de l'instruction du permis de construire, il a été constaté qu'une partie de la voie était située dans l'emprise de la parcelle EY 163 pour une superficie de 112 m².

Les copropriétaires réunis en assemblée générale de copropriété le 7 avril 2015 ont validé la cession à la Ville à l'euro symbolique de cette emprise de 112 m², nouvellement cadastrée EY 790, afin de permettre la régularisation foncière de ce terrain qui sera incorporé au domaine public.

Le syndic « ASC Immobilier » a été mandaté pour représenter la copropriété et Maître REVERON, notaire à Montagnac, a été désigné par les copropriétaires pour rédiger l'acte de transfert de propriété. Il sera également chargé de réduire l'assiette de la copropriété pour en exclure l'emprise objet de la cession.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle EY 790 de 112 m² auprès de la résidence « Le Renaissance », sise avenue du Petit-Train, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de saisir Maître REVERON, notaire à Montagnac, pour rédiger l'acte notarié incluant la réduction de l'assiette de la copropriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

10. Foncier rue de Claret Acquisition emprise Résidence Edouard VII

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société GROUPAMA propriétaire de l'ensemble immobilier « résidence Edouard VII » rue de Claret, a mandaté le cabinet de géomètres Bilicki – Dhombres – Osmo afin d'établir un bornage préparatoire en vue de procéder à un découpage cadastral de sa propriété.

Il est apparu que l'emprise du trottoir déjà aménagé devant la résidence Edouard VII est incorporée dans l'unité foncière de la propriété de GROUPAMA pour une superficie de 279 m².

Afin de régulariser les limites de propriété, il est proposé d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée HX 573 de 279 m², qui correspond à une partie du trottoir existant le long de la voie, à l'euro symbolique pour permettre son incorporation au domaine public.

Le notaire chargé de la gestion des biens immobiliers de GROUPAMA est Maître NOUGUIER à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte constatant le transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée HX 573 d'une superficie de 279 m² rue de Claret, à l'euro symbolique, auprès de GROUPAMA afin de régulariser la propriété foncière d'une partie du trottoir déjà aménagé en bordure de la voie ;

- de saisir l'étude de Maître NOUGUIER, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

11. Foncier

Elargissement rue de Montasinos

Propriété de M. et Mme CAZORLA

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée métropole.

M. et Mme CAZORLA ont déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle BL 522, située rue de Montasinos, afin de réaliser une maison d'habitation.

A cette occasion, il a été négocié la cession d'une emprise de 62 m² permettant l'élargissement du trottoir rue de Montasinos, au droit de la propriété de M. et Mme CAZORLA.

Il s'agit de la nouvelle parcelle cadastrée BL 525 d'une contenance de 62 m². Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60 €/m², soit 3 720 € (trois mille sept cent vingt euros) pour 62 m².

Par courrier du 9 avril 2015, M. et Mme CAZORLA ont accepté les modalités de la cession. Les époux CAZORLA acceptent également la signature d'une promesse de vente avec prise de possession anticipée afin de permettre le démarrage des travaux avant la signature de l'acte notarié, à savoir le revêtement sur l'emprise acquise.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 – opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, a en charge des intérêts de M. et Mme CAZORLA. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle cadastrée BL 525 d'une superficie de 62 m² au prix de 60 €/m², soit un total de 3 720 € (trois mille sept cent vingt euros) afin d'élargir le trottoir selon les normes d'accessibilité ;

- de saisir Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

MM. Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE entrent en séance.

12. Foncier

Rue de Casseyrols

Projet Alba Las Rébès

Acquisition des espaces libres auprès d'ACM

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'office public de l'habitat ACM a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle MT 154, d'une contenance de 10 542 m², située rue de Casseyrols, afin de réaliser trois immeubles représentant un total de 63 logements. Dans cet ensemble immobilier « résidence Alba Las Rébès », il est également prévu en rez-de-chaussée du bâtiment A des locaux qui abriteront une agence locale d'ACM.

A l'occasion de ce projet, la cession d'une emprise permettant l'élargissement de la rue de Casseyrols, opération de voirie C 9 prévue au PLU, a été négociée pour une superficie de 531 m² environ. Ce terrain sera cédé à la Ville, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

ACM prévoit de résidentialiser les trois immeubles avec des rez-de-chaussée qui pourront bénéficier de jardins privatifs et clôturés.

Les espaces résiduels, hors périmètres de résidentialisation pour une superficie de 7 000 m² environ, seront aménagés par ACM en cheminement piéton et espaces verts. Accessibles à tous, ces espaces libres seront cédés à la Ville, gestionnaire des espaces verts, pour garantir leur caractère public.

Cette cession sera réalisée à l'euro symbolique, à charge pour la Ville de les entretenir et de les incorporer au domaine public communal.

Maître BONNARY, notaire à Montpellier en charge des intérêts d'ACM, se verra confier la rédaction des deux actes de transferts de propriétés, l'un au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'emprise permettant d'élargir une partie de la rue de Casseyrols, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

l'autre au profit de la Ville pour les espaces verts qui seront intégrés au patrimoine communal, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une emprise de 531 m² environ auprès d'ACM, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de Casseyrols, au droit de la future opération Alba Las Rébès, à l'euro symbolique ;
- d'acquérir les espaces résiduels pour une superficie de 7 000 m² environ auprès d'ACM, au profit de la Ville, afin de garantir le caractère public des emprises situées hors périmètre de résidentialisation, à l'euro symbolique ;
- de saisir Maître BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger les deux actes notariés ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Voilà un bon dossier. Je donne la parole à Mme JANNIN.

S. JANNIN : M. le Maire, il s'agit effectivement d'un bon dossier à tout point de vue. Le bailleur social ACM est propriétaire d'un terrain d'environ 10 000 m² situé rue de Casseyrols. La politique que nous proposons soutient la création de logements sociaux sur notre ville. A Montpellier, 76 % de la population est éligible au logement social. Plus de 15 000 personnes sont en attente d'un logement. L'enjeu social est donc extrêmement important.

Nous agissons de différentes manières pour permettre cette production. En ZAC, nous le faisons en imposant 30 % de logements sociaux sur la production générale. Dans la Ville existante, lorsque les promoteurs privés construisent un immeuble, nous leur imposons de construire un certain pourcentage de logement social. Cela s'appelle la servitude de mixité sociale.

Le cas qui est ici présenté est encore différent puisqu'il s'agit d'un foncier appartenant à ACM qui nous a sollicité sur un dépôt d'un permis de construire que j'ai accepté sur la base de quatre critères partagés avec le bailleur social :

1. Répondre à l'enjeu social cité auparavant avec 63 logements de différents types : 14 deux pièces, 38 trois pièces, 10 quatre pièces et un cinq pièces. 63 foyers en attente d'un logement social trouveront à se loger ici dans quelques mois.
2. Répondre à l'enjeu environnemental : sous la précédente mandature, cette parcelle était inscrite au PLU avec une obligation de 30 % d'espace libre, planté et non construit. Lors de la modification du plan local d'urbanisme de 2015, nous avons M. le Maire et moi-même passé ce pourcentage à 50 %. Dans le travail fait sur ce dossier, nous sommes allés au-delà en imposant au bailleur social 80 % d'espace libre, non bâti et planté.
3. Répondre à l'enjeu de qualité de vie offerte aux futurs résidents avec l'implantation de trois petites unités de R+2 ; trois étages prendront donc place dans ce parc arboré, dans un cadre de vie qui pourra être qualifié de particulièrement agréable.
4. Répondre à l'enjeu de proximité et d'usage en ouvrant au public l'espace vert qui sera ainsi préservé.

Cette opération nous permet donc d'intégrer dans le parc des espaces verts publics de la Ville un nouveau parc de 7 000 m². Il s'agit d'une très bonne nouvelle. Afin d'inscrire ce nouvel espace vert public de manière pérenne, cette délibération propose d'acter son rachat par la Ville à ACM. Cet espace sera donc entretenu par la Ville.

Le volet paysager, qui a été travaillé par le bailleur social dans le cadre du permis de construire, est satisfaisant et nous donne des garanties sur la qualité de l'espace qui sera rétrocédé à la Ville. Il prévoit la préservation des arbres existants.

Des prescriptions seront par ailleurs données par les services de la Ville pour les précautions à tenir pendant le chantier pour protéger les sujets majeurs.

Des cheminements piétons qui traverseront le parc seront matérialisés et éclairés pour un meilleur confort de jour comme de nuit.

Les limites de résidentialisation des trois unités feront l'objet de plantations particulières et une clairière centrale traitée en prairie sera aménagée.

Un certain nombre de principes simples et sobres en termes de mobiliers sont déclinés dans la notice paysagère, comme l'implantation de quelques bancs ou encore l'implantation de rochers peints par l'artiste Oups qui permettront de ponctuer cet espace.

Ce projet permettra donc à la fois de loger 63 familles en attente d'un logement social mais également d'améliorer la qualité et la pérennité d'un espace vert de la Ville.

Je vous propose donc d'acter dans cette délibération le rachat à l'euro symbolique de cette parcelle.

Pour couper court à toute polémique initiée et entretenue sur le sujet par le Conseiller départemental du canton 2, M. DELAFOSSE, qui s'insurge contre ce projet à travers un courrier envoyé à M. le Maire, un sit-in sur le site ou encore en s'épanchant sur les réseaux sociaux, je vais expliquer ici aux Montpelliérains et notamment aux habitants du quartier votre rôle, M. DELAFOSSE, dans l'historique de ce projet.

M. le Maire : Parlez doucement pour que tout le monde entende.

S. JANNIN : Je disais que j'allais remettre un petit peu les choses à plat concernant le rôle de M. DELAFOSSE dans l'élaboration de ce projet. J'ai ici différents comptes rendus de GTU (groupe de travail « urbanisme ») qui est l'instance qui se réunit chaque semaine au cours de laquelle les services techniques présentent à l'adjoint à l'urbanisme les affaires en cours pour lui demander son avis (accord, pas accord, remarques, etc.). J'ai ici le compte rendu de la séance du 24 juin 2014, que vous présidiez M. DELAFOSSE à l'époque en tant qu'adjoint à l'urbanisme et au cours de laquelle vous avez validé le principe de ce projet. Apparemment, vous pensiez qu'il était bon à l'époque. Votre accord y est inscrit, avec les documents annexés :

- « GTU pour avis, secteur Las Rébès : accord ».

Vous avez, lors de ce GTU, validé le principe d'implantation de trois bâtiments en définissant les emprises constructibles.

Puis, lors du GTU du 6 janvier 2014, vous avez encore une fois donné votre feu vert pour ce projet dans une forme plus détaillée puisque entretemps, le bailleur social avait lancé un concours, retenu une équipe et donc acté un projet. Vous avez d'ailleurs demandé précisément de fournir un certain nombre de plans notamment de résidentialisation. Cela montre bien que vous étiez parfaitement imprégné du sujet. Vous étiez à ce moment-là dans une réalité opérationnelle.

Puis, à quelques semaines de l'échéance municipale, vous avez soigneusement mis ce dossier sur le côté, comme vous l'avez fait sur un bon nombre de sujets. C'est un peu « courage, fuyons » quand même.

Je ne m'étends pas sur cette manière de faire de la politique qui consiste à instrumentaliser le terrain. Je préfère souligner que ralentir la production de logement social de qualité à des fins électorales est une attitude pour le moins inacceptable pour un élu, qui plus est un élu de gauche. Je me demande si vous êtes contre le logement social ou si vous êtes contre le logement social dans un parc. Serait-ce trop qualitatif ? Je ne sais pas. Je me pose quelques questions.

Vous parlez d'une répartition équilibrée du logement social sur la Ville. Certes, le sujet est très intéressant, d'ampleur. Pourquoi ne l'avez-vous pas initié en tant qu'adjoint à l'urbanisme ? Pourquoi n'avez-vous pas lancé la révision générale du plan local de l'urbanisme qui permet de mettre en débat ces questionnements ? Nous, nous l'avons fait et dès l'automne, cela passait en délibération le 6 novembre 2014. Il s'agit d'une action concrète pour les habitants, une manière de faire de la politique autrement.

Vous parlez également de l'accessibilité de cet espace vert aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes à mobilité réduite, ce qui est très louable. Alors, pourquoi avoir voté contre l'autorisation de programme que nous avons proposée dans notre budget de 40 millions d'euros pour la mise en accessibilité des espaces publics ? Où se trouve la cohérence ?

Je ne m'étendrai pas plus mais voyez-vous, tant qu'il y aura des gens pour faire de la politique comme vous, il faudra des gens comme nous pour faire de la politique autrement, de manière plus responsable et plus cohérente.

Je vous remercie.

[Applaudissements]

M. le Maire : Merci Mme JANNIN. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? La parole est à M. DELAFOSSE.

M. DELAFOSSE : Merci M. le Maire. Je vous ai effectivement adressé un courrier dont je ne doute pas que j'aurai l'occasion d'avoir copie au titre de ma fonction, avec Mme HENRY, de Conseiller départemental du deuxième canton sur le quartier de Las Rébès. Il se trouve que j'ai été élu à l'urbanisme et que ce projet avait été déjà présenté. J'avais demandé que soit réalisée une étude urbaine. Je ne doute pas que votre souci de transparence la rende publique et nous pourrions en apprécier les décisions.

Las Rébès compte un peu plus de 550-580 logements sociaux situés dans cet endroit. Au dernier Conseil municipal, j'ai eu l'occasion de vous interroger sur le périmètre de révision ANRU concernant les Cévennes. Vous avez indiqué - et c'est très bien - vouloir vous engager sur la partie commerce, espace public. Toutefois, nous savons qu'il existe également une copropriété en forte tension qui fait l'objet du périmètre « politique de la Ville ».

La question n'est pas d'être hostile au logement social. D'ailleurs, concernant la servitude de mixité sociale, nous avons été plus ambitieux pour satisfaire à cet objectif et pour que précisément la production de logement social dans le diffus soit la mieux répartie possible. Nous savons - et d'ailleurs Manuel VALLS l'a très bien exposé - qu'à l'échelle des communes, quand on est à plus de 50 %, cela génère des tensions. Il faut être attentif à trouver l'échelle la plus fine dans la localisation du logement social.

J'ai pu voir dans la presse que le dossier de la gendarmerie était en bonne voie. Il s'agit d'une bonne chose. Je ne doute pas que cet espace le sera aussi. A proximité du réseau de transport ligne 3 du tramway, station Jules-Guesde, cela peut être un endroit où nous pouvons réaliser du logement social pour avoir une approche équilibrée de la production. Dans ce secteur, nous pouvons rajouter du logement social et peut-être, à un moment donné, provoquer une situation de déséquilibre. Sans esprit polémique, posons-le, je suis sûr que vous pouvez faire évoluer votre réflexion sur ce sujet. Nous avons là un espace qui peut offrir une opportunité dans un secteur qui est moins doté que d'autres en espace public de qualité - je sais qu'il s'agit d'un thème qui vous est cher M. le Maire - pour pouvoir réaliser éventuellement un parc ambitieux là-dessus. En plus, étant attaché aux deniers publics, cela ne coûterait pas très cher puisqu'il s'agit d'une propriété d'ACM dont la majorité municipale est au conseil d'administration. Cela pourrait permettre, dans cette partie de la Ville - l'Ouest de Montpellier n'est pas la partie la mieux dotée en équipement public, il s'agit d'un héritage qu'il convient de compléter - de réaliser un parc d'agrément qui profiterait à la fois à l'ensemble du quartier mais également aux gens qui sont dans les logements sociaux. Je crois qu'il faut également œuvrer à leur qualité de vie.

Pour terminer, M. le Maire, l'esprit ne doit pas être polémique. Il faut trouver des situations...

[Rires]

M. DELAFOSSE : L'esprit et le ton... Cependant, je ne doute pas, M. le Maire, que ce soit votre état d'esprit.

M. le Maire : Laissez finir M. DELAFOSSE.

M. DELAFOSSE : Je vous remercie, M. le Maire, de me laisser terminer mon propos. Peut-être serait-il bien que vous preniez le temps de la décision sur ce sujet, de recevoir les gens qui sont préoccupés pour ouvrir le dialogue et peut-être essayer de trouver une situation. Vous le savez, nous le savons, il s'agit d'un secteur de la Ville en tension et pour lequel il faudrait – comme dans beaucoup d'endroits de Montpellier, il est vrai que les choses ne sont pas simples – peut-être prendre un petit peu de temps. C'est le sens de mon intervention.

Les conclusions du projet Montpellier 2040 n'ont pas réfléchi à la grande échelle mais se sont attachées à l'échelle des petites choses. Le regretté Bernardo SECCHI pointait justement la nécessité d'avoir une approche fine d'espace public. C'était un peu ce qui guide et doit guider – je ne doute pas que cela guidera – les réflexions de la révision du PLU qui a été une délibération que nous avons approuvée et de mise en chantier qui permettront d'avoir cette approche d'espace public.

M. le Maire, je n'en doute pas, vous avez le souci du dialogue. Ce sujet n'est pas simple. Les demandeurs de logements sociaux sont certainement nombreux. J'espère que l'on ne touchera pas à la servitude de mixité sociale qui permet également d'en faire produire par le parc privé. Il faut être aux côtés du bailleur public. Demain, l'opportunité de la gendarmerie se présentera et je vous souhaite vraiment d'y arriver. Il faut rappeler le Président HOLLANDE à ses engagements sur ce sujet, c'est-à-dire une session la moins élevée possible. Voilà le sens de mon intervention. Si, M. le Maire, vous annoncez ce soir que vous étiez prêt à regarder et à dialoguer, je crois que précisément, nous pourrions essayer de trouver une solution d'intérêt général.

Je vous remercie.

[Applaudissements]

M. le Maire : Merci M. DELAFOSSE pour votre intervention. M. DUMONT.

C. DUMONT : M. le Maire, nous avons compris que le projet présentait un enjeu social et un enjeu environnemental ou écologique. Il ne faut pas que l'un des enjeux prime sur l'autre. Nous aussi, sur le banc de l'opposition à l'UMP, nous avons été contactés par certains habitants du quartier qui s'inquiétaient de la perte de ce poumon vert et éventuellement d'une bétonisation. Bien entendu, comme nous ne sommes ni aux responsabilités ni au Conseil départemental, nous ne nous sommes pas répandus dans la presse sur le sujet. En tout cas, j'ai été heureux d'apprendre par la voix de votre adjointe à l'urbanisme qu'avec la modification du PLU que vous avez entreprise, nous sommes passés de 30 % à 50 % et que vous avez privilégié les espaces verts. Nous savons, de par le combat que vous avez mené sur la ligne du tramway à travers le parc Montcalm, que vous êtes très soucieux de cette préoccupation des Montpelliérains. Notre rôle, sans polémiquer, quand nous sortirons de ce Conseil, est d'aller à la rencontre des habitants. Nous leur donnerons les précisions que vous nous avez données, de dire qu'il n'y a peut-être pas lieu d'avoir des préoccupations et qu'il ne faut peut-être pas tout de suite rentrer dans un combat polémique. Nous ferons cela.

Nous nous sommes engagés à faire de la politique autrement. Pour moi, cela consiste, Mme JANNIN, à ne pas regarder en permanence dans le rétroviseur mais à voir vers l'avenir, à ne pas toujours régler ses comptes avec une équipe à laquelle vous n'avez pas participé, contrairement à M. SAUREL. Plutôt que de polémiquer, il vaut mieux travailler et ne pas régler ses comptes en permanence avec les anciens.

M. le Maire : Je suis d'accord avec vous M. DUMONT, il ne faut pas polémiquer. Je donne la parole à Mme JANNIN pour une réponse globale.

S. JANNIN : Je suis tout à fait d'accord sur le fait de ne pas polémiquer mais c'est un peu l'ambiance générale. M. DELAFOSSE, vous phosphorez encore comme si vous n'étiez pas concerné par les décisions qui

ont été prises sur ce sujet. De toute évidence, tout document à l'appui, il s'agit d'un projet que vous avez porté et cautionné jusqu'à quelques semaines des élections municipales. Je ne sais pas si vous en avez informé les habitants avec qui vous échangez sur site. Parallèlement, n'oublions pas que vous ne questionniez pas trop à l'époque le fait d'autoriser 300 logements sur le stade du Père-Prévost. Nous ne comprenons pas, je ne comprends pas quelle est votre colonne vertébrale, votre cohérence, votre vision notamment en termes d'urbanisme. J'entends un double langage, des voltes-faces, ce n'est pas ma manière de faire de la politique. Je suis à la disposition de toute personne qui souhaiterait avoir des informations sur le projet ou avoir accès à ces documents car ce sera peut-être une révélation pour certains. Je ne sais pas ce que vous avez dit sur place.

[Applaudissements]

M. le Maire : Merci Mme JANNIN. M. VIGNAL m'avait demandé la parole et je ne l'avais point vu. Je voudrais d'abord m'excuser auprès de M. le député pour cela. Je répare immédiatement mon erreur en lui donnant la parole.

P. VIGNAL : Merci M. le Maire. J'ai cru comprendre, Mme JANNIN, que c'était aujourd'hui la fête à Michaël ou la Saint-Michaël. Ce débat est trop important pour mettre en place et réfléchir autrement. Nous avons souvent échangé – et notamment avec l'ancien adjoint à l'urbanisme avant Michaël DELAFOSSE qui s'appelait Philippe SAUREL – sur ce que nous pouvons appeler la bétonisation sur la Ville de Montpellier mais qui n'en est pas une. Pour preuve, le quartier Port Marianne fait tous les jours venir des habitants avec un prix du mètre carré assez important. Le quartier des Cévennes est effectivement difficile. Il s'agit d'une copropriété compliquée. Nous mettons beaucoup d'argent et d'énergie pour arriver à rénover, à réhabiliter tous ces quartiers dits populaires ou sensibles – je préfère dire populaires – qui ont beaucoup de problématiques. Nous en avons la preuve en ce moment avec le problème que nous avons sur les écoles du Petit Bard.

Il ne s'agit pas de se renvoyer à la figure ce qui a pu être signé avant mais plutôt quel modèle de Ville nous voulons. Je suis pour une production de logements sociaux. Il manque un million de logements en France, 30 000 ou 40 000 dans le département et je crois 20 000 sur la ville. Toutefois, je pense également qu'une ville doit être aérée. Nous devons effectivement nous poser la question, dans la conclusion, si nous devons continuer à bâtir en hauteur. Je suis ravi que le Maire de Montpellier soit également Président de la Métropole. Je voudrais lui demander – et je sais qu'il va accepter – de faire en sorte que les communes limitrophes de Montpellier, puisque le tramway y est mis en œuvre, puissent également construire du logement social. Si nous gardons le logement social uniquement à l'échelle de la Ville, nous scléroserez la Ville et nous ne l'arrangerons pas.

J'ai vu ce matin que la mairie de Saint-Georges se plaignait parce que le pays a des pénalités. J'avais proposé à l'époque que les maires qui n'étaient pas capables de faire du logement social devraient devenir inéligibles. Je m'adresse au Président de la Métropole. J'espère, M. le Président, que vous allez faire en sorte, et le législateur que je suis vous aidera, à ce que les communes limitrophes, où le tramway est notamment mis, puissent également faire du logement social – vous l'avez dit, 80 % des Montpelliérains y ont droit – et qu'il soit de qualité. Ainsi, nous arriverons à aérer la Ville de Montpellier.

M. le Maire : Merci beaucoup M. VIGNAL. Actuellement, un peu moins de 60 % des logements construits le sont dans les communes hors Montpellier, sur le territoire de la Métropole.

Je mets aux voix l'affaire 12. Qui est contre le programme de logement social ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci beaucoup.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions : 3

Mme Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à la majorité.

13. FONCIER

Vente à SNCF Réseau des terrains de la Ville concernés par la réalisation de la Gare nouvelle Montpellier Sud de France

La réalisation de la Gare nouvelle Montpellier Sud de France sur le site de la Mogère – Pont Trinquat a fait l'objet d'une déclaration de projet prononcée par arrêté préfectoral du 31 décembre 2014.

Le décret du 11 février 2015 a approuvé le contrat de partenariat passé entre SNCF Réseau et la SAS Gare de la Mogère pour la conception, la construction, l'entretien, la maintenance et le financement du pôle d'échange multimodal Montpellier Sud de France.

Le projet du pôle d'échange multimodal Montpellier Sud de France porte sur la conception, la réalisation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation d'un bâtiment de voyageurs d'environ 8 200 m² de surface de plancher, d'un parvis, d'espaces d'intermodalité et de stationnement des différents modes de transport, de quais et de l'ensemble des éléments techniques assurant les fonctionnalités du pôle d'échange.

La réalisation de ce nouvel équipement ferroviaire nécessite la cession par la Ville à SNCF Réseau de 2119 m² d'un reliquat de terrains lui appartenant. Il s'agit des parcelles cadastrées SN 55 d'une contenance de 867 m², SP 88 de 299 m² et SP 90 de 953 m².

Le 16 février 2015, la Ville a passé une convention d'occupation temporaire de ce foncier avec SNCF Réseau afin de lui permettre, ainsi qu'aux entreprises travaillant pour son compte, de commencer les travaux préparatoires à ce projet.

Le prix de cession de ces parcelles est de 52 975 €, conformément à l'évaluation de France Domaine.

La rédaction de l'acte authentique de vente sera confiée à l'Office notarial de Baillargues, étude choisie par SNCF Réseau.

Par ailleurs, afin de permettre dans les meilleurs délais, et le cas échéant avant réitération de l'acte authentique de vente, l'aboutissement de l'instruction du permis de construire de la gare, le dépôt de toute autorisation d'urbanisme par la SAS Gare de la Mogère est autorisé sur l'ensemble des terrains d'assiette appartenant à la Ville et devant être vendu à SNCF Réseau en vue de la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente à SNCF Réseau de 2 119 m² de terres, cadastrées SN 55, SP 88 et SP 90, au prix de 52 975 € (cinquante deux mille neuf cent soixante quinze euros), conformément à l'évaluation de France Domaine ;
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville ;
- de dire que l'acte authentique de vente sera rédigé par l'Office notarial de Baillargues aux frais de SNCF Réseau ;
- de dire que le dépôt de toute autorisation d'urbanisme par la SAS Gare de la Mogère nécessaire au projet de la Gare nouvelle Montpellier Sud de France est autorisé sur les parcelles de la Ville impactées par ledit projet ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications auprès de Mme JANNIN ? Mme JAMET.

F. JAMET : Concernant cette espèce de serpent de mer que représente la Gare de la Mogère, je voudrais savoir pourquoi vous continuez à vous obstiner sans laisser de place à plus de discussions et sans prendre en considération les problématiques qui ont été mises en avant – pas seulement par le parti de gauche mais que nous dénonçons également ce soir – en matière de PPRI, de coût, d'efficacité ou de l'aspect inopérant de ces

lieux qui, avec Oz, vont vraisemblablement poser un gros problème à tout point de vue, économique et environnemental.

S. JANNIN : Le Maire de Montpellier, en tant que Président de la Métropole, s'est beaucoup exprimé au sujet de cette gare. Nous n'allons pas revenir dessus. Un grand schéma hydraulique a été mis en évidence et sera mis en œuvre à une échelle beaucoup plus vaste de manière à améliorer la situation hydraulique. Nous avons des voyants qui sont au vert pour continuer à actionner les différentes procédures pour lesquelles nous étions engagés déjà bien avant notre élection il y a un an. Nous nous devons d'avancer pour ne pas risquer de rendre responsable la Métropole de Montpellier de l'échec de ce projet, ce qui coûterait beaucoup à nos collectivités et serait intenable. L'enquête publique a donné raison à ce projet sans aucune restriction.

M. le Maire : Je mets aux voix l'affaire 13. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

14. Projet d'internat avenue Nina-Simone Echange de terrains entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon

Autorisation de réaliser la voirie de desserte sur la parcelle cadastrée SE 114

Par acte du 27 mai 2014, la Ville de Montpellier a vendu à la Région Languedoc-Roussillon la parcelle de terrain cadastrée SE 156 située en bordure de l'avenue Nina-Simone en vue de la construction d'un internat pour les lycées Georges-Frêche (Montpellier) et Jean-François-Champollion (Lattes).

L'avancement de la définition du projet, notamment en termes d'implantation du bâtiment, impose d'adapter à la marge les limites de propriété de la Ville et de la Région, et de procéder à un échange des terrains tels que délimités sur le plan de géomètre joint en annexe.

La Région céderait à la Ville une emprise d'environ 78 m² issue de la parcelle SE 156, en limite Est du terrain. En échange, la Ville céderait à la Région une emprise d'environ 54 m² issue de la parcelle SE 155, située le long de l'avenue Nina-Simone. Les superficies exactes, d'ores et déjà calculées par géomètre, seront définies lors de la production du document d'arpentage.

En date du 11 mars 2015, les services de France Domaine ont évalué ces terrains nus au prix de 50 €/m², identique au prix de cession à la Région de la parcelle SE 156 en 2014.

Par ailleurs, une voirie permettant notamment la desserte de l'internat devra être réalisée sur les parcelles voisines à celle du projet dans le cadre d'aménagements conjoints à sa construction. Cette voirie concerne pour partie la parcelle cadastrée SE 114, propriété de la Ville dont l'accord est requis dans le cadre de l'instruction du permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal

- d'approuver l'acquisition par la Ville à la Région Languedoc-Roussillon d'une partie de la parcelle cadastrée SE 156 pour une superficie d'environ 78 m², telle que définie par le plan de géomètre joint en annexe, au prix de 50 €/m² ;
- d'approuver la cession par la Ville à la Région Languedoc-Roussillon d'une partie de la parcelle cadastrée SE 155 d'une superficie d'environ 54 m², telle que définie par le plan de géomètre joint en annexe, au prix de 50 €/m² ;

- d'autoriser à cette fin la signature d'un acte d'échange entre la Ville et la Région, le montant de la soulte due par la Ville étant évalué à environ 1 200 € ;
- de confier la rédaction de l'acte au notaire choisi par la Région Languedoc-Roussillon ;
- d'autoriser la réalisation d'une voirie de desserte sur la parcelle cadastrée SE 114 ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

15. Foncier

Immeuble 18, rue du Bassin

Vente à la SCI Goodimmob.fr (M. et Mme MALET)

Au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître fondée sur les articles L.1123-1 et L.1123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, la Ville a incorporé dans le domaine privé communal un immeuble situé 18, rue du Bassin à Celleneuve, constitué d'une maison avec jardin à réhabiliter, d'une surface utile d'environ 140 m² dont 70 m² habitables, sur une parcelle de 225 m² (cadastrée LM 57).

L'immeuble est situé en zone urbaine 1U1-4fw du plan local d'urbanisme et dans un périmètre de protection des monuments historiques (église Sainte-Croix de Celleneuve).

Considérant que ce bien ne peut être aménagé pour être affecté à un équipement public compte tenu de sa superficie et sa configuration, le Conseil municipal a autorisé sa mise en vente publique par délibération du 2 octobre 2014 au prix plancher de 56 000 € hors taxes, conforme à l'évaluation de France Domaine du 16 janvier 2014.

Après publicité dans la presse, sur le site officiel de la Ville et information de la chambre départementale des notaires, le cahier des charges a été mis à disposition des candidats intéressés du 15 octobre au 15 novembre 2014.

A la date limite de dépôt des candidatures, le 29 décembre 2014, le nombre de dossiers déposés était de trois.

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 2 avril 2015, a retenu la proposition de la SCI Goodimmob.fr (gérants M. et Mme MALET, domiciliés rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier).

Le projet, réalisé par l'architecte Juliana MARTINS, concerne l'aménagement d'un appartement de type P4 sur deux niveaux, destiné à la location. Les travaux envisagés, pour un montant évalué à 127 358 € HT, sont a priori de bonne qualité et compatibles avec l'environnement urbain patrimonial du bien : réhabilitation et renforcement des murs et fondations, réfection totale des couvertures et façades, rehaussement de la façade rue du Bassin à la hauteur des bâtiments voisins afin de créer un ordre urbain continu, réhabilitation intérieure des murs, dallages et escalier.

La SCI Goodimmo.fr a fait une offre de prix de 58 000 € et présente une attestation bancaire pour un prêt de 165 000 €.

Dans ce contexte, considérant :

- la qualité du projet pour lequel l'architecte des Bâtiments de France a émis un avis favorable de principe eu égard de la co-visibilité immédiate du bien avec l'église de Sainte-Croix ;
- les garanties bancaires apportées par la SCI Goodimmo.fr ;
- l'avis favorable de la commission consultative des cessions immobilières réunie le 2 avril 2015 ;

il paraît opportun de vendre à la SCI Goodimmob.fr, la maison située 18, rue du Bassin, pour la réalisation du projet ci-dessus décrit, au prix de 58 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à la société SCI Goodimmob.fr (Gérants M. et Mme MALET), l'immeuble situé 18, rue du Bassin et cadastré LM 57, au prix de 58 000 € HT (cinquante-huit mille euros hors taxe) ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur après octroi d'un permis de construire et purge des voies de recours contre ledit permis ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

16. Foncier

Vente de deux parcelles cadastrées CH 48 et CH 52 à la société URBAT

Ilot Saint-Lazare

Avenue de Castelnau / Avenue de Saint-Lazare

La Ville de Montpellier a acquis en 2009 les parcelles bâties cadastrées CH 48 et CH 52, d'une superficie respective de 415 m² et 615 m², situées 33, avenue Saint-Lazare et 78, avenue de Castelnau.

La société URBAT est propriétaire des parcelles CH 46, 47, 49, 50 et 51. Un permis de construire lui a été délivré le 25 avril 2013 pour la réalisation de 77 logements sur les parcelles CH 46, 47 et 50. Les travaux sont en cours de réalisation.

Les prescriptions de l'étude d'urbanisme réalisée pour la Ville en novembre 2011 par Christophe MARMEY, architecte, ont conduit notamment à démontrer l'intérêt de promouvoir une continuité architecturale de l'urbanisation de cet îlot Saint-Lazare et de mutualiser les espaces de stationnement en sous-sol et leurs accès.

La Commission des cessions immobilières de la Ville, réunie le 9 septembre 2014, a proposé, sous couvert de décision du Conseil municipal et d'accord sur le prix de cession, de vendre de gré-à-gré au promoteur URBAT, propriétaire riverain, les parcelles CH 48 et 52 en vue de permettre une nouvelle phase de construction répondant aux préconisations de l'étude MARMEY.

Un compromis de vente sera rédigé, sous condition d'octroi des permis de construire qui seront déposés par le promoteur permettant de vérifier les réponses apportées aux attentes de la Ville, afin d'acter une cession en deux phases, correspondant aux tranches opérationnelles du programme :

- une cession immédiate de la parcelle CH 52,
- une cession ultérieure de la parcelle CH 48 dans le délai maximal de 14 mois à compter de la signature du compromis.

Le prix total d'acquisition de ces biens par la Ville en 2009 était de 389 653 €, frais d'acte inclus. La Ville a ensuite procédé à la démolition des bâtis existants pour un coût de 22 192 €.

Les surfaces de plancher projetées par le promoteur immobilier sont de 936 m² pour la parcelle CH 48 et de 636 m² pour la parcelle CH 52, en partie en logements et en partie en commerces.

L'évaluation réalisée par France Domaines le 3 avril 2015 estime à 450 € le mètre carré de logement et 200 € le mètre carré de commerce, avec une marge d'appréciation de +/-10 %.

Une valorisation en récupération foncière a été en conséquence calculée sur la base de cette évaluation des Domaines et du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) de l'Ilôt Saint-Lazare (PAE créé par la délibération Conseil municipal du 6 février 2012), au titre duquel la participation apportée par le promoteur sera de l'ordre de 278 000 €.

Il est en conséquence proposé :

- de céder la parcelle CH 48 au prix de **295 976 €** ;
- de céder la parcelle CH 52 au prix de **203 991 €** ;

soit un total de **499 967 € HT** hors frais à la charge de l'acquéreur.

La cession de la parcelle CH 52 étant prévue en 2015, la recette correspondante sera inscrite au BP 2015. La recette correspondant à la parcelle CH 48 sera inscrite au BP 2016, la cession étant prévue dans un deuxième temps.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à la société URBAT la parcelle cadastrée CH 48 d'une superficie de 415 m² au prix de 295 976 € HT (deux cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent soixante-seize euros hors taxe) et la parcelle cadastrée CH 52 d'une superficie de 615 m² au prix de 203 991 € HT (deux cent trois mille neuf cent quatre-vingt-onze euros hors taxe) ;
- de solliciter l'étude notariale désignée par l'acquéreur en vue de la rédaction des actes ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

17. Mise en vente de l'hôtel Richer de Belleval

Détermination des critères de la deuxième phase de sélection et détermination du prix

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'hôtel particulier Richer de Belleval, situé place de la Canourgue, cadastré HR 137 et partiellement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 18 août 1950.

Cet immeuble, acquis le 6 septembre 1816 par la Ville pour y implanter l'Hôtel de Ville, a été occupé après le transfert de la mairie au Polygone, par le tribunal d'instance puis le conseil des prudhommes. Peu entretenu depuis 1971, il s'est fortement dégradé. Il n'est plus occupé depuis 2010.

Considérant qu'il n'était adapté à aucun équipement public, le Conseil municipal a prononcé son déclassement du domaine public par délibération du 7 octobre 2013.

Afin de sélectionner un acquéreur porteur d'un projet alliant une réhabilitation de qualité de l'immeuble à un programme concourant à la promotion et la dynamisation qualitative du centre-ville, le Conseil municipal a autorisé, par délibération du 17 décembre 2014, la mise en vente de ce bien dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases, et défini les conditions essentielles de la procédure relative à la première phase, permettant de sélectionner trois candidats acquéreurs potentiels de l'immeuble sur la base des critères de sélection suivants :

- références et moyens : composition et références de l'équipe de maîtrise d'œuvre, lettre de confort bancaire d'un établissement bancaire notoirement solvable ;
- respect des qualités architecturales et contraintes patrimoniales de l'immeuble et intégration dans le site ;
- qualité et synergie du programme proposé au regard des actions culturelles et économiques de la Ville ;
- conditions d'ouverture au public.

La mise en vente a fait l'objet d'une information à la chambre départementale des notaires, d'une parution sur le site internet de la Ville et de parutions dans la presse à compter du 6 janvier 2015.

Au 30 janvier 2015, date limite de retrait du cahier des charges, 23 dossiers ont été retirés, et au 2 mars 2015, date limite de réception, 6 dossiers de candidatures ont été déposés.

La commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 2 avril 2015 a émis un avis favorable unanime pour retenir, les trois candidatures suivantes :

- SAS HELENIS et le groupe CHATEAU POURCEL proposant la réalisation d'un restaurant gastronomique, d'un hôtel « Relais et Châteaux » de 15 chambres, une brasserie et un espace bien-être, ainsi que deux à quatre appartements soit deux fois 120 m² de surface de plancher,
- HISTOIRE ET PATRIMOINE en vue de réaliser un programme de réhabilitation immobilière de 22 logements et deux commerces,
- SA GENERAL VENDORS en vue de la réalisation d'une résidence hôtelière haut de gamme de 49 chambres, une brasserie « modern chic », une cuisine-ateliers, un espace spa-fitness et un studio d'exposition.

Afin de procéder à une analyse approfondie de l'intérêt et de la faisabilité opérationnelle et financière des projets sélectionnés, il convient de déterminer aujourd'hui, conformément aux dispositions de la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2014, les critères de sélection des candidats pour la deuxième phase de consultation (phase projet) à l'issue de laquelle le Conseil municipal sera en mesure de désigner l'acquéreur du bien.

En ce sens, il est proposé de lancer, à réception du résultat des diagnostics archéologiques réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville, la deuxième phase de consultation sur la base des critères de sélection et barèmes suivants :

1. qualité architecturale et fonctionnelle du projet (6 points) ;
2. qualité programmatique du projet notamment du point de vue des avantages socioéconomiques, des partenariats commerciaux et de l'ouverture au public (5,5 points) ;
3. garanties financières, solvabilité et délais (5,5 points) ;
4. prix de vente sur la base du prix plancher fixé par France Domaine (3 points).

Le prix de vente évalué par France Domaines est de 1,1 M€, prix plancher, assorti d'une plus-value de 15 % en cas d'attribution à des projets portant réalisation d'un programme valorisable de logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la sélection des trois candidatures issues de la première phase de la consultation ;
- de lancer la deuxième phase de consultation sur la base des critères et barèmes ci-dessus définis ;
- de dire que le prix plancher de vente évalué par France Domaines est de 1,1 M€, assorti d'une plus-value de 15 % en cas d'attribution à des projets portant réalisation d'un programme valorisable de logements ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications auprès de Mme JANNIN ? Je vais noter : M. DUMONT et Mme JAMET. La liste est close. Mme DEMON ne prend pas part au vote. Je donne la parole à M. DUMONT. Allez-vous participer au vote M. DUMONT ?

C. DUMONT : Je n'ai pas de raison de ne pas participer au vote. J'interviens sur ce sujet sans esprit de polémique mais dans un esprit de transparence. Vous aimez bien la transparence, M. le Maire, c'est faire de la politique autrement. Les trois candidatures qui ont été retenues après avoir passé les différentes étapes sont la SAS Helenis et le groupe Château-Pourcel que tout le monde connaît, Histoire et Patrimoine un peu moins et SA General Vendors, également un peu moins.

Dans un souci d'éclairer un peu le Conseil et les Montpelliérains, je me suis informé sur la SA General Vendors en consultant le site societe.com. J'ai d'abord vu qu'il ne s'agissait pas d'une SA - il y a une petite erreur apparemment – mais d'une SARL. Je vois que le gérant de la société est M. Eric DEMON. Je me dis : « Tiens, ce nom me dit quelque chose. Eric DEMON... Eric DEMON... Ah oui ! ».

Je me souviens d'une délibération que nous avons eue dans cette même salle le 6 novembre 2014. Nous avons préparé cette séance avec mon groupe. J'étais un peu étonné. On allait nous faire délibérer sur le remboursement de frais de géomètre à hauteur de 14 000 € à un des repreneurs (M. Eric DEMON). Maintenant, je comprends. Tiens, après tout... Nous n'étions pas intervenus par délicatesse.

[Rires]

M. le Maire : Ce n'est pas de la transparence.

C. DUMONT : Aujourd'hui, eu égard à la situation et en remerciement de la délicatesse, je me sens un peu plus libre. Je me sens dans mon costume d'opposant et de faire mon véritable travail d'opposition. Je trouve étonnant d'ailleurs d'avoir remboursé 14 000 € à un repreneur alors que le chantier représentait un budget global de 11 millions d'euros.

Cette société General Vendors, qui a son siège dans les beaux quartiers à Montferrier-sur-Lez au Chemin du Pioch de Baillos, fait un chiffre d'affaires pour l'année 2014 de 92 500 €, en chute libre de -72,21 %. Gérard, qui est chef d'entreprise, connaît les bilans. Quand on fait un chiffre d'affaires de 92 500 €, je comprends que l'on souhaite récupérer les frais de géomètre de 14 000 €. Cela représente à peu près 15 % du chiffre d'affaires.

Tout cela n'est pas très sérieux. Je comprends également que notre collègue qui s'était fait élire sur la liste de l'UMP soit gênée et qu'elle ait franchi le Rubicon pour aller de l'autre côté. Je préfère que ce beau château de Belleval soit attribué à des gens qui ont un savoir-faire. Quand on parle de Relais et Châteaux, de 15 chambres, je pense que les POURCEL ont fait leurs preuves sur Montpellier. Je préfère aller dans un établissement géré par les POURCEL que dans un établissement qui serait géré par le gérant d'Hippopotamus.

M. le Maire : Je donne la parole à Mme JAMET. Ensuite, je répondrai.

F. JAMET : Ce n'est pas à moi de répondre. Ce n'est surtout pas à moi de prendre votre défense. J'ai l'impression que notre collègue, en matière de délicatesse... Je dirais plutôt de turpitude parce qu'en fait, vous étiez au courant de faits que vous réprouviez et que vous dénoncez aujourd'hui puisque vous n'êtes plus copains-coquins. Un adage latin dit : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* ». Cela vous dit quelque chose ? Ceci étant, la seule remarque que je...

M. le Maire : Mme JAMET, si voulez être candidate à la Région, il ne faut pas parler latin, mais occitan.

F. JAMET : Le latin, croyez-moi, j'aimerais bien que quelques autres puissent convaincre Mme Najat VALLAUD-BELKACEM que ces deux vieilles langues que sont le latin et le grec sont les piliers de notre civilisation. Notre socle est en train d'être remis en question. A la base, les racines de l'occitan se trouvent dans le latin.

Ceci étant, la seule réserve que j'émettrais – certes nous regrettons de ne toujours pas faire partie de cette commission d'appel d'offres et de ne pas pouvoir avoir plus de vue sur certains des dossiers mais ce n'est pas tant cela – vous dites que n'étant adapté à aucun équipement public, le Conseil municipal a prononcé son déclassement du domaine public. Cet édifice a démontré qu'il avait de multiples possibilités et pouvait répondre à des demandes en matière de service public. J'aurais préféré que nous gardions dans notre patrimoine ce petit bijou qui, cela ne nous a pas échappé, rappelle à beaucoup d'entre nous pas mal de souvenirs et d'histoire ; je crois qu'il abritait le lycée si ce n'est la Mairie. Nous aurions pu préserver cet hôtel. J'ai fini. Vous pouvez taper, c'est bon.

M. le Maire : L'hôtel Richer de Belleval, place de la Canourgue, est un lieu emblématique de la Ville. Le concours qui a été lancé a deux buts : valoriser l'édifice en termes économique mais aussi ne pas fermer son patrimoine aux Montpelliérains. Cela fait partie du contrat. Ce magnifique hôtel a des bases médiévales sur lesquelles deux campagnes de fouilles ont été diligentées par l'architecte du patrimoine Federico RUSSO et l'historien Bernard SOURNIA. Nous sommes sur un édifice du 16^{ème} siècle mais qui a des bases médiévales de l'ancienne ville. J'ai suivi pas à pas les deux campagnes de fouilles. Il nous reste encore une exploration archéologique à faire.

Nous avons, depuis le début, décidé que ce bâtiment serait ouvert au public plusieurs fois par an, notamment à l'occasion des journées du patrimoine. Ainsi, il convient dans le dossier de préserver la Salle des mariages mais aussi les gypseries qui ornent un certain nombre de portes, de fenêtres et de plafond. Il s'agit de la partie du contrat qui préserve l'édifice de façon patrimoniale.

Un concours a déjà eu lieu dans l'ancien mandat où M. DEMON était le seul qui avait pu rester en lice pour la rénovation de cet hôtel. Il se trouve que les financements n'ont pas pu se faire et que le projet est tombé. Nous n'avons pas pu le récupérer, M. DEMON le premier. Ainsi, nous avons relancé un concours avec Mme JANNIN. M. DEMON, avec beaucoup de délicatesse, m'a demandé s'il pouvait repostuler dans la mesure où les bases du programme avaient changé. Je lui ai répondu qu'il n'y avait aucune opposition à sa candidature, d'où sa candidature. C'est tout simple. Ce n'est pas la peine d'aller chercher midi à 14h.

Le plus important pour la Ville de Montpellier, c'est que nous restions avec un établissement qui ne soit ni squatté ni fermé et qui ne tombe ni en désuétude ni en décrépitude. Il faut donc l'habiter. Lorsque le tribunal des prudhommes a été transféré dans le bâtiment de la rue de la Méditerranée sous la présidence de la Cour d'appel de Mme HUSSON-TROCHAIN – Mme Rachida DATI était alors Garde des Sceaux – ce bâtiment a été cédé à la Ville dans son occupation. Il appartient à la Ville depuis François DELMAS. Quand le tribunal des prudhommes est parti, l'hôtel a été laissé dans un état catastrophique avec la toiture perforée, les planchers complètement laminés, des dalles de béton réalisées sur les poutres séculaires. J'ai fait rechercher dans les archives l'état des lieux pour que l'Etat puisse nous rembourser un certain nombre de frais sur sa réhabilitation. J'ai trouvé l'acte de cession aux prudhommes de la part de la Ville de Montpellier mais aucun état des lieux n'avait été joint à cet acte. Ainsi, je n'ai pas pu expliquer la différence d'état qu'il y avait entre le moment où il a été loué aux prudhommes et le moment où les prudhommes nous l'ont rendu. C'est pour cela que l'Etat n'a pas voulu financer.

Face à cette situation, l'intérêt général de la Ville de Montpellier consiste à ne pas laisser ce bâtiment squatté sur la place de la Canourgue et à valoriser le patrimoine de la Ville. Je prends tous les acteurs économiques qui peuvent le faire ; il n'y en a pas des millions. J'essaie de prendre les meilleurs. Avec Mme JANNIN, nous nous appliquons à mettre les règles nécessaires pour que les choses se fassent en bonne et due forme.

Je mets aux voix l'affaire 17. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57

Contre : 6

Abstentions :

Mme Véronique DEMON ne prend pas part au vote.

Adopté à la majorité.

18. AFFAIRE RETIREE

19. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Ravalement obligatoire des façades

Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

Mlle Marie-Josée BERGAMO, 12, rue Dessalle-Possel (solde de la subvention)	1 210,25 €
Total :	1 210,25 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 1 210,25 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser M. le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

20. MISSION GRAND CŒUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités 2015-2019

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Cœur », la Ville de Montpellier a mis en place en 2012 une campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales dans les secteurs de la ville constituant le cœur marchand et dont la qualité patrimoniale est reconnue.

Les deux premières campagnes ont été lancées par les délibérations n° 2012/184 en date du 29 mai 2012, et n° 2013/237 du 17 juin 2013.

Cette action vise à inciter les entreprises à concevoir et réaliser des devantures de qualité en leur proposant un accompagnement sous deux formes :

- une subvention pour travaux et études de maîtrise d'œuvre, accompagnée de primes pour travaux de mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite et d'intérêt architectural ;
- une assistance technique architecturale consistant en une information personnalisée délivrée par un architecte-conseil pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture commerciale.

L'animation du dispositif fait en outre l'objet d'un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie, chargée de relayer l'information auprès des entreprises, de constituer et instruire les demandes de subvention des commerçants.

Afin d'augmenter l'efficacité de cette action, sont proposées les mesures suivantes :

- une augmentation de la durée de la campagne d'aide de 4 ans (de mi-2015 à mi-2019) ;
- une augmentation de l'aide de la Ville (travaux + maîtrise d'œuvre) passant de 20 % à 50 % sur les deux premières années, puis à 25 % les deux années suivantes ; à cela s'ajoute l'aide actuelle du Fisac à hauteur de 15 % (les modalités concernant les bénéficiaires sont détaillées dans l'article 4 du règlement annexé) ;
- une augmentation du montant des primes comme suit : de 800 € à 1 000 € pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et de 300 à 500 € pour les travaux de mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR).

La dépense est inscrite au budget de la Ville, chapitre 908. Les subventions seront attribuées dans la limite des crédits alloués annuellement.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le lancement de la nouvelle campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités ;
- d'approuver le nouvel et unique périmètre de campagne, correspondant au cœur marchand élargi de Montpellier, annexé à la présente délibération ;
- d'approuver le nouveau règlement attributif de subventions ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser M. le Maire, son représentant ou Mme l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Nous avons décidé, avec Mme ROUSSEL-GALIANA, Mme JANNIN et en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie, d'aider les commerçants qui veulent faire leur devanture en multipliant par deux la subvention que la Ville leur propose. Cela incitera, et notamment sur le Jeu-de-Paume, à refaire l'ensemble des devantures. Hier, j'ai fait et animé une réunion publique. Pas moins de 300 ou 400 personnes étaient présentes. Les mesures de la Ville ont été validées à 100 % par les citoyens.

Qui veut des explications supplémentaires ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

21. Aménagement de la première ZAC du projet urbain dit « ZAC OZ 1 »

Avis de la Ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau

La Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage du projet d'aménagement de la ZAC Oz 1, a déposé auprès des services compétents de l'Etat le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau pour la ZAC Oz 1 en vertu de l'article 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement. Un courrier en date du 25 septembre 2014 déclarant le dossier complet a été transmis à la SAAM par la DDTM.

Par délibération n° 1-12-2014 du 17 décembre 2014, le SYMBO (syndicat mixte du bassin de l'Or), au titre de sa compétence sur la gestion globale de l'eau et des milieux aquatiques et de son rôle d'animateur du PAPI d'intention, mais également sur le registre de la biodiversité en tant qu'animateur des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio », a rendu un avis favorable. La DDTM a sollicité la préfecture pour l'organisation de l'enquête publique relative à l'autorisation loi eau par courrier du 18 décembre 2014.

La préfecture a transmis à chaque commune l'avis d'ouverture d'enquête publique. A ce titre, la commune de Montpellier a reçu l'avis d'ouverture d'enquête et le dossier d'enquête le 3 mars 2015. Conformément à l'article R. 214-8 du Code de l'environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

La ZAC Oz 1 s'étend sur 60 ha (dont 30 ha imperméabilisés) et intègre le pôle d'échanges multimodal de la Gare nouvelle TGV Montpellier Sud de France, situé sur le bassin versant du Nègue-Cats sur la commune de Montpellier.

Sur le plan hydraulique, le secteur de la Mogère est traversé par le ruisseau du Nègue-Cats dont la zone inondable concerne de nombreux enjeux situés plus en aval. L'aménagement du secteur nécessite au préalable de maîtriser le risque inondation à l'échelle de la globalité du bassin versant.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération de Montpellier a réalisé un schéma directeur hydraulique d'ensemble pour coordonner l'ensemble des projets distincts présents sur ce secteur (CNM, gare, déplacement de l'A9) afin de permettre l'aménagement du secteur sans créer de nouveaux risques et de réduire ces risques sur les secteurs existants déjà urbanisés et situés plus en aval.

Ce schéma directeur hydraulique, validé le 27 mars 2014 par les services de l'Etat, prévoit une gestion globale du cours d'eau, grâce notamment à une localisation, un dimensionnement et une conception coordonnés et optimisés des bassins hydrauliques de l'ensemble des projets « déplacement » de l'autoroute A9, CNM, gare et secteur de la Mogère. Cette coordination des bassins, dont une grande partie correspond au futur parc du Nègue-Cats, permet la réduction du risque « inondation » en diminuant les débits pour toutes les occurrences et permet ainsi de réduire de manière significative les zones actuellement inondées. Le dossier « loi sur l'eau » de la ZAC Oz 1 participe à la mise en œuvre progressive des aménagements du schéma directeur hydraulique du Nègue-Cats.

Les éléments hydrauliques transmis permettent de conclure aux points suivants :

- Si l'augmentation de l'imperméabilisation de la zone d'étude à l'état futur induit une augmentation des débits ruisselés significative, il est à noter que la mise en place au sein de l'opération Oz 1 d'un dispositif de rétention destiné à compenser l'augmentation des débits en situation future est assurée. Les débits rejetés en sortie d'opération sont sensiblement inférieurs à ceux générés en situation actuelle jusqu'à l'occurrence centennale.
- Pour une protection optimale des biens et des personnes situées en aval du projet de ZAC, le dispositif de compensation de la ZAC Oz 1 sera combiné à terme avec les bassins de rétention de la Mogère tels que prévus dans le schéma directeur du bassin versant du Nègue-Cats, permettant de réduire significativement le risque d'inondation au droit des enjeux existants en réduisant significativement les débits en aval.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable à ce projet.

Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.

22. Restauration des capacités d'écoulement des cours d'eau suite aux crues du 29 septembre et du 6 octobre 2014 Autorisation de demande de subvention

Les intempéries qui ont frappé la commune le 29 septembre et le 6 octobre 2014 ont occasionné des dégâts sur les cours d'eau pouvant faire obstacle notamment au bon écoulement des eaux. L'accumulation de la végétation et des embâcles pourrait aggraver les inondations si de nouvelles crues importantes devaient se produire.

Des opérations de remise en état post crue sur les cours d'eau de la commune sont à réaliser rapidement. La commune bénéficie d'une déclaration d'intérêt général (DIG) déclarant l'intérêt général de ces travaux en date du 1^{er} juin 2012 et valable pour une durée de cinq ans.

La cohérence des travaux à l'échelle du bassin versant sera assurée par le SYBLE dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage mise en œuvre depuis 2008 pour les travaux du Plan de gestion Lez-Mosson et affluents.

Après investigations sur le terrain, le coût de la remise en état post crue sur les cours d'eau de la commune de Montpellier est estimé à 300 000 € HT soit 360 000 € TTC.

Ces travaux peuvent bénéficier de subventions pour la réparation des dégâts causés par les calamités publiques auprès des services de l'Etat, du Conseil départemental de l'Hérault, du Conseil régional Languedoc-Roussillon et de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Sont concernés par ce dispositif, en fonction des critères d'éligibilité définis par les textes, les travaux relatifs aux opérations de remise en état post crue sur les cours d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les opérations de travaux post crue visant à restaurer les capacités d'écoulement des cours d'eau suite aux intempéries survenues sur la commune pour un montant de travaux prévisionnel estimé à 300 000 € HT soit 360 000 € TTC ;
- de solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des partenaires concernés ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

23. Convention entre la Ville de Montpellier et l'Ecole supérieure des métiers artistiques dans le cadre de la réalisation d'expositions.

Depuis 2014, la Ville de Montpellier et l'Ecole supérieure des métiers artistiques ont développé des collaborations pour la réalisation d'expositions.

La présente convention a pour objet de définir le cadre d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et plus particulièrement le service communal d'hygiène et de santé, visant un double objectif :

- contribuer à l'éducation des étudiants(es) à la prévention de la santé par la mise en œuvre d'actions de prévention et d'information ;
- contribuer à la mise en œuvre de projets de communication afin d'entraîner ses étudiants.

Cette convention sera régie par trois principes directeurs :

1. mettre en œuvre des relations privilégiées entre l'ESMA et la Ville de Montpellier ;
2. favoriser la qualité pédagogique ;
3. valoriser la prévention de la santé par le biais de la création d'outils de communication.

La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge, par étudiant, l'édition de deux affiches en format 30x40 cm et 300 dpi. Les logos de la Ville de Montpellier, de la Maison de Prévention Santé et de l'ESMA devront figurer sur les affiches. Cette impression sera effectuée par le service de l'imprimerie municipale et constitue une subvention en nature pour un montant valorisable de 300 euros. Les deux parties pourront diffuser les affiches créées auprès de leurs différents partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter de signer la présente convention ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

24. Convention entre la Ville de Montpellier et la Croix-Rouge française relative à l'occupation temporaire pour l'installation d'une antenne relais radioélectrique sur la toiture de l'Hôtel de Ville

La Ville de Montpellier souhaite mettre à disposition de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française sise 9, rue Gaston-Planté – 34790 Grabels, un emplacement pour la mise en place d'une antenne relais sur la toiture de l'Hôtel de Ville.

Ce partenariat fait suite au contrat signé le 9 avril 2013 relatif aux actions de soutien aux populations sinistrées conclu entre la Ville de Montpellier et la Croix-Rouge française. Il permettra de compléter la couverture radioélectrique du territoire communal et assurera avec plus d'efficacité les communications pour les opérations de soutien sollicitées par la Ville de Montpellier. La convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public à titre précaire et révocable. En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et quelque autre droit.

Aucune redevance n'est sollicitée auprès de la Croix-Rouge française, seuls les équipements techniques resteront à la charge de l'association en termes d'installation et de maintenance.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre la Croix-Rouge française et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à la sécurité à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

MM. Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE (avec la procuration de Mme Françoise BONNET) sortent de séance.

25. Adhésion de la Ville de Montpellier à la déclaration d'Athènes

Depuis 1990 la Ville de Montpellier est membre du Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS.

Le Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS a pour objet de soutenir la coopération entre les villes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui ont la volonté de mener des politiques favorables à la santé et à la qualité de vie urbaine,

- en permettant une coopération entre ses villes membres, notamment :

- *des échanges d'expériences,*
- *des échanges de données,*
- *des rencontres,*
- *des actions communes.*

- en facilitant les échanges entre les Villes-Santé françaises et l'OMS Europe ainsi que les partenaires nationaux.

Une nouvelle phase pour les Villes-Santé européennes a été ouverte fin 2014 et s'étendra jusqu'à 2018 avec une volonté de renforcer le leadership urbain, pour la santé, l'équité en santé et le bien-être pour tous.

C'est à présent la déclaration d'Athènes, adoptée le 25 octobre 2014, qui pose le cadre politique pour les réseaux européens et nationaux des Villes-Santé. Afin de marquer le renouvellement de leur engagement en tant que Villes-Santé de l'OMS, les membres ont été invités à valider cette déclaration d'Athènes à l'occasion d'un conseil municipal.

Par décision n° 2015/0121, la Ville de Montpellier a confirmé l'adhésion de la Ville au Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS pour l'exercice 2015. Valider la déclaration d'Athènes marque le renouvellement de l'engagement de la Ville de Montpellier en qualité de Ville-Santé de l'OMS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter de valider la déclaration d'Athènes ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

F. JAMET : M. le Maire, mes chers collègues, nous ne pouvions pas passer à côté de ce dossier sans relever une nouvelle fois ce tropisme qui vous tend vers l'Union européenne, vers des projets et des réformes qui vont absolument à l'encontre des intérêts de Montpellier et de la Métropole ou de la Région. Je ne comprends pas que vous ayez signé cette déclaration d'Athènes sans en avoir lu la teneur. Vous l'avez lu j'espère ?

M. le Maire : Oui, Mme JAMET.

F. JAMET : Le fait que des villes et des régions adoptent une déclaration sur la stratégie de croissance de l'Union européenne ne vous décoiffe pas ? Un comité représente les collectivités locales et régionales de l'Union européenne – nous avons également fait des recherches sur Internet – avec un plan de réforme en sept points sur lequel vous devez vous aligner afin de tenir la promesse de parvenir à une économie intelligente, durable et inclusive. « Inclusive » est un nouveau concept très à la mode à l'Union européenne. Je trouve cela particulièrement grave.

En allant plus loin, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un engagement. Vous êtes en train de signer un engagement plus solide avec l'Union européenne et les collectivités territoriales qui, normalement, est basé sur une consultation des gouvernements locaux et européens. C'est là que le bât blesse. Nous le martelons à chaque fois, nous sommes dans une opération de démantèlement de l'Etat et ceci y contribue. L'engagement plus solide des collectivités territoriales dénonce d'ailleurs ces fameuses disparités que l'Union européenne a voulu effacer et qui nous ont amenés à une concentration territoriale qui fait qu'aujourd'hui, nous avons une fusion des régions dont vous êtes victimes, contre laquelle vous ne vous êtes pas battu, avec une métropolisation dans laquelle vous nous avez engagés et qui fait qu'aujourd'hui, nous sommes en train de perdre le combat, que vous n'avez pas engagé non plus, contre Toulouse.

M. le Maire : Vous n'allez pas faire la guerre avec Toulouse maintenant.

F. JAMET : Je ne fais pas la guerre à Toulouse, mais à l'Europe.

M. le Maire : Toulouse, l'Europe... Vous allez finir par faire la guerre à tout le monde.

F. JAMET : Quand l'Europe vous dit qu'il faut fusionner les régions et qu'il faut imposer des métropoles, quand elle vous parle de disparités et de concentration territoriale et que vous signez la charte de la déclaration d'Athènes qui vise justement cette stratégie, j'essaie de comprendre la cohérence ou l'incohérence. Je suis en train de dénoncer le fait qu'au nom d'une reprise économique qui, pour eux, doit devenir une réalité... L'Union européenne – je lis la déclaration – parle d'ailleurs de financement adéquat. Cela m'amuse toujours parce que les financements de l'Europe, ce sont des financements français. C'est de l'argent français. L'Europe dit clairement qu'elle veut s'approprier plus facilement cette stratégie. L'Europe est en train de nous expliquer que les dépenses publiques et les investissements publics que vous devez engager en tant que collectivité territoriale doivent être placés pour réaliser les priorités de l'Union européenne. Ce n'est pas la Ville de Montpellier dont il s'agit, ni de la Métropole, ni de la Région, ce sont des priorités de l'Union européenne.

Croyez-moi qu'en matière de stratégie et d'économie, s'il y a une chose que nous pouvons reconnaître à l'Union européenne, c'est son incapacité. Elle procède en général sur le principe de corrélation, c'est-à-dire que plus vous essayez de pallier ou d'enrayer le chômage, plus vous engagez d'argent, plus il y a du chômage. Comme l'Union européenne est cohérente, elle nous fait remarquer que c'est parce que nous n'avons pas mis assez d'argent et nous continuons à fonds perdu de verser de l'argent. Aujourd'hui, nous en sommes à 6 millions de chômeurs. Certes, il s'agit du bilan de M. HOLLANDE qui va d'ailleurs dans la continuité de celui de M. SARKOZY mais c'est aussi finalement la stratégie de l'Union européenne que vous êtes en train aujourd'hui d'entériner.

Le responsable, M. le président VALCARCEL, termine en disant que la crise économique a hypothéqué les perspectives européennes en matière de croissance économique. Nous nous contrefichons des perspectives de l'Union européenne. Nous aimerions entendre parler aujourd'hui, globalement en matière de stratégie et d'économie, de la France, de la région Languedoc-Roussillon et de Montpellier. Ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, le bilan est clair. Vous avez le chômage, les travailleurs détachés qui sont en train de tuer le marché de l'emploi, des délocalisations, un principe de libre concurrence qui tue nos entreprises. Nous avons des pans entiers de notre économie qui sont en train de s'écrouler et vous êtes en train d'adopter le principe sacralisateur de cette stratégie de croissance de l'Union européenne.

Au-delà de la substitution de l'Union européenne à l'Etat, au-delà de son incapacité, je dénonce également le fait que les fonds européens ou la stratégie européenne ne vont pas dans le sens de notre intérêt particulier. Je souhaiterais que vous le releviez et que vous sortiez de cette spirale infernale.

Je vous invite d'ailleurs à lire le rapport de la Cour des comptes 2015 qui, sur le principe de 24 indicateurs – ne serait-ce que pour les fonds sociaux européens – relevait que la gestion des dossiers coûtait plus cher que les projets. Quand vous me présentez une stratégie pareille qui nous demande de rentrer dans le rang et d'appliquer les objectifs de l'Union européenne, j'aimerais que vous me disiez combien cela coûte, quel est l'impact, quelle est la stratégie et quels ont été les résultats.

Je sais que tout cela est parfaitement négatif. Nous n'allons évidemment pas voter. Nous marquons d'une pierre blanche, par cette intervention, ce refus de cette déclaration d'Athènes. Dans trois ans, cinq ans ou au bilan de votre mandat, quand la région Languedoc-Roussillon aura fini de s'évaporer et que Montpellier sera à la traîne derrière Toulouse, nous en reparlerons. Nous serons obligés de vous dire que nous avons raison. Vous ne pouvez pas nous demander de voter ou d'adopter cette déclaration qui rentre parfaitement dans le cadre que nous dénonçons de l'Union européenne, de démantèlement, de concentration territoriale et qui va à l'encontre de nos intérêts.

M. le Maire : Mme SANTARELLI va vous répondre en tant qu'adjointe à la sécurité.

M-H SANTARELLI : L'objet de cette délibération consiste à valider la déclaration d'Athènes. La Ville de Montpellier est membre du Réseau français des villes-santé de l'OMS depuis 1990. Ce réseau permet une coopération entre ses villes membres afin de mener une politique favorable à la santé et à la qualité de vie urbaine. Une nouvelle phase pour les villes-santé européennes a été ouverte fin 2014 jusqu'en 2018 afin de renforcer les actions visant à améliorer la santé en ville, l'équité en santé et le bien-être pour tous. Cela s'arrête là. Afin de marquer le renouvellement de leur engagement en tant que villes-santé de l'OMS, les membres ont été invités à valider cette déclaration d'Athènes à l'occasion d'un conseil municipal. Nous vous demandons donc d'accepter de valider la déclaration d'Athènes.

M. le Maire : Merci Mme SANTARELLI. Je vais donner la parole à Mme HART qui me l'avait demandée.

Mme JAMET : *[Intervention hors micro]*

M. le Maire : Mme JAMET, vous avez déjà parlé. Ici, ce n'est pas chacun mon tour mais chacun son tour. Laissez parler Mme HART s'il vous plaît.

C. HART : Merci bien. Bonjour à toutes et à tous. Je profite de cette délibération pour dire que je suis totalement d'accord avec cette adhésion de la Ville de Montpellier à la déclaration d'Athènes.

Je vais reparler des Roms. Je sais que je risque de me refaire traiter d'adjointe aux Roms mais ce n'est pas grave. Je me fais beaucoup interpellé en ce moment par les associations et les différentes institutions qui travaillent auprès de ces populations en grande précarité. Quand il s'agit de parler de la santé dans notre ville, je pense que la question se pose. Nous voudrions connaître le positionnement de la municipalité sur les personnes dans les bidonvilles autour de chez nous. Je propose, comme je l'ai fait il y a quelques mois, d'organiser et de mettre en place une table ronde réunissant toutes les parties prenantes sur cette question pour pouvoir vraiment commencer à travailler pleinement sur ces personnes qui sont réellement aujourd'hui en très grande détresse et en très grande difficulté. Merci.

M. le Maire : Nous sommes là sur la politique de la Ville qui sera traitée dans le cadre de la Métropole et dans le cadre des relations que nous avons avec l'Etat où ce type de discussion et de table ronde est prévu avec M. le préfet. Nous allons le faire dans le cadre du contrat de Ville qui sera signé incessamment. Cela a déjà fait l'objet d'une discussion spécifique en préfecture.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

26. Convention de dons alimentaires entre la Ville de Montpellier et la Société Saint-Vincent-de-Paul

L'unité centrale de production culinaire de la Ville de Montpellier réalise sa production alimentaire selon le principe de la liaison froide. La plupart des fabrications sont réalisées à minima à J+3 (ex : repas du mercredi fabriqué le lundi) et à maxima J+5 (ex : repas du lundi fabriqué le jeudi). Ce mode de fonctionnement, couplé à un système de « table ouverte » entraînant une production réalisée sur une base d'effectifs prévisionnels à forte variabilité, essentiellement due au type de convives servis (maternelle et élémentaire), est générateur de fabrication de repas supplémentaire.

Cet état de fait entraîne un retour significatif de repas non distribués dans les restaurants scolaires de la Ville que nous nommons surplus alimentaires. Ces surplus alimentaires ne peuvent être à nouveau proposés aux enfants de la Ville.

Pour autant, les surplus alimentaires sont toujours aptes à la consommation car la chaîne du froid a été respectée à toutes les étapes et notamment lors du transport par un maintien des produits à +3°C ainsi qu'un stockage à +3°C dans une chambre froide spécifiquement dédiée à ces produits au sein de l'unité centrale de production.

La Société Saint-Vincent-de-Paul, association loi 1901 déclarée d'utilité publique, possède un restaurant social d'entraide dans la Ville de Montpellier dont la finalité est de proposer des repas chauds, équilibrés, sains aux personnes démunies en grande précarité sociale bénéficiant de très faibles revenus.

Le restaurant d'entraide sert environ 100 repas tous les midis en semaine, 150 repas les jeudis soir et 20 repas les vendredis-samedis-dimanches soir et matin (petits déjeuners) pendant la période hivernale (de 4 à 5 mois selon les années).

Ainsi, dans sa volonté de lutter contre le gaspillage alimentaire tout en ayant à cœur de participer à l'œuvre sociale en faveur des plus défavorisés, la Ville de Montpellier signe une convention de dons alimentaires avec la Société Saint-Vincent-de-Paul.

Cette convention, jointe en annexe, précise notamment les points suivants :

- modalités des enlèvements des surplus alimentaires (horaires, moyens matériels, moyens humains, contrôles) ;
- respect des règles d'hygiène et de sécurité.

La Ville de Montpellier s'engage à mettre gratuitement à disposition les surplus alimentaires de l'UCPC pour une consommation exclusive au restaurant social de la SSVP, 45, quai du Verdanson à Montpellier.

Cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature, laquelle :

- devra être valorisée dans les comptes de l'association ;
- figurera dans la liste des concours attribués par la commune qui sera jointe au compte administratif de cette dernière (L. 2313-1 CGCT).

La valorisation ne pouvant être effectuée a priori au vu de la variabilité des quantités mises à disposition, la Ville transmettra chaque année le montant valorisé à l'association.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités de la convention de dons alimentaires jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer la convention jointe à cette délibération et conclue avec la Société Saint-Vincent-de-Paul ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

C. de SAINT-JOUAN : M. le Maire, chers collègues, je profite que nous traitons de la réussite éducative pour vous expliquer pourquoi lors du dernier Conseil, je n'ai pas accepté de délégation de votre part. Je tiens à m'en expliquer aujourd'hui. En effet, depuis des mois, vous avez clairement exprimé le fait que vous étiez maire et donc adjoint et délégué à tout.

M. le Maire : M. de SAINT-JOUAN, j'ai reçu votre courrier. Cela n'a pas de relation avec le sujet traité. Vous m'avez donné votre accord pour vous donner délégation. J'ai les textos. Je les tiens à la disposition des journalistes. Je n'y peux rien si vous n'avez pas de cohérence.

C. de SAINT-JOUAN : Je vous laisse l'entière responsabilité de ces propos, M. le Maire. En vérité, je n'ai pas refusé de délégation, je vous ai dit non en tant qu'élus car la force d'une liste citoyenne, c'est d'utiliser au profit des Montpelliérains le meilleur qui existe en chacun d'entre nous.

[Prises de parole en même temps]

M. le Maire : Je mets aux voix l'affaire 26. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

On ne peut pas être dans l'opposition et dans la majorité. Si l'on veut s'opposer, on est dans l'opposition. Si l'on est dans la majorité, on est dans la majorité. C'est clair.

[Intervention hors micro]

M. le Maire : Ou on démissionne.

[Intervention hors micro]

M. le Maire : Je sais que vous avez déjà entrepris les démarches. J'ai déjà reçu deux courriers de vous M. de SAINT-JOUAN. L'autre fois, vous m'avez donné votre accord pour que je vous donne une délégation. Vous m'avez dit : « Comme vous voulez ». J'ai le texto. Ensuite, vous l'avez refusé en séance. D'abord, c'est très incorrect après l'avoir accepté, après avoir voté en session.

[Interventions hors micro]

M. le Maire : *Time is money.*

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

MM. Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE (avec la procuration de Mme Françoise BONNET) entrent en séance.

Mmes Caroline NAVARRE, Lorraine ACQUIER, Samira SALOMON, M. Henri MAILLET (avec la procuration de Mme Anne-Louise KNAPNOUGEL) sortent de séance.

27. Attribution de subventions – Projets d'activités périscolaires – Exercice 2015

La Ville de Montpellier a sollicité par un appel à projets les associations qui souhaitent mettre en place des activités pendant les temps périscolaires. Il s'agit de proposer aux enfants des écoles maternelles et élémentaires des activités périscolaires variées et complémentaires de celles mises en place par les animateurs municipaux.

Ces projets d'activités ont vocation à :

- offrir au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires diversifiées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires ;
- favoriser la découverte par les enfants des écoles de nouvelles activités sportives, culturelles, scientifiques ou ludiques ;
- encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives et en tenant compte de leur cohérence avec les projets pédagogiques périscolaires des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini dans le tableau ci-dessous :

Code	STRUCTURE	NOM DU PROJET	MONTANT
3932	Association Cévennes Insertion Loisirs et Education	Atelier jeux, connaissance du monde et informatique	12 000 €
432	AD PEP 34 Association des pupilles de l'enseignement de l'Hérault	Gestion des TAP	205 900 €
5842	ADN citoyen	Recréanum	7 200 €
2432	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	De l'école à la scène	2 600 €
2432	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	L'atelier des arts du spectacle - maternelle	800 €
2432	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	L'atelier des arts du spectacle - élémentaire	4 500 €
689	ALPJ ALSH fabulos Droles – Association languedocienne pour la Jeunesse	TAP Plan des 4 seigneurs	37 000 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier – Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain	Découverte de l'environnement urbain à B. Pascal	2 200 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à J. Daubié	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à F. Bazille	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à Garibaldi	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à Simenon	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à Cheng Du	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à Painlevé	2 700 €
1261	APIEU Territoires de Montpellier	Découverte de l'environnement urbain à J. Verne	2 700 €
4380	Aqualove sauvetage	Les mini sauveteurs à l'école	6 000 €
6126	Aquarius Théâtre	Initiation au théâtre	23 000 €
1187	Arceaux Montpellier	Initiation pratique football	1 500 €
711	ARIEDA	sensibilisation au handicap auditif	1 600 €
5966	Arthur Théâtre	Ateliers de théâtre Education	11 500 €

6021	Arts en soi	A la découverte de la musique	6 000 €
1230	ASBAM – Association sportive des Beaux Arts montpellier omnisports	ASBAM et rythmes scolaires	2 800 €
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent	Initiation ludique au volley ball	12 000 €
2139	ASPTT	Temps périscolaire	10 500 €
2726	Association CARTHAGE	Atelier Musique	3 700 €
	Association eau pour la vie AEV	L'eau ici et ailleurs	7 500 €
2235	Association En Corps	Découverte et initiation Capoeira	3 600 €
5727	association En Jeux	Le jeu de société pour apprendre et prendre confiance	7 000 €
2099	Association socio culturelle bilingue Frederic Peyson	Jeux de mains, c'est pas vilain	1 150 €
5499	Association La Hurlante	Une marionnette est née dans votre placard	2 500 €
5499	Association La Hurlante	Mascarade	2 500 €
5499	Association La Hurlante	Danser sur les mots	2 500 €
5125	Association les mains enchantées	créations manuelles	6 500 €
6007	association Mouvement Art Total	Ateliers Danse Théâtre	8 000 €
5722	Association PEPS – Pratiques éducatives et plaisirs sportifs	Le tour du monde de l'animation	7 000 €
5722	Association PEPS	Histoires magiques	8 500 €
5722	Association PEPS	Fabrique ton sac	7 000 €
5722	Association PEPS	Défis olympiques	7 000 €
5020	Association Stella Murray Brosch Productions	Danse et Arts plastiques	8 500 €
1949	Association ThéâViDa	Découverte arts visuels Amérique Latine	3 000 €
1949	Association ThéâViDa	chant choral d'Amérique Latine	3 000 €
1813	Axe sport Art et culture	Motricité et multisports	6 000 €
1813	Axe sport Art et culture	expression corporelle et multi danses	6 000 €
2853	Basket Lattes Montpellier Agglomération	Découverte activité Basket	4 500 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Beethoven	33 700 €

789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Voltaire & Pagnol	33 700 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Olympe de Gouges	33 700 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Delteil, Michelet, Armstrong et Bon	37 500 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Baudelaire et Kipling	28 100 €
3845	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	Activité cirque	7 000 €
1893	Centre Chorégraphique Montpellier LR	Atelier pratique chorégraphique et pratique du regard	2 300 €
6183	Chant dessus Dessous	Comptines et chants	2 800 €
	Cie Antibrouillarts	Vive le théâtre aux hauts de massane	2 200 €
	Cie da bobagem	Clown et culture brésilienne	10 000 €
6077	Cie les Herbes folles	Voyage en terre inconnue	8 600 €
1461	collectif Koa	Jazz rencontre les mômes	3 500 €
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous - CENTRE	2 000 €
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous - MOSSON	2 000 €
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous - CEVENNES	2 000 €
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous - LANGEVIN	2 000 €
1549	Comité sport adapté 34	Activités physiques adaptées CLIS 1 Mosson	3 000 €
1549	Comité sport adapté 34	Activités physiques adaptées CLIS 1 Près d'Arènes	5 500 €
2973	Compagnie Flamenca Temperamento Andaluz	Initiation pratique artistique Flamenco	750 €
5824	Compagnie La Maison	Danser ensemble (corps - regard - espace)	6 500 €
5657	Compagnie l'Enjambée	Le corps en jeu	5 900 €
1774	Compagnie Pépi Morena	Eveil artistique pluridisciplinaire	6 700 €
5371	Compagnie Ribosome	Théâtre récréatif corporel et vocal	6 300 €
	Confédération syndicale des familles de l'Hérault	Ludothèque citoyenne	7 500 €
	CPCV Sud Est	Ateliers de comédie musicale	4 000 €
	CPCV Sud Est	Ateliers éco citoyens	7 900 €
	CPCV Sud Est	Ateliers création et découverte des jeux de société	5 850 €
	CPCV Sud Est	Ateliers découverte et initiation aux nouveaux jeux sportifs	7 900 €

	CPCV Sud Est	ateliers « vis ma ville »	5 850 €
	Croc and Move	Croc la vie	8 500 €
372	Développement solidaire et durable	Devenir un acteur éco responsable	35 000 €
6184	Eduquer Créer Divertir Cultiver	Arcadémie	30 000 €
406	Echecs club Montpellier	Initiation et découverte du jeu d'échecs	4 500 €
6191	Ecoartis	Anime les histoires	7 500 €
6085	Ecole de musique de Fabrègues	Initiation découverte du Ukulélé	2 100 €
2324	Ecole des Arts martiaux chinois	découverte des arts martiaux chinois	3 370 €
5664	ELVIRE	Poésie écrite et orale	2 450 €
5665	En traits libres	Ateliers Educatifs d'arts graphiques et plastiques	19 200 €
5803	Entrée de secours	L'école de la prévention	25 700 €
3675	ESSOR « Savoirs et partages »	Arrimage en scène	3 800 €
2149	Eveil en mouvement	définition et réalisation d'activités périscolaires	45 000 €
6160	FERNANDA	La métamorphose	1 200 €
1083	Fédération Nationale Compagnie de Théâtre Amateur CD 34	activités éducatives périscolaires	13 750 €
	Groupe naturaliste Université Montpellier	L'université pour tous (Unis vers la cité)	5 000 €
6157	GWEISSK Philocinema	rencontres avec un artiste	2 000 €
71	I.Projet Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Des couleurs et des mots en cours	2 750 €
71	I.Projet Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Citoyens juniors	2 750 €
3848	Ici et maintenant	Eveil corporel et relaxation	3 100 €
5776	Jeu suis	chasse au trésor	8 000 €
409	Jouons en ludothèque	La ludothèque à l'école	14 000 €
1201	La boutique d'écriture & Co	Action maternelle Raconte moi	3 000 €
5045	La compagnie Maritime La Pilotine	Tous en scène Près d'Arènes	10 000 €
	La compagnie Nech	Le Clapotis Clap Clap de l'eau	4 500 €
474	La Gerbe	réalisation activités périscolaires	14 000 €
4547	La Maison du Judo	Judo découverte	9 000 €

5305	La Maison Théâtre	Théâtre et réflexion	2 100 €
5898	La Petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	17 500 €
4472	La vista	Les marionnettes et manipulation d'objets	4 500 €
	L'abeille en jeux	Découverte des abeilles	3 000 €
3064	Lâche les Mots	Ecrire et s'écrire	5 000 €
	LAFI BALA	L'arbre à palabres	1 000 €
	LAFI BALA	Le tour du monde dans mon assiette	1 000 €
4388	Le Passe Muraille	Jardins Pédagogiques	5 000 €
4388	Le Passe Muraille	Patrimoine de territoire	5 000 €
4388	Le Passe Muraille	Patrimoine immatériel	5 000 €
4388	Le Passe Muraille	Club nature	5 000 €
4388	Le Passe Muraille	Les jeux du Monde	5 000 €
467	Le Relais	Parcours éducatif Pasteur	14 800 €
467	Le Relais	Parcours éducatif Rousseau	14 800 €
467	Le Relais	Parcours éducatif Condorcet	7 400 €
467	Le Relais	Parcours éducatif Lamartine	11 200 €
1531	Lectura e oc	L'ora del conte	3 500 €
5844	Les Dés Calés	découverte de l'environnement et éducation par le jeu	7 000 €
5988	Les Films de la criée	Découverte, jeux et fabrications d'images fixes et animées	7 900 €
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	159 000 €
25	Les petits débrouillards	Sciences amusantes	57 000 €
2101	Lieux ressources Montpellier	ensemble pour la réussite	14 400 €
6155	L'ouvre boites	je joue, tu joues, nous jouons	5 000 €
6150	M(art)mot	Histoire de l'art et création	21 000 €
3230	Maison architecture Languedoc Roussillon	sensibilisation en architecture	17 150 €
1396	Maison de Heidelberg	atelier éducatif franco-allemand « jeux et théâtre »	13 000 €
2344	Mayane association	Mon quartier face aux risques	10 000 €
	Mille feuilles	Histoires de poils et de plumes	400 €
5537	Mom'Art Factory	La plus incroyable biographie de mon école	1 300 €

5537	Mom'Art Factory	Parcours de découverte en arts plastiques	4 000 €
5537	Mom'Art Factory	Des histoires dans ma valise	5 000 €
5537	Mom'Art Factory	Création d'un livre	9 700 €
5537	Mom'Art Factory	Découverte de l'art du conte	2 500 €
5223	Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée	apprentissage d'un sport en primaire	4 500 €
1238	Montpellier AM Judo	A l'école du Judo	6 000 €
3808	Montpellier culture sport adapté	initiation sportive CLIS 1 école Freud	3 000 €
3808	Montpellier culture sport adapté	Découverte sportive CLIS 1	6 000 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Tout devient plus simple quand on rame	3 000 €
128	Montpellier Handball	initiation pratique du handball	4 500 €
2274	Montpellier Monocycle	Adresse et équilibre	1 360 €
2274	Montpellier Monocycle	Monocycle	1 360 €
5854	Montpellier Mosson Omnisports	les Hauts de Massane à l'école du sport	9 000 €
1541	Montpellier Tennis de Table	initiation au tennis de table	6 000 €
4144	MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	580 000 €
3131	MUC SKATEBOARD	Skate à l'école	3 600 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	Atelier théâtre Patrimoine citoyenneté	12 900 €
1867	Pic et Colegram	éveil musical 3-6 ans	6 500 €
38	Radio Aviva	Découverte des métiers de la radio	9 000 €
29	Radio clapas	Des sons animés	10 800 €
4555	Roll'school	Découverte du roller Freestyle	2 000 €
	Rugbytots Montpellier	Rugbytots Montpellier TAP 2015 2016	6 000 €
1240	Satellite	Danse à l'école	1 500 €
	Sonikete Flamenco	Danse flamenco et musique flamenco	8 700 €
2502	Sport tambourin club de Montpellier	PEDT sport tambourin	3 000 €
5775	Steeldrum languedoc	Percussions du monde,	1 900 €
2811	Strata'j'm sud	A la découverte des jeux	14 300 €
582	Surdi 34	sensibilisation au monde des sourds et malentendants	1 800 €
6115	Thalie	School Art	2 000 €

4586	Vacances Evasion	activités éducatives périscolaires	234 000 €
1046	Visuel Lsf LR	A toi de signer !	3 600 €
6152	Yapad'lez'arts	contes à écouter et à parler	5 250 €
		Total subventions attribuées	2 433 090 €
		Provisions	66 910 €
		TOTAL	2 500 000 €

Le subventionnement de ces 160 projets permettra aux associations d'organiser 40321 groupes d'activités dans les écoles, ce qui représente une moyenne de 280 séances d'activités chaque jour.

Le total des subventions accordées pour l'ensemble de ces projets est de 2 433 090 €. Les actions seront menées sur l'année scolaire 2015-2016.

Un premier versement égal à 70 % de la subvention totale sera versé à chaque association avant le début de l'action, dès réception de la convention signée. Le solde de la subvention, soit 30 % du montant voté, sera versée après la fin de l'action, sur la base du rapport d'activité présenté par l'association. Il sera imputé au budget 2016, après adoption par le Conseil municipal. Les modalités de versement sont détaillées dans la convention spécifique des projets périscolaires dont le modèle a été adopté par la délibération du 24 Juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2015 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922 ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

N. CANAUD : M. le Maire, mes chers collègues, je trouve déplorable que les dossiers correspondants n'aient pas été associés aux dossiers du Conseil municipal. Il nous a été remis une délibération qui n'indique que les noms de la structure et du projet. Il n'y avait pas de dossier. Les montants des subventions varient fortement d'un projet à l'autre, de 800 jusqu'à 580 000 €, sans que nous sachions pourquoi. Nous avons été interpellés en particulier par le MUC Vacances qui va recevoir 580 000 €, c'est-à-dire plus d'un cinquième du montant total des subventions. Cette association, d'après ce que nous avons trouvé dans nos recherches, est spécialisée dans les colonies de vacances. Nous avons été interpellés sur son activité de centre de loisirs qui se concentre sur les périodes de vacances scolaires. Nous ne voyons pas très bien. Nous aimerions avoir des explications sur sa participation au temps d'activités périscolaires.

Par contre Le Relais, qui participe dans le temps périscolaire, nous le connaissons. Quel est son projet ? Nous avons demandé à votre administration, il nous a été répondu qu'aucun document de synthèse n'existe. Ne sont consultables que les dossiers de demande de subventions remplis par les associations et le tableau inclus dans la présente délibération que nous avons eu avec une colonne supplémentaire qui s'appelait thématique mais qui ne nous renseignait pas beaucoup plus.

L'offre associative, M. le Maire, est sans doute qualifiée. Nous l'espérons. Néanmoins, comment les services ont-ils décidé le montant ? Comment ont-ils sélectionné les projets ? Des critères existent-ils, comme la qualité

et la diversité des prestations proposées aux enfants ? La gestion nous inquiète. Comment engager 2,5 millions d'euros sans tableau de bord ?

Par ailleurs, le tableau fait apparaître dans quelques cas les groupes scolaires concernés par le projet. Sommes-nous assurés que l'ensemble des 62 groupes scolaires bénéficieront au moins d'un projet au cours de l'année et pas seulement le projet de garderie dont nous nous demandons en quoi il participe au bon développement de l'affaire ?

La deuxième interrogation portait sur le projet éducatif de territoire. Pour la période 2014-2015, il prévoyait le subventionnement de 145 projets pour 45 295 séances d'activités dans les écoles. La délibération, pour 2015-2016, indique une augmentation du nombre de projets subventionnés (160) mais pour un nombre de séances moindre (40 321). Nous sommes inquiets par cette diminution du nombre de séances. Nous voudrions avoir quelques éclaircissements.

Notre troisième interrogation concerne l'encadrement. Quels sont les adultes qui encadrent nos enfants ? Ont-ils le niveau de diplôme ou les titres requis pour encadrer les enfants ? C'est très réglementé par un arrêté du 9 février 2007. Vous connaissez parfaitement l'arrêté. Nous avons demandé que les responsables aient un certain niveau de qualification, en particulier le BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) qui est le niveau de formation le plus haut dont 9 responsables peuvent se prévaloir sur les documents. Sur le BFAD, nous avons 38 responsables dont 26 en cours de formation. Enfin, nous avons 15 responsables non qualifiés. Nous avons été interpellés parce que au total, sur 65 responsables, 41 sont soit non qualifiés soit en voie de qualification. L'autre interrogation est : le sont-ils désormais ?

Quant aux animateurs, nous n'avons malheureusement pas d'information sur les titres et les diplômes d'animateurs ou d'adjoints territoriaux d'animation de deuxième classe.

Par ailleurs, nous nous étonnons que dans la liste des documents demandés pour le recrutement de ces agents, il ne soit pas fait mention de l'extrait du casier judiciaire. La loi impose des cadres qui limitent les risques et protègent les enfants. Nous voulons nous en assurer, c'est pourquoi nous formulons un vœu : nous demandons que les TAP fassent l'objet d'une évaluation indépendante sur le financement, l'encadrement, la mise en œuvre par groupe scolaire, une enquête de satisfaction (les parents, les enseignants, les intervenants) et des propositions de pistes d'amélioration.

A propos de financement, nous avons demandé par mail à M. LEVITA et à M. DOMEIZEL quel est le fonctionnement de la dotation de l'Etat pour la mise en place des TAP en 2014. Nous n'avons pas eu de retour. Ce montant est-il maintenu en 2015 ? A combien s'élève le budget TAP – sachant que dans le budget primitif, nous n'avons pas trouvé de ligne dédiée – ? Est-ce que cela s'appelle les classes regroupées dont nous ignorons ce qu'elles désirent ? Nous n'avons pas de réponse. Nous avons certes conscience de la rapidité avec laquelle ces premiers TAP ont dû être mis en place et la difficulté que cela représentait mais après un an, nous ne pouvons pas nous satisfaire de l'existant.

M. le Maire : Mme MARSALA va vous répondre. Concernant les courriers relatifs à des consultations de documents que j'ai reçus, je vous ai répondu en priorité tout à l'heure en début de Conseil en disant que vous serez en capacité de consulter tous les documents que vous souhaitez. Ces pièces ont été également présentées à la commission. Vous avez toute latitude pour les consulter. Je passe la parole à Mme MARSALA.

I. MARSALA : Merci M. le Maire. Je vais essayer de répondre à tout mais comme vous avez posé beaucoup de questions successivement, si j'en oublie, nous reviendrons dessus.

Au niveau de l'appel à projets, il s'agit d'un appel à projets qui a été fait dans la mesure où nous avons besoin d'un certain nombre de volumes horaires dans les écoles, ce qui explique la différence que vous avez remarquée entre certaines grosses associations qui sont aptes à remplir un nombre horaire important sur les écoles et des petites associations que nous voulons tout de même garder pour avoir une grande diversité au niveau des présentations sur ce temps de TAP et qui peuvent donc faire de petites quantités horaires. Le MUC est le deuxième club omnisport à Montpellier. Il présente des activités diverses et variées et non pas uniquement dans le cadre des ALSH. Ils ont une grosse capacité à pouvoir intervenir sur le territoire. D'autres

projets que vous avez cités ont une capacité moindre, pour un personnel moindre, mais il est intéressant de garder toutes ces mesures pour l'enfant.

Je voudrais également vous assurer qu'il n'y a pas de projet de garderie sur les écoles. Je m'élève contre cela. Sur les écoles, nous avons deux types de projets. Nous avons des projets culturels, scientifiques, sportifs qui sont menés par les animateurs de la Ville qui sont qualifiés, qui sont en place et qui savent gérer une équipe d'enfants. Nous avons ensuite des projets associatifs qui viennent se greffer sur le formulaire. Il n'y a pas de garderie. A la fin de l'année, nous ferons établir dans chaque école une liste qui sera affichée de tout ce à quoi les enfants ont eu droit. Je pense qu'il y aura de grosses surprises. La proposition a été diverse, variée et très bien vécue cette année.

Nous avons fait trois questionnaires pour avoir des retours auprès des familles et des conseils d'école, auprès des personnels enseignants et de la Ville et auprès du Conseil municipal des enfants. Nous avons présenté en trois séances publiques, pour les conseils d'école et les personnels concernés, le bilan de ces réponses qui est plutôt positif avec un apport d'enfants qui a toujours été constant, avec réellement un bonus sur ces activités des TAP.

Ensuite, vous avez mal lu le tableau du nombre des séances. Les 45 295 dont vous me parliez étaient les séances attribuées en juillet au moment où nous avons fixé le procédé. Le total qui a été utilisé a été de 39 392. Cette année, nous en avons prévues 40 321. Nous sommes donc en progression. Nous avons également été beaucoup plus attentifs aux tarifs. Nous avons réussi, dans certains cas, à avoir des tarifs plus bas que ceux qui étaient proposés, ce qui explique que les coûts moyens de séance qui étaient montés l'année passée à 62,80 sont maintenant à 60, c'est-à-dire que nous avons plus de séances pour un petit peu moins. Nous avons été vigilants sur ce sujet.

Nous avons également eu des retours sur le travail des associations sur le terrain, qui ont été jugées par les RALAE, personnels encadrants de la Ville sur le terrain, par les conseils d'écoles, par les directions et par les parents. Les associations n'ayant pas donné satisfaction n'ont pas été reprises cette année.

Ensuite, tous les animateurs de la Ville sont formés au minimum au BAFA. Tous les personnels encadrants sont formés ou en cours de formation ou avec un plan de formation prévu sur les deux ou trois années à venir. Nous avons un accord avec la CAF pour cibler nos personnels en BPJEPS, ce qui nous permet de passer en ALP, c'est-à-dire en cycle recommandé au niveau de nos animateurs. Nous sommes en cours de travail sur ce sujet. Vous l'avez reconnu vous-même, il a fallu mettre très vite en place cette nouvelle loi des rythmes scolaires. Nous l'avons fait très vite et nous avons mis parallèlement les moyens utiles pour que cela fonctionne.

La dotation de l'Etat a été renouvelée pour cette année scolaire. Nous ne savons pas pour la suite.

M. LEVITA : Concernant la dotation de l'Etat, nous n'avons pas eu 2 millions en 2014 puisque nous n'avons fonctionné qu'un trimestre mais pour 2015, elle est de 2 millions. Nous ne savons pas si elle sera reconduite en 2016. Quant au coût des TAP, vous l'avez, je l'ai indiqué lorsque je vous ai fait voter le budget primitif. Nous avons les 2 500 000 € que Mme MARSALA vient de nous présenter qui est un appel aux associations pour ce travail et 4 millions en frais de personnel que nous avons embauché au niveau de la Ville. Au total, ce sont 6,5 millions. C'est ce que vous avez voté lors du BP.

M. le Maire : Je mets aux voix l'affaire 27, qui est contre ? Qui s'abstient ?

I. MARSALA : Vous pouvez consulter les résultats des concertations dont je vous ai parlé sur le site de la Ville.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 7

Adopté à l'unanimité.

28. Réalisation d'une nouvelle école primaire à proximité du quartier Malbosc quartier Croix-de-Lavit

Approbation de l'opération - Autorisation de déposer un permis de construire - Demandes de subventions

Annule et remplace la délibération n° 2014 / 552 adoptée en séance du Conseil municipal du 17 décembre 2014.

L'importante évolution démographique du quartier Malbosc justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire au plus vite une école primaire.

Le Conseil municipal a adopté, par délibération n° 2014 / 552 du 17 décembre 2014, les points suivants :

- 1-l'approbation de l'opération ;
- 2-le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et la sélection des membres du jury (une prime forfaitaire de 28 000 € par équipe participante a été votée et les membres du jury ont été élus en séance) ;
- 3-le dépôt du permis de construire ;
- 4-le dépôt des demandes de subvention.

Or, concernant plus particulièrement le point 2, il est finalement proposé au Conseil municipal de renoncer à la procédure de concours restreint d'architecture et de réaliser ce projet en maîtrise d'œuvre interne confiée aux services municipaux (direction « architecture et immobilier » chargée de la conduite d'opération). Cette opération de 3 400 m² de surface de plancher sera réalisée en une seule tranche.

Le programme général de ce projet comprend :

- 10 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activités) ;
- 5 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédia) ;
- l'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

Le coût global de l'opération est estimé à 12,8 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération en maîtrise d'œuvre interne et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent.

I. MARSALA : Nous avons décidé de démarrer deux écoles, une sur le quartier de Malbosc et une sur le quartier Ovalie qui donnera lieu à la prochaine délibération. Je ne sais pas très exactement quoi vous dire. Il faut que nous démarrions l'opération sur la réalisation de la nouvelle école. Nous devons déposer un permis de construire et la demande de subvention. Cette école sera composée de 15 classes à l'arrivée, plus les espaces périscolaires et les salles d'utilité, avec un montant estimé à 12,8 millions d'euros.

M. le Maire : Qui veut des explications supplémentaires auprès d'Isabelle MARSALA ? Mme HART.

C. HART : Merci. J'en profite pour parler de la situation scolaire actuelle sur le Petit Bard que vous connaissez déjà. Les écoles sont bloquées. Les mamans qui sont derrière ce blocage montrent beaucoup de détermination. Les parents d'élèves sont très mobilisés et très motivés. Je voudrais vraiment souligner l'urgence sociale. J'y étais hier. Ces mamans manifestent pacifiquement mais ont vraiment envie d'aller jusqu'au bout de cette démarche. Les parents proposent les assises du Petit Bard ainsi que la mise en place de réunions de travail associant chercheurs, directeurs d'écoles, parents d'élèves, élus, etc. Il s'agit d'une démarche réellement constructive. Tout simplement, je voudrais poser la question ce soir à Isabelle MARSALA et à toute la municipalité : comment allons-nous gérer cette situation ?

M. le Maire : Les mamans du Petit Bard ont été reçues deux fois par mon cabinet et trois voire quatre fois par Isabelle MARSALA qui va vous répondre.

I. MARSALA : J'ai reçu personnellement deux fois les mamans du Petit Bard dans mon bureau et je me suis déplacée sur le terrain à la table ronde lorsqu'elles nous l'avaient demandé. J'ai pu mettre au clair avec elles tout ce qui concernait les compétences de la Ville au niveau de l'éducation. Je leur ai présenté un bilan sur les travaux effectués dans ces écoles, sur l'accompagnement éducatif que nous avons mis en place, sur les aides à la lecture de notre système de Caisse des écoles et sur tous les TAP qui ont été mis en place cette année. Je leur ai montré aussi que les travaux reprenaient aux alentours : l'abord de l'école en sera facilité. Nous avons fait ensemble un point très clair.

Le problème actuel n'est pas purement scolaire. Elles demandent une mixité sociale. Tout est parti – ne l'oubliez pas – du changement de collège vers lequel leurs enfants sont dirigés. Je n'ai pas la compétence des collèges mais avec elles, nous avons réellement mis à plat ce qui relevait de la compétence de la Ville au niveau du scolaire. Mme la DASEN les a reçues encore ce matin. Je l'ai au téléphone chaque jour à ce sujet. Il y aura le 20 mai une réunion organisée avec tous les partenaires par le rectorat avec elles bien entendu. Nous répondrons présents. Nous allons suivre ce dossier. Concernant ce problème de mixité sociale, je pense qu'il y a la nécessité d'un partenariat qui est autre que celui uniquement rattaché au scolaire. Cela dépasse ce cadre.

M. le Maire : Merci Mme MARSALA. Je vais donner la parole à Michèle DRAY-FITOUSSI sur la carte scolaire des collèges.

M. DRAY-FITOUSSI : M. le Maire, mes chers collègues, bonsoir. Je voudrais rappeler que cette désectorisation des collèges Rabelais et Las Cazes a été évoquée au Conseil départemental - qui s'appelait encore Conseil général – le 17 décembre dernier. J'ai été la seule Conseillère générale de l'Hérault à voter contre cette désectorisation parce que la mixité sociale, nous en avons justement besoin. Cette délibération a attiré mon attention. Il était hors de question que je vote une délibération qui faisait que les petits de la Paillade restaient à la Paillade et que les petits du Petit Bard restaient au Petit Bard, sans jamais rencontrer d'autres enfants d'autres secteurs. Je voulais juste le préciser à l'ensemble des élus.

[Applaudissements]

M. le Maire : Merci, Mme DRAY-FITOUSSI. Je mets aux voix l'affaire 28. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

29. Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires – Ecoles élémentaire Rabelais et primaire Olympe-de-Gouges

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville a décidé de mettre en place des bâtiments modulaires à titre transitoire dans certaines écoles de la Ville pour permettre un meilleur accueil des élèves et faire face à l'augmentation des effectifs.

Les écoles bénéficiant de cet aménagement sont l'école élémentaire François-Rabelais située dans la ZAC Malbosc, quartier Hôpitaux-Facultés et l'école primaire Olympe-de-Gouges située dans la ZAC Ovalie, quartier Croix d'argent.

A l'école élémentaire François-Rabelais, il est prévu de disposer un bâtiment de 279 m², composé des trois classes, un sanitaire pour filles et sanitaire pour garçons. Le coût de cette opération, acquisition et installation du module, est estimé à 580 000 € TTC. L'extension d'une classe pourra se faire en 2016.

L'équipement de l'école primaire Olympe-de-Gouges est prévu en trois tranches :

- 2015 : mise en place du bâtiment modulaire de 353 m², composé de quatre classes, un sanitaire pour filles et un sanitaire pour garçons, coût estimé pour cette tranche, acquisition et installation du module, 740 000 € TTC ;
- 2016 : mise en place d'un deuxième bâtiment modulaire de 247 m², composé de deux classes, un sanitaire pour filles et un sanitaire pour garçons ;
- 2017 : mise en place d'un dernier bâtiment modulaire de 124 m² composé de deux classes.

L'implantation de ces modules nécessite l'obtention d'un permis de construire et sera effectué par les entreprises titulaires du marché à bons de commande « modules préfabriqués », signé avec la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la pose de modules préfabriqués dans les écoles Rabelais et Olympe-de-Gouges ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire, pour chacune de ces écoles, auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2015, section investissement, fonction 90212, nature 21312 ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui veut des explications complémentaires ? M. DE SAINT-JOUAN, si vous restez dans le sujet, je vous donne la parole avec plaisir.

C. de SAINT-JOUAN : M. le Maire, je vous ai demandé la parole avant l'affaire 1 et vous n'en avez pas tenu compte. Je vous la demande maintenant. J'attendais le moment propice. Je reprends mon propos si vous le voulez bien.

M. le Maire : Est-ce que c'est sur l'affaire, M. de SAINT-JOUAN ?

C. de SAINT-JOUAN : Je m'exprime sur ce qui m'intéresse et ce qui intéresse les Montpelliérains.

M. le Maire : Exprimez-vous donc.

C. de SAINT-JOUAN : Je souhaite revenir sur le sujet qui nous concerne.

M. le Maire : Allez-y, vous avez la parole.

C. de SAINT-JOUAN : Je vous remercie d'avoir attendu. En vérité, je n'ai pas refusé une délégation. Je vous ai dit non en tant qu'élus car la force d'une liste citoyenne, c'est d'utiliser au profit des Montpelliérains le meilleur qui existe en chacun d'entre nous. Aujourd'hui, je ne sais plus si nous sommes dans une liste citoyenne qui a un représentant ou si un leader se sert d'une liste citoyenne pour asseoir son autorité et son pouvoir.

[Protestations dans la salle]

M. le Maire : Allez-y, laissez-le terminer. Je ferai son historique après.

C. de SAINT-JOUAN : Je vous ai dit non en pensant aux employés municipaux qui, je le pense, sont soumis à un management d'un autre temps fondé sur la peur. Je vous ai dit non également en pensant à toutes les associations. M. le Maire, lorsque je vais chez le dentiste, je ne lui demande pas s'il est de gauche ou de droite, je lui demande de me soigner. Lorsque je rencontre une association au titre d'une délégation, je ne demande pas pour qui ses représentants ont voté lors des dernières élections mais si le soutien que nous lui apportons va réellement bénéficier aux Montpelliérains. C'est cela faire de la politique autrement. C'est pour cela que les Montpelliérains nous ont élus.

M. le Maire : Merci pour votre intervention M. de SAINT-JOUAN. Il s'agit de votre avis, je le respecte. Sachez qu'il existe un principe dans les assemblées : quand on veut s'opposer, on est dans l'opposition et quand on veut travailler avec la majorité, on est dans la majorité. C'est tout simple. Mon but était de vous proposer une délégation. Je vous ai appelé pour vous le dire. Je vous ai proposé trois délégations et vous m'avez dit de faire comme bon me semblait. Je vous ai proposé les restaurants scolaires. Cela a été ma première délégation à la Ville. Il s'agit d'une belle délégation. On est présent dans toutes les écoles. On rencontre les parents d'élèves. On se met au courant du fonctionnement de la Ville. Quand on est dans la société civile, on est parfois un peu écarté des préoccupations des quartiers alors que quand on va à l'école, il s'agit d'une façon de retourner à l'école, de se retrouver de façon un peu plus modeste sur les bancs de l'école, auprès des élèves, des enseignants, des personnels et revenir un peu au pays réel. C'est pour cela que je vous ai proposé cette très belle délégation. Il n'y a pas de délégation méprisante en politique. La politique est un art.

C. DE SAINT-JOUAN : Vous m'avez proposé de me donner une délégation, je vous ai dit « Faites comme bon vous semble. »

M. le Maire : Ce n'est pas ce que vous m'avez écrit. J'ai les textos à la disposition de tout le monde. J'accepte que l'on puisse changer d'avis.

Qui demande la parole sur l'affaire 29 ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

30. Ecole élémentaire Jules-Verne - Protocole d'accord suite à des dégâts des eaux provenant des menuiseries extérieures de la façade

Dans le cadre du marché de travaux n° 5D741101 relatif à la construction de l'école élémentaire Jules-Verne, le lot n° 5 « menuiseries extérieures » d'un montant de 117 545 € HT a été attribué à la SAS J'ALUMINE suivant l'acte d'engagement du 17 mars 2005.

Afin de prendre en considération des prestations supplémentaires, ce marché a été complété par deux avenants en date des 24 mars 2006 et 19 avril 2007. Il a également fait l'objet d'un ordre de service en date du 30 août 2006 prolongeant le délai d'exécution de douze semaines.

Le 13 septembre 2006, la réception partielle des travaux a été prononcée en présence de la SAS J'ALUMINE, avec de nombreuses réserves portant sur des non-conformités contractuelles, non-conformités aux DTU et de survenance de sinistres par infiltrations d'eau.

Afin que lesdites réserves puissent être levées, un délai supplémentaire a été accordé à la SAS J'ALUMINE pour effectuer les travaux de reprise avant le mois de février 2007. Cependant, les travaux n'ont pas été effectués dans les délais.

La Ville a donc convoqué la SAS J'ALUMINE pour une réception définitive des travaux le 19 janvier 2007, qui n'a pu avoir lieu en raison de l'absence de l'entreprise.

Le 20 mars 2007, la Ville a mis en demeure la SAS J'ALUMINE d'effectuer les travaux de reprise sous quinze jours, sans succès.

Le 27 juin 2007, la réception définitive des travaux a donc été prononcée avec réserves, l'absence de la SAS J'ALUMINE ayant encore une fois été constatée.

Outre les réserves émises et non levées, de nouveaux désordres sont apparus postérieurement à la réception. Malgré plusieurs mises en demeure, la SAS J'ALUMINE n'a pas procédé aux travaux de réparation demandés par la Ville.

Le 6 avril 2009, un procès-verbal d'huissier a constaté que les travaux de mise en conformité sur les menuiseries extérieures n'avaient pas été entamés.

Afin de déterminer la cause, l'étendue et l'origine des dommages relatifs aux travaux, la Ville a saisi le tribunal administratif d'un référé-expertise par requête en date du 25 février 2010.

Par ordonnance en date du 2 avril 2010 M. MARCORELLES, expert judiciaire, a été nommé par le tribunal administratif.

Aux termes de son rapport d'expertise du 30 mars 2012, il ressort que les travaux effectués par la SAS J'ALUMINE présentent des non conformités au CCTP, des manquements aux règles de l'art et que de nombreuses infiltrations dans les classes les rendent partiellement impropres à leur destination.

L'expert a proposé la réalisation de travaux nécessaires à la réparation des désordres constatés. Ces travaux ont été effectués par la SAS J'ALUMINE.

Afin de mettre un terme au litige entre la Ville et la SAS J'ALUMINE, assurée par AXA France Iard, et de prévenir un recours en responsabilité, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel.

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au litige survenu entre les parties. La SAS J'ALUMINE s'engage à régler à la Ville une indemnité transactionnelle définitive d'un montant de 7 489.02 € correspondant aux frais d'expertise engagés dans le cadre du référé-expertise.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole d'accord transactionnel « COMMUNE DE MONTPELLIER– SAS J'ALLUMINE » joint en annexe.
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer le protocole d'accord et plus généralement tout document relatif cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

31. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous.

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles). Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014-2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 245 €.

Les associations concernées sont :

MPT SAND : BODYTALK 245 €.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 815 €.

Les associations concernées sont :

MPT SAND : LIBELLULE 220 €, ANIMA 220 €, IMAGINE 110 €

MPT VILLON : CESAM Migration Santé 55 €, Question pour un champion 110 €, ESSOR 55 €

MPT VOLTAIRE : TAMAZGHA 220 €, ACTE CHANSON 220 €

MPT LAGRANGE : AETE 220 €, Droit de mourir dans la dignité 110 €

MPT CHOPIN : Le Chœur à l'ouvrage 220 €

MPT MERCOURI : Compagnie Furies 55 €

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil municipal du 25 juillet 2011 ;
- d'autoriser M. le Maire, son représentant ou l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui veut des explications auprès de Gérard CASTRE, adjoint au Maire ? M. BOUMAAZ a une question.

D. BOUMAAZ : M. CASTRE a-t-il eu une demande de mise à disposition de salles gratuites du Collectif du 10 mai ? Je voudrais également rappeler à ce collectif qu'il ne faut pas confondre PS et PS. C'est tout.

M. le Maire : M. CASTRE, répondez à cette question, avez-vous eu une demande ?

G. CASTRE : Non.

M. le Maire : Il a répondu. Je mets aux voix l'affaire 31. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. Patrick VIGNAL sort de séance.

32. Convention d'objectifs entre la Ville de Montpellier et le Groupement de coopération sociale et médicosociale Maison des adolescents de l'Hérault (MDA 34)

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la Jeunesse, développe des actions en direction des jeunes de 12 à 29 ans autour d'un lieu d'accueil et d'information labellisé « Point Information Jeunesse », d'aides au financement de projets (bourses d'initiatives) ou individuels (BAFA, Permis B...), d'aides en faveur de l'accès aux loisirs et à la culture, d'un Conseil montpellierain de la jeunesse, etc. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite apporter une attention particulière aux adolescents par la signature d'une convention d'objectifs avec la Maison des adolescents de l'Hérault (MDA 34).

La Maison des adolescents, regroupant le CHRU de Montpellier, l'ADAGES et l'association Montpellier Adolescents, est un dispositif de prévention en direction des adolescents (jeunes de 11 à 21 ans) et répond à une mission de santé globale (au sens de l'Organisation mondiale de la santé – OMS), dans toutes ses dimensions, physique, psychique et relationnelle.

Située rue de la République à Montpellier, elle est animée par une équipe qui regroupe des médecins généralistes et spécialistes, des psychologues, des infirmiers, des assistants sociaux, des juristes, des éducateurs, des médiateurs familiaux et des animateurs culturels. En 2014, elle a accueilli 853 jeunes.

La Maison des adolescents développe ses actions autour de quatre grands axes :

- Accueil, écoute, information, orientation ;

- Evaluation des situations ;
- Prise en charge médicale et psychologique ;
- Accompagnement culturel, éducatif, social et juridique.

A ce titre et considérant l'intérêt des actions de la Maison des adolescents qui s'inscrivent dans les axes de développement de la Ville en matière de jeunesse et de prévention santé, il est proposé, pour l'année 2015, d'attribuer au Groupement de coopération sociale et médicosociale Maison des adolescents de l'Hérault une subvention d'un montant de 30 000 € au titre du fonctionnement de la structure.

Cette subvention correspond à 3 % de son budget annuel. Les principaux financeurs sont l'ARS (agence régionale de la santé) à hauteur de 48 %, la DGOS (direction générale de l'offre de soins - Etat) à hauteur de 17 %, 12 % de l'Adages, 11 % du Conseil départemental.

Tableau d'attribution :

Code	Associations	FM	Montant
CA5210 !	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	F	30 000 €
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>30 000 €</u>

Les crédits seront à prélever sur la ligne 1937 nature 6574, chapitre 924.

En lien avec cette subvention, pour la première fois en 2015, il est proposé de signer une convention d'objectifs entre la Ville de Montpellier et la Maison des adolescents afin de valoriser les actions communes en direction des adolescents de la Ville autour notamment de l'information jeunesse, de la prévention Santé ou de la participation des jeunes.

Cette convention d'objectifs prévoit aussi que la Ville de Montpellier et la Maison des adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent mutuellement à étudier des actions coordonnées à l'échelle du territoire de Montpellier et à se rencontrer régulièrement afin de développer des projets communs et/ou de communication en direction des adolescents.

Enfin, la Ville de Montpellier et la Maison des adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent à mettre à disposition gracieusement et réciproquement leurs locaux pour les actions menées conjointement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de fonctionnement au Groupement de coopération sociale et médicosociale Maison des adolescents de l'Hérault d'un montant de 30 000 € ;
- de prélever cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2015, sur les imputations citées ci-dessus ;
- d'approuver la convention d'objectifs annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

33. Expérimentation du service civique au sein des services municipaux de la Ville de Montpellier

Le service civique est un dispositif national créé par la loi du 10 mars 2010. Il a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant à des jeunes de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager au service des autres et de la collectivité.

Il s'agit d'un engagement volontaire d'une durée de 6 à 12 mois, pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires :

- Culture et loisirs ;
- Développement international et action humanitaire ;
- Education pour tous ;
- Environnement ;
- Intervention d'urgence en cas de crise ;
- Mémoire et citoyenneté ;
- Santé ;
- Solidarité ;
- Sports.

L'objectif de l'engagement de service civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Le service civique donne lieu à une indemnisation versée directement par l'Etat au volontaire, d'un montant de 467,34 € mensuel, ainsi qu'à une prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

La Ville de Montpellier, en tant que structure d'accueil, versera en complément une indemnité mensuelle de 106 €, par jeune. Le budget correspondant sera prélevé sur le budget 2015 du service « jeunesse ».

Dans ce cadre, il est proposé d'accueillir, à titre expérimental, 5 à 6 jeunes en service civique au sein de différentes directions et services de la Ville, sur des missions, en cours de détermination, à forte plus-value pour l'intérêt général.

Les jeunes seront sélectionnés suite à appel à candidature pour une durée de 6 mois à 12 mois, avec une durée hebdomadaire de travail fixée préalablement, allant de 24 à 35 heures selon les missions proposées.

Un tuteur sera désigné au sein de chaque service d'accueil afin de préparer et d'accompagner les volontaires dans la réalisation de leur missions.

Pour permettre l'accueil des volontaires en service civique, la Ville doit, au préalable, obtenir l'agrément de l'agence du service civique.

Une demande d'agrément devra donc être déposée auprès du préfet de région en vue du recrutement de volontaires au cours du deuxième semestre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de mettre en place le dispositif de service civique au sein des services de la Ville de Montpellier et de prélever les dépenses correspondantes sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le dépôt de la demande d'agrément auprès des services de la Préfecture ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

34. Intervention stagiaires en formation BPJEPSAPT Renouvellement Convention de partenariat Ville de Montpellier – CREPS Montpellier

La Ville de Montpellier a toujours affirmé un engagement fort envers la valorisation et la promotion de la formation dans le cadre des activités sportives.

Le Centre de ressources d'expertise et de performance sportives (CREPS) de Montpellier organise des formations au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS), Activités pour tous et randonnées, dans le cadre d'un cursus théorique et de mise en situation.

A ce titre, et afin de développer les compétences professionnelles des stagiaires, la Ville de Montpellier est sollicitée dans le cadre d'un partenariat. Les stagiaires sont mis en situation pédagogique d'animation pendant les séances organisées par les éducateurs de la Ville, lors des animations sportives proposées hors vacances scolaires auprès des enfants, adolescents et du troisième âge, dans les temps suivants :

- Enfants (scolaire) : 16h-19h sur les temps quartiers ou TAP et le jeudi de 13h30 à 15h30 ;
- Adolescents (extra scolaires) : le mercredi de 14h00 à 17h00 ;
- Troisième âge : le mardi matin et/ou le vendredi matin.

Le programme de l'ensemble des séances dans le secteur scolaire est défini par les éducateurs de la Ville et par l'Education nationale. La classe, divisée en deux groupes, est encadrée d'une part par le professeur des écoles et d'autre part par les éducateurs de la Ville et les stagiaires du CREPS. Les séances en secteur extrascolaire et âge d'or sont encadrées par les éducateurs de la Ville et les stagiaires du CREPS.

Les stagiaires du CREPS de Montpellier sont, sur l'ensemble des secteurs, encadrés par des formateurs du BPJEPS Activités pour tous et randonnées.

En contrepartie, les éducateurs de la Ville de Montpellier pourront avoir accès, à hauteur de 4 à 8 demi-journées jours par APS, aux différents cycles d'activités physiques et sportives proposés aux stagiaires du CREPS pendant leur formation.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de la convention fixant les modalités d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT et Randonnées ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

35. « Montpellier Beach Masters »

Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2015 du Montpellier Beach Masters à Odysseum

Attribution d'une subvention - Exercice 2015

Dans le cadre de sa politique sportive et de son programme annuel d'évènements sportifs, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Pour la 11^{ème} édition du « Montpellier Beach Masters, et la deuxième année consécutive Place des Grands Hommes au cœur d'Odysseum, la manifestation se tiendra du 6 au 28 juin 2015, autour de deux terrains de beach volley créés temporairement à cette occasion.

En complémentarité et considérant l'intérêt et le succès auprès des montpelliérains de cet évènement, la Ville de Montpellier souhaite valoriser l'implantation des deux terrains de sable, pour proposer aux montpelliérains, avant et après le Montpellier Beach Masters, soit du 23 mai au 5 juin 2015 et du 29 juin au 12 juillet 2015, des animations tournées vers les jeux sur sable, tels que le beach tennis, le tambourin et le beach soccer. Des associations, centres de loisirs, écoles pourront ainsi profiter de cet espace pour appréhender de nouvelles pratiques sportives.

Concernant plus spécifiquement l'évènement « Montpellier Beach Masters », la Ville de Montpellier a souhaité soutenir cette manifestation et doit engager pour le compte du Montpellier Beach volley, la prise en charge des prestations suivantes :

- Fourniture et pose d'un géotextile en fond de forme ;
- Pose et dépose du sable de silice semi-roulé ;
- Fourniture et mise en place de bastaing en périphérie des deux terrains ;
- Pose et dépose de filet de 4 m de hauteur avec embase et lesté.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme de 33 000 € prélevée sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier et correspondent à une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En complémentarité, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs du matériel technique municipal qui constitue aussi une subvention en nature, dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2014 applicable au matériel mis à disposition d'associations dont les manifestations présentent un intérêt local :

- 30 barrières : 30 x 3,90 x 23 jours = 2 691,00 €,
- 25 tables : 25 x 2,09 x 23 jours = 1 201,75 €,
- 50 chaises : 50 x 0,16 x 23 jours = 184,00 €,
- 3 tentes, soit 30 m² : 30 x 3,90 x 14 jours = 1 638,00 €
- 1 tribune 200 places à 0,80 € l'unité : 200 x 0,80 x 7 jours : 1 120,00 €.

Soit un total général de **6 834,75 €**.

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association Montpellier Beach volley d'un montant de 6 000 € :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
0702	Montpellier Beach volley	Projet	Beach Masters 2015	6 000 €
TOTAL				6 000 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'acter les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables au montant total de 39 834,75 € (33 000 € + 6 834,75 €) pour la manifestation Montpellier Beach Masters ;
- de dire que les montants ainsi valorisés sont inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'attribuer une subvention de 6 000 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention annexée à la présente ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui souhaite des explications auprès de Fabien ABERT ? Je salue, avec Fabien ABERT, l'exploit de nos rugbywomen, championnes de France, de nos basketteuses (BLMA) vainqueurs de la Coupe de France et en espérant que l'équipe de waterpolo qui jouera la demi-finale du championnat de France samedi soir ainsi que l'équipe de handball qui joue ce soir contre Paris pourront également être championnes de France. Elles peuvent l'être encore l'une et l'autre, ce qui nous ferait quatre titres de champions de France cette année. Ce serait magnifique. Fabien ABERT.

F. ABERT : M. le Maire, chers collègues, je précise que cette année, la période du Beach Master va être élargie du 6 au 28 juin. Pour faire mieux avec moins, nous avons également agrandi la période d'autres disciplines qui interviendront sur le site sans que cela n'augmente le coût pour la Ville. Du 23 mai au 12 juillet, d'autres activités sur le sable vont se tenir, notamment du beach tennis avec la Ligue contre l'obésité au mois de mai.

M. le Maire : Est-ce que les explications de Fabien ABERT vous comblent de joie ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Lorraine ACQUIER, M. Henri MAILLET (avec la procuration de Mme Anne-Louise KNAPNOUGEL) entrent en séance.

36. Festival international des sports extrêmes (FISE) du 13 mai 2015 au 17 mai 2015 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges-Frêche Attribution d'une subvention – Exercice 2015

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

A ce titre, l'association FISE sollicite l'utilisation des berges du Lez, du Lez et de la place Georges-Frêche pour l'organisation de la 19^{ème} édition du « Festival international des sports extrêmes Montpellier 2015 » du 13 mai au 17 mai 2015.

Cet évènement est un des plus grands rassemblements de glisse au niveau mondial qui s'inscrit dans le cadre d'une tournée mondiale passant par Andorre, la Malaisie et la Chine.

Le plateau sportif sera cette année, exceptionnel avec la présence des meilleurs « riders » mondiaux. Il devrait rassembler cette année plus de 450 000 visiteurs sur les 5 jours.

Plus de 25 compétitions différentes sont organisées autour du skateboard, du roller, du BMX, du Mountainbike, du slackline, de la trottinette ou du wakeboard.

Les particularités du FISE de Montpellier sont la gratuité dans un format de compétitions inédites et l'ouverture aux amateurs.

Pour cette 19^{ème} édition, afin de minimiser les nuisances liées à un événement de cette ampleur, des « zones de son » seront reconduites, permettant la régulation du niveau sonore dans la journée en fonction des événements programmés. Un arrêté de sonorisation spécifique sera pris par la Ville et servira de base pour des contrôles réguliers par une société acoustique. De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE sont fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8h à 21h.

De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21h et les nocturnes se dérouleront le 13 mai devant l'Hôtel de Région, le 14 mai (soirée wakeboard) et le 15 mai 2015 (soirée « rampe spine ») sur la place Georges-Frêche jusqu'à 23h30 et le 16 mai 2015 à la Park and Suites Aréna pour la soirée Free Style Moto Cross.

Les organisateurs s'engagent aussi à évacuer totalement les lieux le 22 mai 2015 afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 26 mai 2015, après un état des lieux commun en présence de représentants des riverains.

En premier lieu, cette manifestation nécessite donc la signature entre la Ville de Montpellier et l'association FISE d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération. Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2014 fixant les tarifs 2015 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- pour le montage et le démontage de la manifestation : $50\,000\text{ m}^2 \times 20\text{ jours} \times 0.0\text{ €/m}^2 = 0\text{ €}$ (application du tarif relatif au montage et démontage des cirques).
- pour la manifestation du 13 au 17 mai : $50\,000\text{ m}^2 \times 5\text{ jours} \times 2,10\text{ €/m}^2 = 525\,000\text{ €}$ (tarif applicable aux diverses animations commerciales).

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève donc à 525 000 €.

En complémentarité, la Ville de Montpellier engage, pour le compte de la manifestation, la prise en charge de prestations qui constituent des subventions en nature valorisables, pour un montant total de 120 000 €, selon les modalités suivantes :

- nettoyage du site : mise à disposition de personnel, de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Diverses dépenses supplémentaires seront aussi engagées par la Ville de Montpellier, valorisables elles aussi en tant que subventions en nature, selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition de divers matériels (tables, chaises, barrières, tribune, etc.), pour un montant de 64 382 € ;
- des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication pour un montant de 80 000 € ;
- la sécurité des lieux par la Police municipale, pour un montant de 63 186 € ;

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association FISE d'un montant de 70 000 € :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3176	Association FISE	Projet	FISE Montpellier du 13 au 17 mai 2015	70 000 €

TOTAL				70 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2015 du FISE sur les berges du Lez et la place Georges-Frêche ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et l'établissement d'une redevance par le service des affaires commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 852 568 € (525 000 € + 120 000 € + 64 382 € + 80 000 € + 63 186 €) ;
- d'approuver la convention d'utilisation du domaine public liée à cette manifestation, annexée à la présente délibération ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'attribuer une subvention de 70 000 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924 et d'approuver la convention spécifique d'attribution annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

F. ABERT : Dans le cadre du développement du sport sur Montpellier et sur notre Métropole, il est demandé au Conseil d'approuver à travers cette délibération une mise à disposition de l'espace public et une subvention à l'association pour la réalisation de l'évènement. Un développement à l'international est en train de se réaliser de manière assez importante pour le FISE. Nous avons pu notamment inaugurer la première édition en Chine qui était un vif succès et qui se retrouve même dans le livre des 50 ans des relations franco-chinoises comme nous avons pu le voir ce matin en conférence de presse. Il existe vraiment un emballement médiatique. Les retombées économiques sont également très importantes pour le territoire. Le sport, c'est une discipline, des performances mais également une économie.

M. le Maire : Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

M. Patrick VIGNAL entre en séance.

37. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations

Approbation de l'Appel à Projets pour l'année 2016

Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation, de la santé et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un partenariat avec les associations sportives du territoire, propose des activités en faveur du Sport pour tous, permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer une activité variée, de qualité et près de chez lui.

En 2015, ce dispositif a concerné 84 associations réparties sur 51 activités différentes. Dans ce cadre, plus de 1 500 enfants bénéficient d'activités sportives lors des vacances scolaires de février, Pâques et Toussaint. Des activités familles et samedis sportifs au parc Montcalm ou encore des stages estivaux complètent le dispositif.

Pour l'exercice 2016, il est proposé le lancement d'un appel à projets spécifique relatif à ce dispositif. Celui-ci sera ouvert aux associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local.

Celles-ci pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général défini autour d'animations sportives pendant les vacances scolaires, d'activités de découverte sans objectif de performance, de promotion de la mixité des publics ciblés et de diversité des activités proposées.

Dans ce cadre, les associations pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu. Les activités resteront gratuites et seront réservées aux Montpelliérains titulaires de la carte Montpellier Sports.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'appel à projets relatif au partenariat sportif pour l'année 2016 annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

38. Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 18 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 53 800 € au titre de l'exercice 2015.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
-----------------------------	-----------------------------	---------------	----------------

	Arts plastiques		
1795	LIVING ROOM ESPACE DE CREATION CONTEMPORAINE	Fonctionnement	2 500
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	Projet	7 000
	Arts Visuels et Médias		
1748	LES RENCONTRES DU COURT	Projet	2 500
	Patrimoine		
1969	INSTITUT PROTESTANT DE THEOLOGIE	Fonctionnement	1 800
2119	CENTRE LACORDAIRE	Fonctionnement	13 500
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Projet	2 700
2988	DON QUIJOTE CENTRE CULTUREL HISPANIQUE	Fonctionnement	500
3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	Fonctionnement	900
616	SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DE MONTPELLIER – MUSEE LANGUEDOCIEN	Fonctionnement	2 700
2969	UNIVERSITE DE FIGUEROLLES	Fonctionnement	500
3339	ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE LANGUEDOCIEN	Fonctionnement	1 250
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Projet	10 000
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	900
4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	Fonctionnement	900
6166	CONNAISSANCES ET PATRIMOINE EDITIONS	Projet	1 500
	TOURISME ET LOISIRS	Projet	500
4813	LA POESIÄ	Fonctionnement	3 150
	Pluridisciplines		
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Projet	1 000
	TOTAL		53 800

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 53 800 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

39. Culture et Patrimoine

Exercice 2015

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Centre communautaire et culturel juif (CCCJ)

L'association Centre communautaire culturel juif (CCCJ) créée en 1959 agit pour la diffusion de la culture juive sous toutes ses formes à Montpellier et dans la région. Elle assure notamment des cours et ateliers d'hébreu biblique et moderne, de danses orientales, de chant en hébreu (chorale), d'échecs, de piano et de krav maga et propose aussi à ses 1 500 adhérents un ciné-club mensuel, des repas à thème les vendredis soir et les mercredi midis, et met à leur disposition une bibliothèque de plus de 2 500 titres. Elle organise régulièrement des conférences historiques et des soirées littéraires avec les libraires de la Ville à thématique juive ou israélienne et de façon ponctuelle, expositions et séminaires.

Le budget prévisionnel 2015 de la structure s'élève à : 250 650 €. Outre ses fonds propres, il est équilibré par 160 500 € de demandes de subventions formulées auprès du Conseil régional Languedoc-Roussillon, auprès du Conseil départemental de l'Hérault, du FSJU et de la Fondation du Judaïsme. Pour soutenir la diffusion de la culture juive à Montpellier, ville qui a abrité à l'époque médiévale une communauté juive de savants (exégètes, philosophes et médecins), il est proposé d'attribuer à l'association Centre communautaire culturel juif (CCCJ) 36 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Centre communautaire et culturel juif : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2015.

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2015		CR 2013	BP 2015
Achats	39 351	99 650	Produits d'exploitation	40 756	64 650
Services extérieurs	2 772	14 000	Autres produits	15 534	500
Autres services externes	7 607	19 100	Cotisations		15 000
			Subventions	81 000	160 500
			<i>Région Languedoc Roussillon</i>	25 000	60 000
			<i>Conseil Départemental de l'Hérault</i>	1 500	15 000
Salaires et charges	67 122	85 000	<i>FSJU</i>	14 500	25 500
Impôts	6 208	6 900	<i>Ville de Montpellier (F+P)</i>	40 000	60 000
Dotation amortissement	14 111	16 000			
Contributions volontaires en nature		10 000	Contributions volontaires en nature		10 000
Total	137 171	250 650	Total	137 921	250 650
			Excédent	750	

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
783	Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ)	F	36 000 €
	Total		36 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 36 000 € ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

40. Culture et Patrimoine

Exercice 2015

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Culturelle des Berbères de Kabylie

L'association culturelle des Berbères de Kabylie créée en 1995 s'efforce de promouvoir le patrimoine culturel kabyle (berbère) sous toutes ses formes (langue, musique, artisanat) en organisant notamment des semaines culturelles berbères. Le budget prévisionnel 2015 de la structure s'élève à 49 350 €. Outre ses fonds propres, il est équilibré par 32 500 € de demandes de subventions formulées auprès du Conseil régional Languedoc-Roussillon, du Conseil départemental de l'Hérault, de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier.

Pour soutenir la diffusion de la culture kabyle, il est proposé d'attribuer à l'association culturelle des Berbères de Kabylie (ACBK) 4 500 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association culturelle des Berbères de Kabylie : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2015.

Charges			Produits		
	CR 2013/ 2014	BP 2015		CR 2013/ 2014	BP 2015
Achats	9 196	7 500	Produits d'exploitation	10 295	8 513
			Cotisations	1 215	1 000
			Billetterie		
			Autres produits		7 337
Services extérieurs	1 356	23 850	Subventions	8 600	32 500
Autres Services externes	8 085	16 250	Région		3 000
Salaires et charges			Ville de Montpellier (F+P)	8 000	25 000
			Montpellier Méditerranée Métropole		3 000

Autres manifestations	3 474	1 750	<i>Conseil Départemental</i>	600	1 500
Total	22 110	49 350		20 110	49 350
			Déficit	2 000	

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.)	F	4 500 €
	Total		4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 4 500 € ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

41. 30^{ème} Comédie du Livre

Partenariat avec le Rectorat de Montpellier et l'association Cœur de livres

Les publics scolaires en sont devenus en quelques années une des priorités de la Comédie du livre : chaque année, celle-ci se donne pour objectif de faciliter la rencontre entre élèves et écrivains, de permettre l'émergence de projets culturels et artistiques proposés par les établissements et classes de l'Académie de Montpellier, d'accompagner les projets portés dans ce cadre par la Délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle du Rectorat, au premier rang desquels l'opération « L'Académie du livre ».

La Ville de Montpellier, le Rectorat de l'Académie de Montpellier et l'association Cœur de livres poursuivent plusieurs objectifs communs :

- développer une politique volontariste commune d'éducation culturelle et artistique auprès des publics scolaires, dans le domaine de la littérature, de la lecture, de l'écriture et de l'édition ;
- favoriser les rencontres entre jeunes publics et écrivains, traducteurs, éditeurs, libraires ;
- impliquer l'ensemble de la communauté scolaire, de la maternelle à l'université, dans un parcours culturel et artistique lié à la littérature, à l'occasion de la manifestation la Comédie du livre.

La Ville de Montpellier, le Rectorat de l'Académie de Montpellier et l'association Cœur de livres ont ainsi souhaité renouveler pour trois années supplémentaires le partenariat relatif à la participation du public scolaire à la manifestation Comédie du livre selon les modalités proposées dans la convention placée en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, le Rectorat de l'Académie de Montpellier et l'association Cœur de Livres dans le cadre de la Comédie du livre ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42. 30^{ème} Comédie du livre Contrat de partenariat avec ARTE

La Ville de Montpellier organise du 29 au 31 mai 2015 la trentième édition de la Comédie du livre. Il est apparu souhaitable de promouvoir cette manifestation au niveau national voire international, par le biais d'un partenariat avec la chaîne de télévision franco-allemande ARTE.

Dans le cadre de ce partenariat, Arte s'engage à promouvoir la manifestation par le biais du programme intitulé « Les coups de cœur d'Arte », soit 15 passages de 30 secondes dans la semaine du 19 au 25 mai, ainsi que sur le site Internet de la chaîne.

En contrepartie, la Ville s'engage à mentionner la participation d'Arte sur tous ses supports de communication, à fournir cinq exemplaire de chaque document de communication et à n'avoir d'autre partenaire TV qu'Arte dans le cadre de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et ARTE jointe en annexe ;
- d'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43. 30^{ème} Comédie du livre Partenariat avec la SNCF

La 30^{ème} édition de la Comédie du livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et la SNCF ont souhaité s'associer pour une valorisation réciproque.

La SNCF souhaite dans le cadre de ce partenariat valoriser les transports collectifs régionaux et inciter les habitants du Languedoc-Roussillon à les utiliser pour se rendre sur les lieux des manifestations culturelles, dont la Comédie du livre.

La Ville de Montpellier souhaite valoriser les actions culturelles qu'elle mène et promouvoir la manifestation Comédie du livre auprès du public le plus large notamment à l'échelon régional.

La SNCF s'engage ainsi à promouvoir la Comédie de livre par l'apposition d'affiches dans les gares régionales, à bord des TER, sur le site internet languedoc-roussillon.ter.sncf.com. La Ville de Montpellier s'engage, par l'édition d'affiches spécifiques, à inciter le public de la manifestation à s'y rendre en train et à rendre visible le partenariat avec la SNCF sur les supports de communication de la manifestation selon les modalités définies entre les partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et la SNCF pour TER Languedoc-Roussillon, dans le cadre de la Comédie du livre ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

44. 30^{ème} Comédie du livre Partenariat avec l'ENSAM

La 30^{ème} édition de la Comédie du livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et l'ENSAM ont souhaité s'associer pour réaliser une exposition rétrospective des éditions passées.

L'ENSAM (Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier) est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication. L'ENSAM de Montpellier compte parmi les 20 écoles d'architecture de France. L'école dispense des formations diplômantes offrant des passerelles vers d'autres établissements de l'Union européenne. L'ENSAM diversifie de plus en plus son offre de formation pour accompagner les différents modes d'exercice de l'architecture.

A ce titre, les étudiants et enseignants de cette école sont des interlocuteurs compétents et précieux pour réaliser des projets scénographiques et muséographiques. La manifestation Comédie du Livre incarne pour eux l'opportunité de prendre part à un événement d'envergure, inscrit dans une zone géographique proche et rassemblant des acteurs du monde culturel régional et national.

L'ENSAM souhaite proposer à ses étudiants de profiter de l'événement pour prendre part à la conception d'une exposition par la réalisation de supports et l'accrochage des contenus. Il s'agit pour l'ENSAM de l'opportunité de valoriser le travail réalisé par ses étudiants et la qualité de ses formations et de se faire connaître auprès des publics de la manifestation « Comédie du livre ».

Pour la Ville de Montpellier, ce partenariat permettra également de valoriser et soutenir les actions menées par les écoles du territoire montpellierain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ENSAM dans le cadre de la Comédie du livre ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

45. 30^{ème} Comédie du livre Partenariat avec Air France

La 30^{ème} édition de la Comédie du livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et Air France ont souhaité collaborer à l'occasion de cette édition.

Dans le cadre de l'invitation des littératures ibériques, Air France contribue à la venue de plusieurs écrivains en provenance d'Espagne et du Portugal par le biais d'une contribution financière permettant le règlement de titres de transports à hauteur de 3 000 € HT.

En contrepartie, la Ville de Montpellier insère dans le programme général de la Comédie du livre une page publicitaire d'Air France ainsi que le logo sur les supports de communication de la manifestation (programme, affiche, site web).

Ce partenariat, objet de la convention jointe en annexe, offre une contribution notable à la prise en charge de la venue des écrivains et donc à la mise en œuvre de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe et les termes du partenariat entre la Ville de Montpellier et Air France dans le cadre de la Comédie du livre, tels que définis dans la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Rabii YOUSSEF sort de séance.

46. 30^{ème} Comédie du livre Partenariat avec le Syndicat des Vignerons du Pic Saint-Loup

La 30^{ème} édition de la Comédie du livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup ont souhaité s'associer pour l'accueil des écrivains et l'organisation de la manifestation.

Le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup proposera ainsi l'accueil des participants et organisateurs de la Comédie du livre dans le Domaine de Bruguière pour une soirée inaugurale qui aura lieu jeudi 28 mai 2015. Le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup assurera l'animation musicale de cette soirée.

En outre, le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup mettra à disposition gratuite de l'organisation le vin nécessaire au service des repas des invités et de l'organisation de la manifestation, repas servis dans les jardins de la Maison des relations internationales.

Il s'agit ainsi pour le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup de valoriser la production vinicole de ses membres et l'un des terroirs dont elle est issue.

Pour la Ville de Montpellier, ce partenariat offre une contribution précieuse à la mise en œuvre de la manifestation tout en valorisant auprès des écrivains et invités de la manifestation la richesse de son territoire et en offrant un accueil hautement qualitatif.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup dans le cadre de la Comédie du Livre ;
- de dire que les dépenses afférentes à cette convention de partenariat seront prélevées, pour un montant maximum de 6 900 € TTC, sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier, chapitre 920 ;
- d'autoriser M. Le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

F. JAMET : Je n'ai rien contre les livres et encore moins contre les vignerons du Pic Saint-Loup. On nous parle d'une mise à disposition gratuite. Concernant l'organisation, les vignerons viennent avec le vin. Je ne comprends pas pourquoi nous versons pour cette convention de partenariat 6 900 €. Que payons-nous alors si les vignerons nous offrent le vin ?

B. TRAVIER : M. le Maire, mes chers collègues, il n'échappera à personne que j'ai eu extrêmement peu de temps pour absorber un certain nombre de dossiers, ma désignation en tant que qualité d'adjoint à la culture remontant à mercredi dernier.

F. JAMET : *[Intervention hors micro]*

B. TRAVIER : Je ne bois pas d'alcool madame.

M. le Maire : Chacun fait comme il veut. Vous n'allez pas obliger tout le monde à boire de l'alcool.

B. TRAVIER : Chacun fait comme il veut. Cela concerne ma santé mentale, c'est tout.

M. le Maire : Il s'agit d'un partenariat avec les vignerons du Pic Saint-Loup comme nous le faisons depuis plusieurs années. La soirée d'ouverture aura lieu dans une cave viticole privée à Saint-Mathieu-de-Trévières.

B. TRAVIER : M. le Maire, outre le vin, il y a les lieux, le personnel, l'entretien, etc. La subvention est donc justifiée.

F. JAMET : *[Intervention hors micro]*

B. TRAVIER : Il s'agit d'un contrat, d'une convention qui est passée et qui est renouvelée.

F. JAMET : *[Intervention hors micro]*

M. le Maire : Ne jouons pas sur les mots.

B. TRAVIER : Ils fournissent le repas, semble-t-il.

M. le Maire : Avançons. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

47. 30^{ème} Comédie du livre

Partenariat entre la Ville et l'Université Paul-Valéry

La 30^{ème} édition de la Comédie du livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et l'université Paul-Valéry ont souhaité s'associer pour permettre aux étudiants de l'université des lettres de Montpellier de participer activement à cette manifestation.

L'université Paul-Valéry Montpellier dispense plusieurs formations entrant en écho avec les problématiques des manifestations littéraires en général et de la 30^{ème} Comédie du livre, consacrée aux littératures ibériques, en particulier :

- la licence mention « Sciences du langage », parcours « Communication, médiations numériques et nouveaux médias » dispense une formation de médiation culturelle et événementielle ;
- le Master Pro « métiers du livre et de l'édition » forme des techniciens dans le domaine de l'édition, de la librairie et du droit du livre ;
- le département d'études ibériques et ibéro-américaines offre une formation en langue, histoire et culture hispanique ;
- le département d'études lusophones offre une formation en langue, histoire et culture ibérique.

A ce titre, les étudiants et enseignants de ces diverses formations sont des interlocuteurs compétents et précieux pour mener des actions de médiation dans le cadre d'une manifestation littéraire comme la Comédie du livre.

Ces formations proposent plusieurs actions dans le cadre de la 30^{ème} édition de la Comédie du livre, listées ci-dessous ainsi que dans la proposition de convention de partenariat ci-joint :

Projet « médiation culturelle » : présentation et préparation des publics à la manifestation Comédie du livre 2015, conception et organisation d'un atelier participatif en écho avec le plateau des littératures invitées, réalisé par la licence « Sciences du langage ».

La Ville de Montpellier et l'équipe technique de la Comédie du livre apporteront un soutien logistique pour la restitution de cet atelier durant la manifestation.

Projet « reportages culturels » : édition d'un livret compte rendu de rencontres et interviews avec les écrivains invités de la 30^{ème} édition de la Comédie du livre distribué par les étudiants en amont de l'événement pour sensibiliser les publics.

Conçu, rédigé, réalisé et coordonné par le Master Pro « Métiers du livre et de l'édition » de l'université Paul-Valéry Montpellier, en partenariat avec le département d'études ibériques et ibéro-américaines (traduction des contenus), le département d'études lusophones (traduction des contenus), l'Ecole supérieure des beaux-arts de Montpellier (illustration du livret), Radio Campus Montpellier. La Ville de Montpellier apportera un soutien financier pour l'impression du livret et recevra 10 % des exemplaires imprimés.

Projet « album souvenir de la 30^{ème} édition » de la Comédie du Livre : édition d'un album de photographies, carnet de notes, comptes rendus des conférences et rencontres littéraires, enquêtes et témoignages et moments forts, par les étudiants de l'université Paul-Valéry Montpellier – novembre 2015. Conçu, rédigé, réalisé et coordonné par le Master Pro « Métiers du livre et de l'édition » de l'université Paul-Valéry Montpellier, en partenariat avec le département d'études ibériques et ibéro-américaines (traduction des contenus), le département d'études lusophones (traduction des contenus). La Ville de Montpellier apportera un soutien financier pour l'impression de l'album et recevra 10 % des exemplaires imprimés.

Une convention de partenariat permettra d'officialiser le lien étroit qui unit depuis des années la manifestation et les étudiants de l'université Paul-Valéry. Elle permettra à la Ville de valoriser et soutenir les actions menées par les étudiants de l'UPVM. C'est également, pour l'université, l'occasion de valoriser le travail réalisé par ses étudiants et la qualité de ses formations.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de valider, dans le cadre de la Comédie du Livre, le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'université Paul-Valéry Montpellier, dont les étudiants s'engagent à valoriser la manifestation par le biais des projets précédemment cités ;
- de participer à la production de ces projets en prenant en charge une partie des frais d'impression pour un montant maximum de 3 000 €, payés sur facture directement aux prestataires ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**48. Approbation d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier
/ La Panacée et le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) de
Genève pour la production de l'exposition Scène de l'imaginaire automate
du 20 novembre 2015 au 28 février 2016**

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, propose une programmation artistique et culturelle autour des arts visuels, des nouvelles formes d'écriture et du numérique. La première saison « *Vous avez un message* » a été consacrée à la communication et à son évolution face aux mutations technologiques. En 2015, la corporalité sera le fil conducteur avec deux expositions interrogeant les rapports de l'homme et de la technologie, l'une autour de la voix et l'autre sur les automates.

La Panacée développe et renforce des partenariats nationaux et internationaux dans le domaine des arts visuels, des nouvelles formes d'écriture et du numérique. A ce titre, figure dans la programmation artistique et culturelle de la Ville pour l'année 2015, approuvée par délibération du Conseil municipal du 19 février 2015 (n° 2015/45), l'exposition *Scène de l'imaginaire automate*.

En effet, le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) de Genève a proposé, dans le cadre du festival célébrant ses 20 ans, une exposition à Lancy, Villa Bernasconi du 7 novembre 2014 au 4 janvier 2015 intitulée *MAGNUS, Scènes de l'imaginaire automate*, dont le commissariat était assuré par Paul BERNARD, conservateur au MAMCO.

La Panacée a souhaité accueillir et produire à son tour cette exposition, sur l'automatisation du corps et l'humanisation des robots, en partenariat avec le MAMCO de Genève, en l'adaptant aux dimensions de ses salles d'exposition et en ouvrant la sélection des œuvres à des artistes et partenaires du territoire. L'exposition sera également adaptée afin d'appréhender la figure de l'automate à partir de la pensée médicale de l'homme/machine au regard de l'histoire de la médecine à Montpellier.

Les fonctions de commissariat de cette exposition sont assurées par le MAMCO de Genève. La charge financière de cet événement est intégralement supportée par la Ville de Montpellier, sur le budget annuel de fonctionnement affecté à La Panacée (chapitre 92323).

En contrepartie de l'engagement du MAMCO à prendre en charge le commissariat de l'exposition, la Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge les défraiements du commissaire d'exposition mis à disposition par le MAMCO, dans la limite de 3 000 € pour les frais de transport et d'hébergement, et dans la limite de 1 000 € pour les frais de repas.

La convention de partenariat jointe en annexe, fixe les conditions d'organisation de l'exposition et les modalités du partenariat.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) de Genève pour la production de l'exposition *Scène de l'imaginaire automate* à La Panacée ;
- de prélever les sommes prévues par la convention de partenariat sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 923223, nature 6251, LC 25500 (frais de transport), nature 6257, LC 21378 (frais de repas et hébergement)
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

49. Convention de partenariat entre La Ville de Montpellier / La Panacée et Les Presses du réel pour l'accueil et l'organisation de La librairie itinérante dans le cadre de l'exposition Global Snapshot du 15 au 24 mai 2015

La Ville de Montpellier porte une politique culturelle ambitieuse en matière d'art contemporain qui participe au rayonnement et au développement du territoire. Ainsi, le centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, La Panacée, est un espace de production, d'expérimentation et d'exposition dédié à la culture contemporaine.

La Panacée s'étend sur une surface globale de plus de 2 000 m² avec des salles d'exposition, un centre de ressources, un auditorium, un studio de médiation, des ateliers de résidences artistiques, un café et un patio.

Ses principales missions sont les suivantes :

- encourager la création contemporaine dans les champs des arts visuels, des nouvelles écritures et du numérique ;
- créer un espace de pratiques artistiques, de rencontres et d'échanges ouvert à tous les publics, et d'expérimenter de nouvelles modalités de relation auprès de différents publics ;
- créer des ressources ; un fonds documentaire est complété au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet par des enregistrements, captations, films créant ainsi une mémoire du projet qui constitue un appui aux actions de médiation.

Dans le cadre de la programmation artistique et culturelle de l'année 2015, approuvée par délibération du Conseil municipal du 19 février 2015 (n° 2015/45, le centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier organise du 15 mai au 24 mai 2015 une exposition collective intitulée *GLOBAL SNAPSHOT* qui s'intéresse aux manières dont les nouveaux médias et les nouvelles technologies modifient ou ont modifié notre rapport à l'information.

Les Presses du réel sont une maison d'édition indépendante et une plateforme de diffusion/distribution, spécialisée en art contemporain et en théorie critique, qui regroupe un ensemble d'éditeurs et de revues, choisis en fonction d'affinités, de la complémentarité de leur catalogue et de partenariats éditoriaux.

La librairie itinérante des presses du réel est un projet de Jonathan CHAUEAU réalisé avec la maison d'édition / société de distribution Les Presses du réel. Art contemporain, philosophie, histoire de l'art, sciences sociales, livres d'artistes, revues, films, musique... les œuvres éditées ou diffusées par Les Presses du réel regardent toutes en direction des avant-gardes intellectuelles, artistiques, sociales et politiques du XIX^{ème} siècle à aujourd'hui.

Caravane intellectuelle, la librairie itinérante des Presses du réel a vocation à s'installer temporairement dans

des centres d'arts ou autres types de structures qui émettent le souhait de l'accueillir. Après un premier projet avec le CRAC à Sète et la Région Languedoc-Roussillon, la librairie itinérante s'installera à La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier et se poursuivra à la Biennale d'art contemporain de Lyon.

Dans le cadre de l'exposition collective *GLOBAL SNAPSHOT*, La Panacée invite la librairie itinérante des Presses du réel à investir le centre de ressources. *La librairie itinérante des Presses du réel à La Panacée* permettra aux visiteurs de *GLOBAL SNAPSHOT* de découvrir et consulter une sélection d'ouvrages édités et distribués par les Presses du réel en liens avec le thème de l'exposition *GLOBAL SNAPSHOT*.

Une sélection plus large d'ouvrages édités et distribués par Les Presses du réel sera également présentée en consultation mais aussi à la vente sur un espace qui sera distinct de celui des ouvrages consultables en lien avec *GLOBAL SNAPSHOT*. La librairie itinérante des Presses du Réel proposera également une sélection de livres numériques disponibles pour consultation sur les postes informatiques mis à disposition des visiteurs dans le Centre de Ressources.

La convention de partenariat jointe en annexe fixe ainsi les conditions d'accueil et d'organisation de la librairie itinérante des Presses du réel à La Panacée.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat, jointe en annexe, avec les Presses du réel pour l'accueil et l'organisation de la librairie itinérante des Presses du réel à La Panacée ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses afférentes sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier, chapitre 923, pour un montant maximum de 1 000 euros TTC : 500 euros TTC maximum pour l'acquisition de 20 ouvrages à minima édités et distribués par les Presses du réel afin d'enrichir la ressource pour les publics en lien aux projets et ainsi le fond du centre de ressources de La Panacée, et 500 euros pour les frais d'envoi des ouvrages nécessaire à la mise en place de *La Librairie itinérante des Presses du réel* ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

50. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la direction des relations internationales à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Fès du 20 au 23 mai 2015

Fès, ville jumelle de Montpellier depuis 2003, organise pour la troisième année consécutive la « Rencontre internationale des villes Jumelées et amies », sur le thème cette année de « Fès, destination touristique mondiale ».

M. Robert COTTE, Adjoint au Maire, représentera la Ville de Montpellier devant les 14 autres villes jumelles de Fès, dont la Ville de Tlemcen, qui seront présentes à cet événement.

La participation de Montpellier, au-delà du renforcement des liens d'amitié qui l'unissent avec sa ville jumelle, permettra de renforcer le positionnement stratégique euro-méditerranéen de la ville dans les domaines économique, touristique et d'attractivité du territoire.

Cet événement coïncidera avec la 21^{ème} édition du Festival des musiques sacrées du monde sur le thème conférence des oiseaux « lorsque les cultures voyagent... ».

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accorder à M. Robert COTTE, Adjoint au Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Fès ;
- d'autoriser le déplacement d'administratif qualifié invité par M. le Maire ;
- d'autoriser M. Robert COTTE à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la direction des relations internationales pour un montant total de 500 € (chapitre 920).

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

51. Convention de mise à disposition contre remboursement d'agents municipaux auprès de TAM

La mise en œuvre des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway sur le territoire Montpelliérain a pour objectif de développer pleinement le réseau de transport urbain, d'optimiser les correspondances en proposant de nouvelles relations entre les quartiers et de renforcer l'accès direct aux communes de la Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces travaux de finalisation de la ligne 4, il est proposé de mettre à disposition des Transports de l'Agglomération de Montpellier pour l'année 2015 et après délibération du Conseil municipal un agent titulaire à temps complet de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (grade d'ingénieur en chef de classe normale).

En effet au regard de l'ampleur et de la complexité du projet, de ses impacts en matière de réseaux, d'aménagements de circulation, de réaménagement d'espaces publics, et de ses interfaces avec d'autres opérations, l'assistance technique de la Ville est indispensable. Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement de la rémunération de l'agent par la TAM à la Ville de Montpellier.

Par ailleurs il apparaît qu'une précédente délibération du 17 décembre 2007 avait porté convention d'assistance technique entre les services de la Ville et les Transports de l'Agglomération de Montpellier, actant pour la période de janvier 2007 à octobre 2012 l'affectation à cette mission de deux ingénieurs de la Ville, contre remboursement par TAM du coût des moyens affectés pour cette période.

Les travaux d'extension des lignes de tramway se sont poursuivis au-delà de cette échéance et l'assistance technique de la Ville a de fait été maintenue pour les accompagner, sans que les modalités de remboursement de celle-ci ne soient actualisées par une nouvelle délibération.

Les sommes correspondantes s'élevant à 304 746,46 euros ayant été provisionnées par TAM au titre des années 2012 (novembre et décembre), 2013 et 2014 (cf. annexe), il est proposé la mise en œuvre d'un protocole transactionnel afin d'en permettre le versement à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de janvier à décembre 2015 contre remboursement auprès de la TAM, d'un agent de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (grade d'ingénieur en chef de classe normale) à temps plein ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire ;
- d'approuver le protocole d'accord transactionnel joint à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer ce protocole d'accord transactionnel.

M. le Maire : Qui demande des explications à M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller spécial délégué au personnel et président de TAM ? M. BOUMAAZ.

D. BOUMAAZ : J'étais un peu surpris de cette information et de cette délibération. Néanmoins, cela ne nous pose pas de souci, nous allons voter pour.

Par rapport aux salariés de cette entreprise du projet de la ligne 5, je ne sais pas si vous le savez, M. le Maire ou M. EL KANDOUSSI, il existe des inquiétudes. Pourrions-nous avoir des réponses ?

M. le Maire : Quelle est la question ?

D. BOUMAAZ : Le service « projet de la ligne 5 » de cette entreprise compte entre six et huit salariés. Ils s'inquiètent de leur avenir professionnel dans l'entreprise parce que nous ne savons vraiment pas encore ce qu'il en sera de la ligne 5. Nous aimerions avoir une réponse à leur donner parce que quand on met des salariés de la Ville à disposition...

M. le Maire : Je vais vous répondre. La priorité est la ligne 4. Nous en avons pour une bonne année de travaux. Le premier rail de la ligne 4 sera posé d'ici une semaine. Concernant la ligne 5, je suis très clair : la ligne 5 est repoussée. Elle n'est pas abandonnée. Je suis tranquille dans mes baskets puisque sous l'ancienne majorité, j'avais voté contre à la Métropole. Je ne voulais pas que le tramway vienne traverser le parc Montcalm. Nous avons été élus là-dessus. Ne comptez pas sur moi pour reculer.

D. BOUMAAZ : Il ne s'agit pas de reculer M. le Maire, ce n'est pas la question.

M. le Maire : Concernant les différents tronçons, il faut rediscuter de la ligne. Je veux bien que l'on donne des leçons à tout le monde mais il existe une partie des quartiers dits populaires qu'il faudrait également desservir (Pas-du-Loup, les Collines d'Estanove, les Orangers, Paul-Valéry). Il faut repenser la ligne 5. Puis, il existe des segments où elle pourrait passer sans le rail. La priorité des priorités du mandat, qui est validée par le CPER (contrat de plan Etat/Région), par le préfet, par la Région et par Kléber MESQUIDA, président du Conseil départemental, c'est le contournement Ouest. Une fois que nous aurons mis en place le contournement Ouest pour désengorger la circulation à l'arrivée de la 750 et de toutes les communes de l'Ouest de l'Agglomération, nous reparlerons de la ligne 5. Pour le moment, nous finissons la ligne 4 et nous faisons le contournement Ouest. Si d'autres veulent un autre agenda, ils gagnent les élections – c'est clair – et ils imposent leur agenda.

D. BOUMAAZ : Ce n'est pas une question d'agenda.

M. le Maire : Certes mais il est important de recadrer le jeu.

D. BOUMAAZ : Je sais et je comprends M. le Maire.

M. le Maire : C'est important M. BOUMAAZ.

D. BOUMAAZ : Je comprends bien mais les salariés se questionnent sur leur avenir professionnel. Vous êtes clair. Vous êtes droit dans vos bottes. Néanmoins, il faudrait leur donner des réponses.

M. le Maire : J'entends bien. Au niveau de l'entreprise, j'entends bien les soucis.

D. BOUMAAZ : Après, c'est votre programme.

M. le Maire : J'ai profité de votre intervention pour faire un point sur la ligne 5, en tenant compte de ce vous me dites.

Je mets aux voix l'affaire 51. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

52. Convention de service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault propose à ses partenaires et aux organismes tiers justifiant d'un besoin professionnel l'accès client à son service télématique Cafpro.

Ce service permet de visualiser en temps réel la situation ainsi que les ressources des familles allocataires et représente pour nos travailleurs sociaux un gage de fiabilité et une richesse d'informations indispensables dans le traitement des situations individuelles qu'ils rencontrent.

L'accès à ce service est conditionné à la signature d'une convention de service entre la CAF et la Ville, conclue pour un an renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de service entre la Ville et la CAF afin d'autoriser l'accès aux données Cafpro pour les agents justifiant d'un besoin professionnel ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention de service Cafpro ci-jointe et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

53. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure, au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser M. le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

C. DUMONT : Il est proposé au Conseil d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle pour des faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération. Or, nous n'avons pas l'annexe. Pouvons-nous avoir une précision ? Quels sont ces faits ? Qui cela concerne t-il ?

A. EL KANDOUSSI : Cette protection concerne deux personnes dont je tairais les noms : la première personne a été victime de violences en septembre dernier et la seconde est victime de harcèlement moral. Si vous souhaitez, je mets le document à votre disposition. Vous avez normalement l'annexe sur Pos-ACTES (*le logiciel de gestion des actes de la Ville*).

M. le Maire : Je mets aux voix la protection fonctionnelle des élus. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

54. Avenant financier - Attribution de compensation Ville/Métropole

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 17 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 à la convention initiale signé en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes de la Commune et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter l'avenant n°1 à la convention de gestion transitoire conclues avec la Métropole en vue de l'exercice des compétences nouvelles de la Métropole ;
- de dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- d'autoriser M. le Maire à signer les avenants n°1 aux conventions de gestion provisoire ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications à Max LEVITA ? Mme JAMET.

F. JAMET : Je n'ai pas eu le temps de me procurer l'avenant. Pourrions-nous connaître le montant de cette compensation ?

M. LEVITA : Le montant est de l'ordre de 600 000 €. Etant entendu qu'il s'agit d'un état à un moment donné du temps, nous sommes en avance au niveau de la Ville par rapport à ce qui nous est demandé par l'Agglomération. Comment ferons-nous cet état ? Vous y aurez droit tous les trimestres. Cette compensation, cet écart, ce delta sera compensé au fur et à mesure pour arriver à un écart égal à zéro.

M. le Maire : Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

55. Tarification et réservation de la restauration scolaire et des accueils périscolaires

Les restaurants scolaires et les accueils périscolaires ont à la fois un rôle social mais sont aussi et surtout des lieux de convivialité et d'apprentissage de la vie en société.

La Ville de Montpellier avait instauré un système de tarification à vocation sociale visant à aider les familles ayant de faibles revenus. Ce système comprenait sept tranches de tarifs en fonction d'un quotient familial spécifique calculé à partir des ressources et charges de la famille.

Ce mécanisme de calcul ancien et complexe pour les familles s'avère inadapté (seulement 40 % des familles ont fait calculer leur quotient familial). Il ne remplit donc plus pleinement son rôle social.

L'objectif affirmé de la Ville de Montpellier étant d'harmoniser les différentes tarifications des services municipaux destinés aux familles ainsi que leurs modalités de réservation afin de simplifier les démarches, il est proposé au Conseil municipal d'étendre à la restauration scolaire et aux accueils périscolaires la tarification en « taux d'effort » qui constitue aujourd'hui le système de tarification le plus équitable. Ce système tarifaire se base uniquement sur le revenu et la composition des ménages.

En effet, avec un tarif individualisé, ce système garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles. Ce système est déjà opérationnel pour les EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant) depuis janvier 2005 dans le cadre du dispositif national de la PSU (prestation de service unique) et pour les ALSH (accueil de loisirs sans hébergement) depuis 2011.

Avec cette réforme de la tarification de la restauration scolaire, le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 €. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 € et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée. Il est donc proposé au Conseil municipal d'aligner les formules tarifaires des enfants de maternelles et d'élémentaires, les uns demandant plus d'encadrement et les autres plus de denrées alimentaires.

En outre, l'absence de réservation préalable ne permet pas une gestion optimale de la production de repas, ce qui se traduit par un gaspillage important des denrées alimentaires. Il est proposé de mettre en place un système de réservation des repas permettant une gestion rationnelle de la production de la cuisine municipale.

1 - Modalités de calcul de la tarification :

Le principe proposé est de déterminer le tarif payé par une famille, dans la limite d'un plancher et d'un plafond, de la manière suivante :

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement).

Les revenus pris en compte sont :

- ⇒ Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille).

- ⇒ Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10 % ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

2 - Modalités de réservation des repas et des accueils :

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte trois semaines avant le début de chaque vacances scolaires et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** www.montpellier.fr (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école,** sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O à l'Hôtel de Ville ;**
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

3 - Tarifs de la Restauration Scolaire :

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d’effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093 %	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084 %		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074 %		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration de 25% est appliquée aux tarifs ci-dessus.				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

Afin de permettre aux enfants montpelliérains de bénéficier de la tarification sociale sans différences selon qu'ils sont accueillis dans un ALSH (accueil de loisirs sans hébergement) municipal ou associatif. La Ville dans sa délibération 2014/327 approuvé par Conseil municipal le 24 juillet 2014 propose d'appliquer la tarification sociale aux repas commandés par les ALSH associatifs auprès de la cuisine centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

4 - Tarifs des accueils périscolaires :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

TARIFICATION POUR LES	Part fixe	Taux	Tarif mini	Tarif maxi
------------------------------	------------------	-------------	-------------------	-------------------

ACCUEILS			d'effort		
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H45 ET ACCUEILS SOIRS 17H30-18H30 (prix par enfant inscrit)					
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €	
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%			
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%			
ACCUEILS MERCREDI MIDI : 11h45-12h30		GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES					Tarif unitaire
Pénalités de retard appliquée à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le mercredi après 12h30 et le lundi, mardi, jeudi et vendredi après 18h30.					10,00 €

5 - Modalités de paiement :

Pour ces deux services, les modalités de prépaiement demeurent inchangées. Les familles doivent veiller à recharger la carte de leur(s) enfant(s) à hauteur des repas ou accueils consommés à minima la veille pour le repas ou accueil du lendemain. Tout repas réservé sera facturé même en cas d'absence de l'enfant. Il est possible d'annuler une facturation sur présentation d'un certificat médical de l'enfant. Néanmoins, même sur présentation du justificatif le premier jour d'absence sera automatiquement facturé pour lutter contre le gaspillage des denrées alimentaires.

Pour rappel, le rechargement de « Ma carte / Carte midi » peut se faire :

- Par carte bancaire via le site de la Ville (www.montpellier.fr) ;
- Par carte bancaire via le serveur vocal (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- Par carte bancaire, chèque ou espèces au service Prest'O à l'Hôtel de Ville et par carte bancaire et chèque dans les mairies de proximité Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

A noter qu'un versement minimal de 15 repas et/ou 15 accueils, en fonction du service sollicité, sera demandé à l'ouverture de « Ma carte / Carte midi ».

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs présentés ci-dessus et applicables au 20 juillet 2015 ;
- de préciser que les tarifs concernant les ALSH seront applicables au 1er septembre 2015 ;
- d'adopter les modalités d'application présentées ci-dessus ;
- d'adopter le règlement de fonctionnement de la restauration scolaire et des accueils périscolaires joint à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer la convention jointe à cette délibération et conclue avec la CAF dans le cadre des échanges de données ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

I. MARSALA : Nous allons avoir de grands changements au niveau des cantines scolaires à la rentrée 2015. A l'heure actuelle, nous travaillons sur les cantines scolaires avec un système de table ouverte, c'est-à-dire que les enfants arrivent le matin et badgent pour dire qu'ils mangeront le midi. Un problème est remonté très rapidement à la surface parce qu'avec ce système, nous avons une énorme perte alimentaire, nous avons une énorme perte de budget et nous avons des difficultés pour avoir un travail cohérent autant au niveau des cuisines centrales, qui ne peuvent pas prévoir en amont les repas, qu'au niveau du personnel qui reçoit toujours les menus des écoles tardivement. Nous avons donc décidé de transformer ce système et d'adapter la manière de s'inscrire aux cantines scolaires en la calquant sur d'autres principes, précisément les TAP, c'est-à-dire que les parents vont s'inscrire en une seule fois aux TAP ou à la restauration scolaire.

Nous accompagnons ce principe d'une nouvelle tarification sociale. La tarification qui existait « à ce jour » était constituée de sept tranches avec des seuils, des paliers très importants et une certaine complexité à comprendre qui fait que 60 % des familles ne faisaient pas les documents pour y avoir droit et donc payaient le tarif maximum.

Nous avons travaillé sur un système beaucoup plus simple qui est celui utilisé actuellement dans les crèches et dans d'autres organismes en partant de la CAF qui nous a fourni les numéros CAF des familles pour travailler sur les revenus des familles. Nous avons essayé d'avoir une tarification simple et juste qui avantagera les familles qui ont de très petits revenus et les familles qui ont des revenus dits moyens, ce qui, par contre, demandera aux familles qui ont des revenus plus élevés un léger effort. Nous appliquerons le même système pour les accueils périscolaires. Naturellement, les TAP restent gratuits et ne sont pas concernés.

M. le Maire : Merci Mme MARSALA. Qui souhaite s'exprimer ? M. DELAFOSSE et Mme JAMET.

M. DELAFOSSE : M. le Maire, sur cette délibération, le tarif passe de 3,69 € à 4,95 € maximum. Pouvez-vous nous donner une fourchette de combien de familles seront concernées par cette augmentation ? Avons-nous une idée des tranches ? L'effort doit être porté en direction des plus modestes. Il est toujours préoccupant de savoir que les enfants ne peuvent pas manger à la cantine faute de revenu des parents. Avoir un ordre de grandeur nous permettrait de délibérer.

Deuxièmement, vous aviez évoqué, M. le Maire, une volonté de mutualiser la restauration scolaire avec le CHU, en tout cas d'avoir cette approche puisque la cuisine centrale arrive à sa masse critique. Pouvez-vous nous dire où en est ce projet ? Quel est votre calendrier dans ses grandes lignes ?

Dernier point, en matière de stratégie dans le domaine de la restauration scolaire sur les problématiques de circuit court et de pesticide, des sujets qui sont difficiles, quelles sont aujourd'hui les intentions de la direction de la restauration scolaire et les vôtres sur ces thématiques ?

M. le Maire : Merci de votre intervention. Mme JAMET.

F. JAMET : M. le Maire, mes chers collègues, je reviens sur ce rapport et sur les débats que nous avons eus en commission de finances en présence de Mme MARSALA. Vous nous disiez tout à l'heure que la délégation qui s'occupe de la cantine est une belle délégation. Cela permet d'être un peu au courant - vous avez dit - et de revenir au pays réel. Je trouve que c'est assez vrai, assez fort et assez violent parce que quand on revient un peu au pays réel, on constate comme le dit Mme MARSALA que ces tarifications que vous qualifiez de sociales nous paraissent antisociales.

Vous avez fait un nouveau calcul. Il s'agit d'un principe parfait, je ne sais pas. Néanmoins, les certaines difficultés à comprendre nous amènent à une certaine lecture, c'est-à-dire à comprendre que certaines familles qui bénéficient de revenus un peu élevés feront un léger effort. Ce léger effort qui est demandé est de plus de 30 %. Ces familles qui ont un revenu un peu élevé sont vraisemblablement les familles que nous qualifions de classe moyenne. Il y a des gens qui travaillent, qui paient à tous les niveaux, qui paient les impôts, dont la valeur locative augmente, dont la base augmente de 0,9 %, dont les taxes augmentent à tout va, qui paient leur transport qui a également augmenté au prix fort. Je trouve que ce tarif est particulièrement antisocial et touche directement des ménages qui travaillent, qui sont obligés de laisser leurs enfants à la cantine parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Passer de 3,69 € à 4,95 €, cela fait +1,26 €.

Toujours dans le tarif de la restauration sociale, le tarif minimum qui est de 1,76 passe à 1,75, soit une diminution de 1 centime. 1 centime pour ceux qui sont en difficulté, nous vous le concédons. +1,26 € pour les familles que vous qualifiez de revenu plutôt élevé, nous trouvons cela parfaitement scandaleux. Cela fait une augmentation de 30 % qui impacte gravement le pouvoir d'achat et dans un climat de crise, dans une situation comme celle de Montpellier où la précarité et le chômage augmentent. En plus, les classes moyennes d'aujourd'hui sont peut-être appelées à devenir les chômeurs de demain. Nous sommes parfaitement contre cette mesure. Je ne sais pas comment vous avez calculé. Je ne sais pas quelle simplification vous avez imposée mais en tout cas, elle ne nous agréée pas. Il s'agit d'un matraquage.

M. le Maire : Mme MARSALA va répondre à l'ensemble des problématiques qui ont été évoquées puis M. LEVITA.

I. MARSALA : Effectivement, les chiffres que vous me donnez – vous savez compter – sont bons. Maintenant, il faut savoir que ce tarif de 3,69 €, 60 % des familles le payaient. A l'heure actuelle, sur les calculs que nous avons faits, 69 % des familles vont voir leur tarif réduit à la cantine. Il me semble que c'est conséquent, qu'il s'agit d'un geste justement beaucoup plus social.

Il faut que vous sachiez également que tout ce que nous allons économiser, d'une certaine façon, avec la nouvelle inscription sur les cantines scolaires – nous espérons économiser autour des 350 000 € – va être reversé pour faire compensation pour cette nouvelle tarification. Nous sommes bien dans une démarche sociale.

Les gens qui ont le tarif plafond, ce sont des gens, en moyenne, qui gagnent 4 654 € avec deux enfants. Nous sommes sur des tarifs élevés. Nous avons mis une barre légèrement plus haute pour des gens qui, nous le pensons, peuvent payer ce tarif. Nous avons 69 % des familles qui vont payer moins. Il s'agit réellement d'une démarche sociale.

F. JAMET : *[Intervention hors micro]*.

I. MARSALA : Je ne sais pas, madame, je n'ai jamais gagné 5 000 € par mois. En tout cas, la démarche est volontairement sociale. Une majorité de familles (50 % au minimum) vont se retrouver avec un tarif de 1,73 et 2,48. Les personnes vont y gagner réellement.

M. LEVITA : Le coût d'un repas est de l'ordre de 9 €. Au tarif maximum, nous faisons payer à peu près la moitié. Mme BRISSAUD nous avait interrogés la dernière fois. Nous faisons payer les deux : le contribuable et le consommateur. Nous avons mis un an pour arriver à cette proposition. Mme MARSALA était particulièrement attentive. Si nous pouvions ne pas augmenter, nous n'augmenterions sûrement pas. Les tarifs de restauration scolaire n'ont pas été augmentés à Montpellier depuis cinq ans. Cette situation est intenable à long terme. Il n'est pas possible de tout faire payer au contribuable. Le partage entre le contribuable et le consommateur est parfaitement discutable. Il s'agit d'une décision politique. Vous avez le droit d'être contre. Nous comprenons très bien que vous soyez contre.

M. le Maire : Merci M. LEVITA. Je donne la parole à M. COUR sur les circuits courts.

C. COUR : En tant que président des MIN, nous travaillons en étroite collaboration avec Isabelle MARSALA et le directeur des cantines scolaires pour pouvoir approvisionner en circuit court, c'est-à-dire en produits qui viennent directement de notre région, qui sont quasi mûrs et qui ont plus de goût, ce qui évite souvent ces tomates qui sont un peu jolies, qui ne sentent rien et qui n'ont absolument aucun goût. Pareil, les melons et les salades sont plus frais. Cela permet également de faire travailler des gens localement. Récemment, avec Mme MARSALA, nous avons visité sur la commune de Fabrègues une nouvelle entreprise qui va fabriquer du pain bio, naturel, avec en plus des employés qui ont des problèmes sociaux. Il s'agit de leur remettre le pied à l'étrier pour qu'ils puissent avoir une formation et un travail assuré puisque ce type de profession connaît une pénurie.

M. le Maire : Merci M. COUR. Il faut un appel d'offres pour tout cela. Merci pour le travail que vous faites au MIN. Une première réunion technique aura lieu le 26 mai entre les techniciens de la Ville et les techniciens du CHRU. Cependant, la restauration collective du CHRU n'obéit pas au même fonctionnement que les cantines scolaires. Toute une série d'adaptations reste à faire. Toutefois, il est certain que si un équipement comme celui-là est valorisé toute la journée, ce qui n'est pas le cas actuellement, pour fournir les repas liés au CHU, ce serait plus efficace pour les deux collectivités. Cela nous éviterait de reconstruire une cuisine centrale parce que celle-ci est obsolète.

G. LANNELONGUE : J'interviens pour une remarque d'ordre général. Nous avons discuté de ce dossier pendant la commission des finances. Aussi bien Mme MARSALA que M. LEVITA n'ont pas précisé un point qui me semble important. Je suis pour donc nous ne sommes pas intervenus. Les repas qui ne sont pas à un

prix très élevé correspondent à une augmentation très légère. Le tarif maximum de 4,95 € comprend une majoration de 25 % pour les repas qui sont consommés non réservés. S'ils sont réservés, c'est moins cher. Ce tarif qui peut paraître effectivement important inclut cette majoration de 25 %, ce que je trouve tout à fait normal parce qu'il faut que les consommateurs soient responsabilisés. Il s'agit de ma vision de la manière dont une société doit être organisée, qui est un peu éloignée - vous en conviendrez, vous qui aviez fréquenté ces milieux - de la vision socialiste. Pour autant, je suis pour une responsabilisation.

M. le Maire : Je ne parle plus politique maintenant. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

M. Rabii YOUSSEF entre en séance.

56. Attributions de subventions – Exercice 2015

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

Dans le cadre de la thématique ECONOMIE :

✓ EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant
3523	MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement	3 000 €
TOTAL			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :

✓ SPORT

Code	Structure	Type	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Fonctionnement	4 000 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	3 400 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	Fonctionnement	12 000 €
5400	AK SPORT	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL			29 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE - OCCE	Fonctionnement		2 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHOEURS D'ENFANTS ECOLE DE MONTPELLIER	10 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	EDUCATION MUSCICALE DANS LES ECOLES	2 000 €
TOTAL				14 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE :

✓ LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LOGEMENT	1 600 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	Projet	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER VILLE	9 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		30 600 €
TOTAL				41 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

Dans le cadre de la thématique SANTE :

Code	Structure	Type	Montant
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement	1 500 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	Fonctionnement	20 000€
TOTAL			21 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL :

Code	Structure	Type	Titre projet	Montant
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	ACCEUIL A MONTPELLIER DE 100 JEUNES HEIDELBERGEOIS	7 000 €
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	1 500 €
5072	ASSOCIATION DE LA GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		25 000 €
TOTAL				33 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique SOCIAL :

✓ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	Fonctionnement	2 000 €
TOTAL			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

✓ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1036	ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	CHANTIERS EDUCATIFS	20 000 €
TOTAL				20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

✓ DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Montant
1853	FEMMES ACTIVES LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	900 €
3359	MOUVEMENT DU NID	Fonctionnement	6 800 €
4703	AMICALE DU NID	Fonctionnement	1 900 €
TOTAL			9 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique FINANCES :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3127	CAFEJ CENTRE ANIMATION FAMILLE ENFANCE JEUNESSE	Projet	MANIFESTATION ZENITH	15 000 €
TOTAL				15 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

2) Valorisation d'aides en nature

- La Société française de l'évaluation (SFE) est une association loi 1901 regroupant des praticiens de l'évaluation des politiques publiques (agents des collectivités territoriales ou de l'administration de l'Etat, bureaux d'études, chercheurs, étudiants, ...). Tous les deux ans, l'association organise les **Journées françaises de l'évaluation (JFE)**.

Pour le colloque 2015 la SFE a demandé au **Réseau d'Evaluation Méditerranéen (REVMED)** de bien vouloir accueillir ces journées. En effet, la Ville de Montpellier est membre fondateur de REVMED avec 7 autres collectivités : un réseau de collectivités engagées dans le développement de la démarche d'évaluation des politiques publiques. Ce réseau de partage de compétences existe depuis 2010 et intéresse nombre d'autres collectivités en France qui pensent aussi que partager des compétences entre collectivités est un des meilleurs moyen de pouvoir développer ses pratiques d'évaluation. REVMED compte aujourd'hui 10 collectivités membres.

Ces journées regroupent entre 350 et 500 participants et cette année, un Salon du Pilotage de l'Action Publique regroupant des entreprises nationales du secteur sera adossé à l'événement et permettra aux exposants de présenter leurs produits et services aux participants.

Montpellier a été choisie pour accueillir ce colloque les 18 et 19 juin 2015.

Afin d'apporter son soutien à la SFE dans l'organisation de ces journées, la Ville de Montpellier propose de prendre en charge une journée de location du Corum le 18 juin. Ce droit d'utilisation représente une aide en nature dont la valorisation doit apparaître dans les comptes de la structure et dans les comptes administratifs de la Ville pour un montant de 27 479 €.

- La Ville de Montpellier va apporter un appui logistique à la structure COFSEC en mettant à disposition pour la somme de 100 € la salle des rencontres pour 2 dates. Le coût réel de la location de cette salle serait de 5 400 € pour les 2 dates ce qui représente une aide en nature dont la valorisation doit apparaître dans les comptes de la structure pour une valeur de 5 300 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 189 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- de décider de la mise à disposition de la salle des rencontres pour 2 dates à la structure COFSEC pour un montant de 100 € équivalent à une aide en nature de 5 30 € ;
- d'approuver le droit d'utilisation du Corum par la Société française de l'évaluation équivalent à une aide en nature d'un montant de 27 479 € ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications complémentaires à Max LEVITA ? Mme HART.

C. HART : Je ne prendrai pas part au vote.

M. le Maire : Mlle LLEDO, allez-y. Parlez bien près du micro.

A. LLEDO : Je vais essayer. Je vais parler lentement et proche du micro. D'abord, je tiens à faire remarquer à tout le monde que les demandes que nous vous faisons depuis quelques mois sur les explications des attributions de subventions ont été respectées à moitié. Nous vous demandions il y a quelques semaines, lors de l'avant-dernier Conseil municipal, de nous expliquer ce que c'était le projet et ce qu'en était le fonctionnement. Pour le projet, nous y sommes. Pour le fonctionnement, c'est toujours un mot qui ne veut rien dire. Toutefois, ce n'est pas grave.

Nous nous opposons clairement à la subvention donnée au Service des traducteurs d'urgence. Je tenais à vous avertir de notre abstention sur ce point.

Ensuite, nous ne sommes pas contre le sport, nous l'encourageons bien sûr, mais les 30 000 € de fonctionnement pour les quatre associations sportives consistent en quoi ? Je prends les associations sportives mais je pourrais en prendre d'autres. Que signifie fonctionnement ? Merci.

M. LEVITA : Nous subventionnons à peu près 800 associations qui font l'objet d'une étude par un service qui contrôle chacun de leurs comptes. Ensuite, les associations passent en général par des adjoints. Nous estimons que des associations, pour leur fonctionnement normal, ont besoin de personnel, de machines... Nous les subventionnons parce que ce qu'elles font nous paraît répondre à un besoin public. Quand un projet nous apparaît intéressant, nous l'accompagnons ou nous ne l'accompagnons pas. Si vous demandez sur chacune des 800, objectivement, je serais incapable de vous répondre. Si vous me demandez sur une association précise, je peux peut-être vous répondre. Sinon, je m'engage à vous répondre prochainement.

[Intervention hors micro]

M. LEVITA : Concernant les subventions, nous réunissons des commissions municipales. Dans les commissions, en principe, les membres des commissions ont les dossiers avant. Nous sommes, dans la commission, entourés de tout le personnel de la Mairie. Nous sommes capables de répondre, avec tout ce personnel, à chacune de ces demandes. Là, je vous ne vous répondrai pas sur une association précise. Dans la plupart des cas, en particulier dans le domaine du sport, cela a été vu par mon collègue et ami mais pas par moi. Cela passe dans ma commission pour des raisons d'ailleurs qui ne m'apparaissent jamais très clairement. Ce qui concerne le sport relève plutôt de M. ABERT. Je ne prends pas les décisions à sa place.

C. HART : J'aimerais demander : pourquoi les traducteurs d'urgence ? Je les connais, ils font un excellent travail. Ce sont des traducteurs professionnels qui font cela bénévolement, qui aident les personnes étrangères sur notre territoire, que ce soit des touristes ou des personnes qui habitent ici mais qui ne parlent pas suffisamment le français, en situation d'urgence. Ce sont des bénévoles qui travaillent très souvent toute la nuit sur une hotline. Ils font également des déplacements dans les hôpitaux, etc. Pourquoi s'acharner contre les traducteurs d'urgence ?

[Intervention hors micro]

M. le Maire : Mlle LLEDO, Mme HART, il n'est pas coutume de se balancer des questions ainsi mais je trouve que cette question est particulièrement pertinente. C'est moi qui vous la pose : pourquoi les traducteurs d'urgence ? Qu'avez-vous contre eux ?

[Intervention hors micro]

A. LLEDO : Un bénévole offre son aide sans contrepartie.

M. le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Mme Clare HART ne prend pas part au vote.

Adopté à la majorité.

M. Sauveur TORTORICI sort de séance.

57. Parking Nouveau Saint-Roch Délégation de Service Public - Avenant n°1 Transfert à la société dédiée Saint-Roch Stationnement

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier. Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole. La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier, par délibération 2015/29 du 19 février 2015, a décidé de confier l'exploitation du parking Nouveau Saint-Roch à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre d'une délégation de service public.

Afin de garantir la transparence de la gestion et de répondre aux exigences de service public, il a été décidé la création d'une société dédiée nommée Saint-Roch Stationnement, filiale à 100 % de TaM, pour l'exploitation du parking Nouveau Saint-Roch.

L'activité de cette société dédiée est exclusivement réservée à l'exécution du contrat de délégation de service public. Conformément à l'article 8 de la convention de délégation de service public, elle sera substituée, par voie d'avenant, dans les droits et obligations du délégataire résultant de la convention de délégation de service public.

L'autorisation de la création d'une société dédiée a été approuvée dans la délibération n°2015/29 du 19 février 2015 sur le choix du délégataire du parking Nouveau Saint-Roch et dans la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parking conclue le 9 mars 2015 entre la Ville de Montpellier et la société TaM.

Le 11 mars 2015, le conseil d'administration de TaM a décidé d'autoriser la création d'une filiale dédiée à l'exploitation du parking Nouveau Saint-Roch sous la forme d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU).

Les statuts de la société, dont la dénomination sociale est Saint-Roch Stationnement (SRS), ont été adoptés le 30 mars 2015 et enregistrés au siège des impôts le 13 avril 2015.

La société Saint-Roch Stationnement a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés (RCS) le 17 avril 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'autoriser, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de la délégation de service public attribuée à TaM pour l'exploitation du parking Nouveau Saint-Roch à la société Saint-Roch Stationnement ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public annexé à cette délibération et tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications auprès de Max LEVITA ? M. BOUMAAZ.

D. BOUMAAZ : M. le Maire, cette affaire m'a un peu surpris parce que le 29 février 2015, par délibération, nous confions le nouveau parking Saint-Roch à l'entreprise TaM sur la gestion de délégation de service public. Jusqu'ici, tout va bien. Ensuite, le 9 mars 2015, la Ville a conclu avec cette même société une convention. Le 11 mars, le conseil d'administration de TaM autorise la création d'une filiale dédiée à l'exploitation de ce même parking. Je me pose des questions par rapport à l'équité des salariés de cette filiale qui vient d'être créée et des salariés de l'entreprise TaM. Or aujourd'hui dans cette entreprise, nous avons des agents de stationnement, de parking qui, en termes de masse salariale, ont un coût. Le fait de créer cette filiale m'interpelle sur la comparaison de cette masse salariale entre ces nouveaux salariés de cette nouvelle entreprise – en fait il s'agit d'une sous-traitante, d'une création – et les salariés de TaM.

Aujourd'hui, un salarié de TaM touche environ 1 600 € nets par mois. Il bénéficie d'un 13^{ème} mois, d'une prime de vacances, d'une prise en charge à 60 % de la mutuelle et d'une aide aux transports. Or, si j'observe bien le statut de cette entreprise, je m'aperçois très rapidement qu'ils ne font pas partie de la même convention collective donc il existe une différenciation de salaires. Cela me va très bien. A titre personnel, j'y travaille et je suis content sur le fond, mais pas trop sur la forme, que cette entreprise récupère ce marché. Toutefois aujourd'hui, je pense que par rapport à l'attribution de ce marché, cet appel d'offres a peut-être été un peu biaisé.

Je ne sais pas s'il est indiqué dans le cahier des charges cette possibilité de créer une filiale. Ce que je sais, c'est qu'il y avait deux entreprises (Effia et TaM). Si Effia avait récupéré ce marché, ils auraient maintenu leurs salariés avec leurs propres acquis sociaux. Or, aujourd'hui, la TaM récupère un marché puis crée de la

sous-traitance. Elle crée une différenciation de salaires et une forme de discrimination entre des salariés titulaires et des salariés non titulaires. Pourrions-nous avoir des éclaircissements sur ce dossier ?

M. LEVITA : Une délégation de service public a été signée avec TaM qui demande à créer une filiale. Il s'agit de son droit le plus strict. Je n'ai strictement rien à opposer à cette demande. Il s'agit de la vie d'une entreprise. Vous pouvez penser ce que vous voulez, nous n'avons aucun moyen de nous opposer à cela. Nous sommes obligés, puisque nous avons signé avec TaM, de signer avec sa filiale. Nous sommes obligés de faire une opération purement administrative. Quant au fonctionnement interne de TaM, la société filiale respectera exactement ce qu'elle a signé avec nous dans le cadre de la délégation de service public. Nous la contrôlerons à cet effet. Vous attirez notre attention sur ce point, je vérifierai si cela fait partie ou pas de la convention.

[Interventions hors micro]

M. LEVITA : Vous avez le contrat de délégation de service public donc vous pouvez l'examiner, comme moi je peux l'examiner, comme je vais le faire examiner. Je ne peux pas vous répondre là s'il existe une différenciation.

[Intervention hors micro]

M. LEVITA : Il existe des clauses. Vous avez le contrat, il vous a été donné. Si vous ne l'avez pas, vous pouvez le consulter sans problème.

M. le Maire : Je mets aux voix l'affaire 57. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

58. Cotisations à l'ordre des architectes - Exercice 2015

Les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'ordre des architectes.

L'assurance préalable à l'ordre des architectes et l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte.

Afin de permettre à nos agents de remplir leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, il est proposé au Conseil municipal l'adhésion à l'ordre des architectes pour l'année 2015 selon les modalités suivantes :

NOM	Prénom	Direction	Cotisation
HILAIRE	Anne Josée	ARCHITECTURE - IMMOBILIER	700 €
BRIDON	Christine		700 €
COUILLEC	Frédérique		700 €
TOTAL			2 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'adhésion à l'ordre des architectes pour l'année 2015 selon les modalités prévues ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits 2015, fonction 920 pour un montant total de 2 100 €,
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : J'en profite pour vous donner les taux de programmation de logement social votés pour 2015 sur la Métropole : 37 % pour Montpellier et 63 % pour les autres communes. En 2014, c'était sensiblement kifkif.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

59. Cotisation pour l'année 2015 à l'association « Immeubles en fête »

L'association « Immeubles en fête » propose à la Ville de Montpellier de devenir partenaire officiel à l'occasion de La Fête des voisins. La prochaine édition de cette manifestation aura lieu le vendredi 29 mai 2015.

Le réseau est constitué de 770 mairies et arrondissements de grandes villes parmi lesquelles Paris, Marseille, Lyon, Reims et de plus de 200 bailleurs sociaux français, au sein duquel la Ville pourra bénéficier d'échanges d'expériences. Enfin, la Ville de Montpellier sera ainsi éligible au label européen « Ville conviviale – Ville solidaire ».

Cette adhésion annuelle permettra, par l'organisation de la Fête des voisins, d'amplifier la dynamique pour renforcer le lien social en luttant contre l'indifférence et l'isolement, et de favoriser le mieux vivre ensemble. Au-delà d'une soirée de fête dans l'année, renforcer au quotidien les petits services entre voisins contribue en effet à développer une solidarité de proximité.

L'assistance logistique dont bénéficiera la Ville de Montpellier en contrepartie du versement de la cotisation annuelle d'un montant de 900 €, se compose d'une campagne de presse nationale, de la mise à disposition de matériel labélisé « Fête des voisins » ainsi que d'outils imprimés en quantité illimitée : affiches, tracts, invitations, badges, autocollants. La dotation de matériel envoyée a une valeur sensiblement supérieure au prix de l'inscription, le financement de la manifestation reposant également sur les partenaires nationaux (Carrefour, Century 21, AG2R, Eco-Emballages...).

A Montpellier, 500 points de Fête des voisins sont déjà recensés, regroupant chacun jusqu'à 100 personnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion à l'association « Immeubles en fête » ;
- d'accepter le versement de la cotisation d'un montant de 900 € (en franchise de TVA) à l'association « Immeubles en fête », au titre de l'année 2015 ;
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 900 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville au chapitre 925 ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

60. Convention de mise à disposition et d'exploitation de plans anciens du Musée Languedocien

La base structurée de cartographie ancienne réalisée par le service d'informations géographiques de la Ville de Montpellier et diffusée par l'application DELTA, est un outil précieux pour illustrer l'histoire de notre territoire, rendre intelligible son évolution, et en renforcer l'identité et l'attractivité.

Le Musée Languedocien abrite les riches collections de la Société Archéologique de Montpellier, des documents manuscrits uniques, notamment un plan de 1623 montrant Montpellier et sa citadelle, un autre de la ville jusqu'au Lez vers 1680, d'autres très détaillés de l'Ecusson au milieu et à la fin du XVIII^{ème} siècle, et de grandes cartes murales de diocèses réalisées au milieu du XVIII^{ème} siècle par les savants de la Société royale des sciences de Montpellier, en avance sur la carte de France par Cassini.

A partir des publications de la Société archéologique de Montpellier, et après autorisation et assistance accordées par celle-ci à la Ville en été 2013 pour l'examen du fonds cartographique du Musée Languedocien, il est apparu qu'un certain nombre de documents peuvent venir compléter substantiellement la base de cartographie historique en cours de constitution.

Dans cette optique, il est donc proposé que la Ville de Montpellier prenne en charge les travaux relatifs à la numérisation de ces documents afin de pouvoir les exploiter pour sa base de cartographie, un exemplaire des documents numérisés étant fourni avec les originaux en retour au Musée Languedocien.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention annexé à la présente délibération qui précise les documents concernés et les conditions de leur exploitation par la Ville ;
- d'autoriser le prélèvement du coût afférent à cette numérisation, pour un montant maximum de 9 000 € TTC, sur le chapitre 900/020 du budget 2015 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

61. Acquisition et livraison de fournitures administratives, d'environnement de bureau et scolaires.

- Appel d'Offres -

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Communes de Jacou, Saint-Brès, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Saint-Georges-d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez.

Dans le cadre de l'acquisition et livraison de fournitures administratives, d'environnement de bureau et scolaires, la Ville de Montpellier doit lancer un appel d'offres en vue de conclure, pour différents lots correspondant aux types d'équipements, des marchés à bons de commande d'une durée d'un an. Ces marchés prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016, et seront reconductibles trois fois (2017 – 2018 – 2019).

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 8 du Code des marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Communes de Jacou, Saint-Brès, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Saint-Georges-d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du Groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de deux lots :

Lot n°1 : Acquisition et livraison de fournitures administratives, d'environnement de bureau

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **110 000.00 € HT/an**.

Lot n°2 : Acquisition et livraison de fournitures scolaires

La commune de **Montpellier** ne participe pas à ce lot.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Jacou, Saint-Brès, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Saint-Georges-d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez, convention aux termes de laquelle les adhérents désignent Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement et sa commission d'appel d'Offres compétente pour attribuer cet appel d'offres ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

**62. Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de
froid
Marché à procédure adaptée**

Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de l'achat de prestations de services relatives à « la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid » pour la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités, d'établir un groupement de commandes publiques selon la convention annexée à la présente délibération.

L'objectif du marché à procédure adaptée (MAPA) est la conclusion d'un marché à bons de commande, d'une durée initiale qui débutera au plus tôt le 11 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 et sera reconductible deux fois.

La Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et aura en charge la passation, l'attribution, la signature et la notification du marché.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles 28 et 77 du Code des marchés publics :

- pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 21 000 € HT/an ;
- pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un marché à procédure adaptée pour couvrir les besoins exposés ci-dessus ;
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et aura en charge la passation, l'attribution, la signature et la notification du marché ;
- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. Sauveur TORTORICI entre en séance.

63. Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault Energies pour la fourniture et l'acheminement d'électricité passé sur le fondement d'accords-cadres et de marchés subséquents - Autorisation de signer les marchés subséquents

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME) organise la fin des Tarifs réglementés de vente (TRV) en électricité au 31 décembre 2015, pour les sites dont la puissance est supérieure à 36 kVA (tarifs jaunes et verts). Les collectivités locales doivent donc réaliser une consultation pour sélectionner leur fournisseur d'électricité au 1^{er} janvier 2016.

A noter que seule la fourniture d'électricité est en concurrence. L'acheminement (transport et distribution) étant en monopole, les règles et les barèmes publics des coûts d'acheminement s'imposent à tous les fournisseurs et à tous les consommateurs publics ou privés en France. Ces coûts d'acheminement, contrôlés par

la Commission de Régulation de l'Energie, autorité administrative indépendante sont regroupés dans le TURPE : Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

Compte tenu de l'expertise nécessaire pour l'achat d'énergie et de l'intérêt de se regrouper pour accroître la taille de la consultation et ainsi intensifier son attractivité et la concurrence auprès des fournisseurs, il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne le groupement de commandes coordonné par Hérault-Energies et signe l'acte constitutif de groupement de commande approuvé par le Conseil Syndical de Hérault Energies le 8 décembre 2014, pour les seuls besoins visés à l'article 2 suivants :

- fourniture et acheminement d'électricité des bâtiments et équipements communaux dont la puissance est supérieure à 36 kVA (tarifs jaunes et verts).
- fourniture de services associés.

Au second trimestre 2015, Hérault Energies lancera la consultation de fourniture et d'acheminement d'électricité. Le marché sera constitué d'accords-cadres et de marchés subséquents.

Pour la Ville de Montpellier, le montant des besoins est estimé à 8 200 MWh et à 1 100 000 € HT par an.

Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle. Pour l'accord-cadre et le premier marché subséquent, la participation est estimée à 4 100 € à la signature de l'accord cadre et des premiers marchés subséquents et 2 050 € à la signature et à chaque renouvellement des marchés subséquents suivants.

Toutefois le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- d'approuver le principe d'achat de la fourniture et de l'acheminement d'électricité et la fourniture de services associés avec Hérault Energies selon l'acte constitutif de groupement de commande ci-joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer l'acte constitutif de groupement de commande avec Hérault Energies, les marchés subséquents, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit d'une affaire importante, de notre travail avec Hérault Energies et du contrat que la Ville passe avec le Département de l'Hérault pour l'énergie. Nous avons effectué la même démarche pour la Métropole à travers un bon d'accord que nous avons passé avec M. MESQUIDA, président, et avec M. RIGAUD, président d'Hérault Energies, ancien maire de Ganges et Conseiller départemental du canton Lodève-Ganges. Je remercie les Conseillers départementaux de la majorité qui ont poussé pour que cet accord se fasse dans les meilleures conditions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Merci à tous. Je vous donne rendez-vous au 18 juin pour le prochain Conseil municipal.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h30.

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

Communication

**Article L. 2122-22 et L. 2122-23 du
Code général des collectivités territoriales :**

En application de l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision Synthèse de la décision

2015/0120	Reconduction de l'adhésion à l'association Elus Locaux Contre le Sida pour l'année 2015, favorisant l'engagement politique dans la lutte contre le sida, pour un montant de 400 € TTC.
2015/0121	Cotisation au Réseau Français des Villes Santé de l'OMS pour l'année 2015 pour un montant de 1 221 €.
2015/0153	Il s'agit, dans le cadre du mandat d'études Ville/SAAM pour le réaménagement du quartier de la Pompignane, d'autoriser la SAAM mandataire à signer un contrat avec un géomètre en vue de la réalisation de plusieurs prestations nécessaires au travail de l'équipe lauréate du dialogue compétitif, elle-même chargée d'établir le plan-guide du projet de réaménagement. Après consultation et suivant les conclusions du rapport d'analyse des offres annexé, il est proposé de retenir l'offre de la SCP BILICKI DHOMBRES OSMO pour un montant maximum de 30 000 € HT sous forme d'un marché à bon de commande.
2015/0154	Cette décision a pour objectif d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat d'urbaniste-architecte coordonnateur conclu entre la Ville et le groupement ANMA - Boudier. Cet avenant n°3 permet de transférer le marché à la SAAM, concessionnaire de la ZAC, et d'arrêter le décompte des sommes déjà réglées au groupement, avant transfert du contrat à la SAAM.
2015/0155	Suite à la signature du traité de concession d'aménagement entre la Ville et la SAAM pour la réalisation de la ZAC République à Port Marianne, il s'agit de transférer, par décision du Maire, le marché attribué préalablement à CBE pour que la SAAM en assure le suivi technique et financier dans le cadre de la concession.